

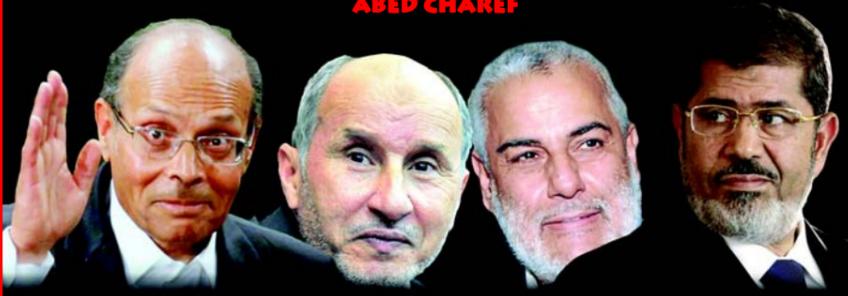
L'ARMÉE ÉGYPTIENNE FRANCHIT LE RUBICON P. 5

ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT

P. 6 à 16

LES ISLAMISTES DU PRINTEMPS ARABE ONT MONTRÉ PEU D'IMAGINATION

ABED CHAREF



QUAND LA CLÉ DE VOÛTE TUNISIENNE CÈDE

ABDELKADER LEKLEK



- Mais c'est quoi cette Education ! ?
RACHID BRAHMI
- Ce bac et mon fils...
B. RACHID
- Bac 2013, l'échec de qui ?
EL YAZID DIB
- Tempêtes estivales
pour un automne clément
SALIM METREF
- Réformer ou... mourir
BRAHIM SENOUCI
- De la nostalgie en général
et de la mélancolie en particulier
FAYÇAL SAHBI
- USA-Europe : frères ennemis
M'HAMMEDI BOUZINA MED
- De Rio à Brasilia... !
SLEMNIA BENDAOU
- Tahar, Lounès, Taos...
Ecrits d'amour, cris de douleur !
B. AHCENE-DJABALLAH

DE LA DÉMOCRATIE ET DU «RECALL»

AKRAM BELKAÏD

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

BONNE GOUVERNANCE ET BUREAUCRATIE :

LE GRAND MALENTENDU

MOURAD BENACHENHOU



OÙ EST PASSÉ L'ARGENT DÉTOURNÉ ?

CHERIF ALI



Toujours avec **Afia** pour le bonheur des orphelins



DINAR ERRAHMA sous la supervision des Scouts musulmans algériens

Pour l'achat de Afia 1L, 1 DA sera reversé aux orphelins, 2 DA pour l'achat de Afia 2L, 5 DA pour l'achat de Afia 5L. Campagne valable jusqu'à la fin du mois de ramadan.



Le bâtonnier national se dit satisfait La loi sur la profession d'avocat divise les robes noires

«Exit» le projet de loi portant organisation de la profession d'avocat. En approuvant avant-hier le projet de loi en question, les députés ont mis fin à un feuilleton juridico-administratif dont le suspense, long d'une quinzaine d'années, aura duré jusqu'au bout.

A. Zerzouri

Jusqu'au bout sera le bras de fer entre les avocats et la tutelle, et jusqu'au bout il aura provoqué la division et suscité une vive polémique dans les rangs des robes noires qui, pour certains d'entre eux, les avocats du barreau d'Alger particulièrement, ont continué à critiquer la position de l'UNBA et son président, tout en manifestant leur rejet du projet de loi régissant la profession d'avocat, jusqu'au jour même où il a été soumis au vote des députés le mardi dernier. Les robes noires qui appréhendaient le « sceau » de la tutelle sur sa mouture finale, craignant une limitation des droits de la défense et croyant dur comme fer qu'il ne sera pas tenu compte des amendements introduits par l'Union nationale des barreaux algériens (UNBA) autour de 19 articles du projet initial soumis à l'approbation par le gouvernement, ont anticipé la protesta, appelant au gel du projet et criant au scandale pour ce qui est des graves dérives qui guetteraient la profession avec la promulgation de la nouvelle loi. Mais, il s'avère que les inquiétudes soulevées par les uns et les autres autour de quelques articles se sont dissipées après le vote des députés.

Nous avons vainement tenté hier de joindre maître Silini pour avoir sa réaction après le vote des députés. Pour sa part et en tant que président de l'UNBA, Maître Lenouar Mostefa qui a subi toute la pression de ses pairs et de la tutelle, nous a avoué hier toute sa satisfaction face au résultat jugé « positif » qui a été obtenu à l'issue d'innombrables réunions avec les directeurs centraux du ministère de la Justice et d'assemblées générales houleuses des robes noires. « Nous nous réjouissons de l'issue du vote des députés qui a répondu favorablement à nos aspirations professionnelles », souligne maître Lenouar Mostefa d'un air de fierté. Une fierté qu'il veut opposer, dans les règles du respect, à ses détracteurs qui l'ont accusé de tous les noms. « Je ne voulais pas me prononcer ou répliquer aux accusations qui me ciblaient afin d'éviter toute polémique stérile qui perturberait la sérénité des débats des députés, mais aujourd'hui et sans rancune aucune je dirais que le résultat est là pour prouver tout à fait le contraire de ce qui se disait de méchant autour de ma personne, et Dieu seul sait que je n'ai pas lésiné sur l'effort, au détriment de ma santé, pour trouver des solutions aux articles gênants et qu'on rejetait dans la fond et dans la forme », a-t-il laissé entendre. Rappelons que le président de l'UNBA n'a jamais abandonné sa sérénité et sa confiance quant à une issue « bien arrangée » du dossier.

Pour précision, et d'après la copie de la loi organisant la profession d'avocat votée par les députés, dont un exemplaire est en notre possession, le fameux article 24, devenu

article 25, a été modifié, de sorte que l'incident d'audience n'est plus laissé à la seule appréciation du président de l'audience, en cela il a été plutôt question d'un recours au règlement à l'amiable à plusieurs niveaux. Aussi, la perquisition d'un bureau ne peut se faire sans la présence du président de l'ordre des avocats ou son délégué, et le barème des honoraires a été finalement laissé à la libre appréciation du justiciable et de l'avocat.

Sur un autre plan, alors que les avocats revendiquaient la création d'une école nationale dédiée à la formation, la nouvelle loi plaide pour la création d'écoles (au pluriel) régionales pour la formation des avocats et la préparation des candidats au CAPA. En somme, comme le soutient maître Lenouar Mostefa, les textes ou les articles de la nouvelle loi organisant la profession d'avocat sont bien meilleurs que ceux adoptés par des pays à la pointe de la démocratie et de la défense de l'état de droit. « Toutes les dispositions « fâcheuses » ont été aplanies grâce au concours du ministère de la Justice et de la commission juridique de l'APN, et aujourd'hui l'on peut affirmer que l'indépendance et les droits de la défense sont garantis par la nouvelle loi », soutient maître M. Lenouar. Et, au sujet de la réaction « hostile » de certains présidents de groupes parlementaires de l'Assemblée populaire nationale (APN), qui ont contesté, mardi à Alger, le « rejet » par la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de leurs propositions « substantielles » dans le cadre de l'enrichissement de la loi portant organisation de la profession d'avocat, estimant que la commission n'a adopté que des amendements introduits « sur la forme » concernant la terminologie sans pour autant changer le fond des articles qui touchent à l'indépendance et à la liberté de l'avocat, le président de l'UNBA dira « qu'ils font de la politique ».

Dans ce sens, il évoquera la position du président du groupe parlementaire du Front pour la justice et le développement (FJD), Lakhdar Benkhellaf, lequel a estimé que cette loi « ne sert dans sa mouture actuelle ni l'avocat, ni les magistrats et encore moins la justice algérienne », mais aura-t-il tenu les mêmes propos « si les députés auraient répondu favorablement à l'accès des licenciés en sciences islamiques à la profession d'avocat (?) », s'est interrogé maître Lenouar Mostefa. Ajoutant dans ce sens que « c'est le rôle des hommes politiques de se chercher des bases d'appui ». Pour précision, d'autres groupes parlementaires, ceux du PT, de l'alliance de l'Algérie verte et le FFS n'ont pas voté « pour », à cause « du rejet par la commission de l'APN des amendements proposés par leurs députés », lors des débats autour du projet de loi.



ANALYSE

Kharroubi Habib

Egypte, un volcan en ébullition

A l'heure où s'est achevée la rédaction du présent article, l'armée égyptienne n'avait pas encore dévoilé ce qu'elle va entreprendre à l'expiration de son ultimatum sommant le président Morsi et tous les autres acteurs politiques du pays « de satisfaire les revendications du peuple » sous quarante-huit heures faute de quoi elle annoncera « une feuille de route et des mesures pour superviser sa réalisation ».

Le rejet par le président égyptien de son ultimatum met l'armée au pied du mur et dans la situation que quoi qu'elle fasse elle aura contre elle une moitié d'Égyptiens. Car ce qu'elle a décidé d'entreprendre dans l'éventualité maintenant avérée du rejet de son ultimatum a été par avance dénoncé par les partisans de Morsi, dont le nombre frôle effectivement la moitié de la population, comme relevant du coup d'Etat contre un président et des institutions légitimes au double plan constitutionnel et électoral. Ils ne se contenteront certainement pas d'une dénonciation passive de l'action de l'armée. Le vice-président du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), l'émanation politique de la confrérie des Frères musulmans, l'a clairement fait savoir en déclarant que leur camp s'opposera à une intervention des forces armées y compris par le « martyr ». Tout le monde comprend ce que cela veut dire chez les islamistes.

Pour mieux saisir que l'armée égyptienne va se retrouver à gérer une situation inextricable et à très haut risque pour l'unité nationale et la sécurité de l'Égypte, il faut avoir présent à l'esprit que l'annonce de son intervention au cas où l'injonction de son ultimatum n'aura pas été satisfaite, n'a pas été accueillie positivement par toutes les

tendances anti-Morsi fédérées dans le mouvement Tamarrod à l'origine de la contestation qui bat le pavé en Égypte.

Il en est qui craignent non sans raisons que l'armée n'exploite la fracture qui s'est opérée dans la société égyptienne pour réinstaurer sous sa houlette un régime autoritaire clone de celui déchu que présidait Hosni Moubarak. Le Front du « 30 juin » qui rassemble les plus importants partis et mouvements hostiles au président islamiste Mohamed Morsi a confié à Mohamed El Baradei, l'ancien chef de l'AIEA, la mission de sonder les intentions de l'armée. Preuve s'il en est que si ce front a déclaré « faire confiance » à l'armée parce que « estimant que ses déclarations prouvaient que les militaires ne veulent pas s'investir en politique », il n'en cultive pas moins des inquiétudes sur la façon dont l'institution militaire entend rendre son arbitrage.

L'inquiétant dans ce qui se passe en Égypte est qu'il transparait que des forces extrémistes dans les deux camps poussent au recours à la violence. Les affrontements meurtriers qui ont eu lieu mardi soir entre partisans et adversaires du président Morsi sont apparus de toute évidence avoir été froidement médités et leurs protagonistes poussés à y prendre part.

C'est un volcan en ébullition dont l'armée égyptienne va tenter d'en reprendre le contrôle. Opération à très haut risque pour elle car dans l'aventure elle sait ne plus pouvoir compter sur le respect qu'elle a inspiré au peuple égyptien. Face aux défis qu'elle va rencontrer, elle ne pourra faire l'économie de l'usage de la force. Ce qui paraît être le but recherché par les adversaires qu'elle compte dans les deux camps entre lesquels s'est divisé le peuple égyptien.

Constantine

Les recalés au bac poursuivent leur mouvement

A. Mallem

A Constantine hier, les candidats recalés au bac 2013 pour avoir triché à l'épreuve de philosophie n'ont pas lâché prise et ont continué, pour la troisième journée consécutive, à protester en cherchant à faire prévaloir leur bonne foi et à faire retomber la responsabilité sur les encadreurs de l'examen. Leur nombre qui commence à diminuer graduellement ne les a pas dissuadés de poursuivre la protesta. Aussi, après avoir désespéré d'obtenir gain de cause auprès des responsables du secteur de l'éducation, ont-ils décidé de lever le camp devant la direction de l'éducation pour se diriger vers le cabinet du wali et tenir un sit-in de protestation qui a commencé pratiquement à partir de 9h. Et c'est ainsi que quelques dizaines de jeunes gens et de jeunes

filles concernés par ce problème se sont rassemblés devant le cabinet du wali en brandissant des pancartes écrites à la main et sur lesquelles ont pu lire: « Nous ne lâchons pas prise tant qu'on n'obtient pas justice », « C'est plutôt les responsables qu'il faut sanctionner », « Mess'ouline = Haggarine ! » et « Ya Sella, hada Mouhal », etc. Et comme l'entrée du cabinet du wali était quadrillée par un important dispositif de sécurité, les protestataires se sont agglutinés dans l'espace étroit de la chaussée qui longe le mur de la prison du Coudiat, en face des bureaux, et ont continué à protester sous un soleil de plomb sans pour autant qu'ils soient reçus par un quelconque responsable de la wilaya.

Et la protestation s'est poursuivie bien après midi. Interrogés sur la position des syndicats face à leurs

problèmes, sur la diminution du nombre des protestataires, des participants au sit-in ont répondu que les syndicats du secteur de l'éducation « sont connus pour leur allégeance et leur alignement sur les décisions de l'administration. Et en ce qui nous concerne, nous n'avons jamais espéré quelque chose d'eux », a affirmé un lycéen.

Quant au nombre des protestataires qui commence à diminuer, une jeune fille nous a déclaré que la plupart d'entre eux ont cru aux appels du ministère les invitants à faire des recours et ont décroché en espérant obtenir quelque chose de ce côté-là. « Nous, nous ne croyons plus aux dires des responsables qui nous ont abusés et nous ont conduits là où nous sommes », a-t-elle affirmé en poursuivant l'acclamation des slogans lancés par ses camarades.

Tirage du N°5657
119.672 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub
Tél.: 021.64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.64.19.81 - Fax: 031.64.19.80
Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

**Succession à Bouteflika
Entre rumeurs
et scénarii pour une
présidentielle anticipée**

Pendant que certains attendent un hypothétique retour du chef de l'Etat, le 5 juillet, pensent-ils, d'autres, plus futés, réfléchissent sur des scénarii pour l'organisation d'une présidentielle anticipée, en décembre prochain.

Ghania Oukazi

Ceux qui attendent Bouteflika sont issus du petit peuple qui croit en un retour «prodige» après une longue absence du pays. Ceci, même s'il est dit, ici et là, qu'il a «rechuté» (après la diffusion de son image à la télévision nationale) et qu'une récidive signifie, selon le milieu médical, qu'il s'en sortira avec beaucoup d'incapacités physiques et morales. Beaucoup de citoyens prient pour lui et demandent à Dieu de le guérir. La date du 5 juillet est avancée pour un éventuel retour à Alger du président «afin d'en faire un événement heureux, à l'occasion de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse». Certains milieux proches des services de sécurité affirment même qu'il est rentré, il y a quelques jours. Chacun y va de ses supputations et rumeurs. Il faut reconnaître que le peuple reste profondément humain, même s'il sait que chef de l'Etat doit lui faire connaître son état de santé, d'une manière précise et transparente. Mais ceci est un autre débat qui entraînerait un autre plus important, celui-ci lié à l'exercice du pouvoir et la conformité de cet exercice aux textes de la République en vigueur, notamment la Constitution. D'ailleurs, cette impérative approche ne figure, toujours pas, sur les tablettes du cercle décisionnel dont le nombre de ses membres s'est pourtant rétréci au gré des lois de la nature. Lois sur lesquelles aucun d'entre eux ne peut en changer le caractère obligatoire, inéluctable et fatal. Rien donc n'empêche ceux des rares d'entre eux qui se limitent à deux ou trois, tout au plus, de vouloir encore préserver un régime qu'ils ont toujours réussi à sauver des saccades des plus intenses qu'il a pu recevoir de l'intérieur ou de l'extérieur.

**RÉFLEXION
SUR LA VACANCE
DU SIÈGE PRÉSIDENTIEL**

C'est dans cet esprit que ces stratégies sont, aujourd'hui, braquées sur la préparation d'une succession présidentielle à laquelle ils devaient, pourtant, s'être préparés depuis au moins 2005, année du premier grand malaise du président de la République. Pendant que le Premier ministre et le gouvernement occupent le terrain, la réflexion entre les responsables du DRS et ceux du MDN portent, selon nos sources, sur la manière avec laquelle ils devront annoncer la vacance du siège d'El Mouradia. Ils se sont arrangés, jusque-là, à distiller à l'opinion publique l'idée que Bouteflika est resté actif en instruisant son gouvernement et en signant des décrets par delà les mers. Fait inédit et inélégant que ce transfert d'un acte politique national souverain vers un établissement hospitalier militaire étranger.

Si l'on répète que l'état major du MDN a refusé de faire appliquer l'article 88 de la Constitution qui destitue le chef de l'Etat, en cas d'incapacité de gouverner, l'on susurre qu'il se trouve, aujourd'hui, contraint de le faire mais après Ramadhan. Il est cependant clair que juristes et politiques savent pertinemment que le législateur a «fermé» cet article de sorte à ce qu'il soit difficile à toute institution d'expliquer comment prouver, constitutionnellement, cette incapacité. Rien n'est dit à ce sujet mais sauf

imprévu sérieux et important, nos sources affirment que la décision est prise de l'annoncer, en septembre prochain, pour laisser le mois de Ramadhan se passer dans des conditions les plus normales.

**ELECTION ANTICIPÉE
EN DÉCEMBRE ?**

Risque donc que le mois de septembre connaisse les bouleversements les plus inattendus lorsqu'on pense que le pouvoir cherche à trouver des solutions à des problèmes de la Nation sans que celle-ci ne puisse y émettre un avis. L'on dit qu'il est possible que le corps électoral soit convoqué pour la tenue d'une élection présidentielle anticipée, en décembre prochain. Si les dates importent peu dans une situation aussi kafkaïenne, la question, aussi absurde soit-elle, est qui sera choisi pour remplacer Bouteflika ? Même ceux des politiques qui estiment que cette question est une insulte aux enfants de ce pays, ils restent profondément convaincus qu'il est extrêmement difficile de lui trouver une réponse. L'inexistence d'une classe politique capable de renverser la tendance au sein d'un régime défaillant et dégénéré est flagrante. Nul ne peut nier que tous ses animateurs ont évolué à l'ombre de ce même régime, sans en contester les pratiques, qu'une fois sortis de son arcane. Aujourd'hui, l'on s'attend à ce que le pouvoir ressorte ses éléments, anciens et nouveaux, pour tenter d'en repêcher un «qui fera l'affaire». Ahmed Ouyahia et Abdelaziz Belkhadem sont donnés, selon certains milieux, comme «favoris» pour être testés sur le terrain de l'élection présidentielle. L'on s'amuse même à soutenir qu'une commission des renseignements a été mise en place pour «blanchir» l'ex patron du RND «des sales besognes» afin que le peuple digère sa candidature. Belkhadem est donné lui, pour faire le tour des zaouïas, recevoir des hommes d'affaires et des figures de proue du mouvement associatif pour, dit-on, les convaincre de soutenir sa candidature. Sellal est aussi inscrit sur cette liste non sans qu'on lâche que sa candidature n'est plus tout aussi recherchée qu'avant que le clan Bouteflika ne commence son éclipse d'El Mouradia. L'on rassure surtout que le Premier ministre n'est pas demandeur contrairement aux deux précédents. Les caciques du FLN sont certains que si le jeu électoral est «propre et transparent», Belkhadem l'emportera haut la main. Elucubrations ou fantasmes d'une classe de gouvernants, en fin de règne, ou alors vérité vraie, le microcosme algérois est confronté à des séries de rumeurs, les unes plus surprenantes que les autres. L'on dit même «qu'une poignée de colonels du MDN pensent que Saïd Bouteflika fera l'affaire.» Rumeur de dernière minute, le pouvoir aurait trouvé un remplaçant «digne de ce nom» mais qu'il ne l'annoncera «comme candidat du consensus» qu'en septembre, à la suite de la déclaration de la vacance du poste présidentiel convoité. L'on se demande parfois si l'exercice du pouvoir n'exige pas de la raison de se fondre dans un état d'esprit dénué de toute morale et d'intelligence. A ceux qui sont à l'affût de l'information, ils devront encore attendre que les langues se délient et que les voix du pouvoir deviennent pénétrables.



**Raina
Raïkoum**
Kamel Daoud

Il y a quelque chose de révélateur, de dramatique et de consternant dans les appels au retour de Liamine Zeroual.

Prompts à la nostalgie qui gomme les vices et laisse briller les grandes vertus avec la distance, certains voient en l'homme, l'homme fort attendu même s'il est dépassé. Fi de son âge, de ses mandats, de ses erreurs, de ses responsabilités et de ses faiblesses ! On ne retient donc que sa légende de probité et l'aura par défaut de son silence. Les retraités militaires ont toujours eu cette fascination sur les régimes en mal de solutions et qui peinent à s'entendre. Et du coup, parce que « retiré », réservé, sans lien avec la monarchie Bouteflika et sans « famille » politique à la patte, on présente Zeroual comme le portrait du parfait sauveur. Si on a cherché Boudiaf même au Maroc, on peut arracher Zeroual à son domino à Batna. Des journaux parlent de Moubayâa en série et de sollicitations insistantes pour ramener le Général à Alger.

Ceux qui s'intéressent aux histoires des pays voient un peu le mythe en surimpression : il y a la tentation d'un Gaullisme made in Algeria dans l'initiative Zeroual. Le fantasme opère sur les imaginaires des comités de soutien informels et sur la génération vieillie des « personnalités ». On retrouve dans le fleuve des « Délégations » les reliquats déçus des années 90, déçus avec discrétion par la Réconciliation déséquilibrée. On retrouve ce vieux courant de pro-militaires que le « civil » Bouteflika a pris pour cible personnelle dans sa politique d'émancipation ; on retrouve les partisans de la rotation régionaliste de la Présidence. On retrouve aussi la peur, l'angoisse et la certitude que la solution est dans le

Passé puisque le problème est dans l'Avenir.

Et c'est le nœud de cette affaire : la nostalgie et la peur du futur. Dans la tentation Zeroual, il y a ce que l'Algérie ne veut pas résoudre : sa position face à l'avenir. Zeroual sera la consécration du refus de changer et de prendre le risque de la rupture : il est militaire, vieux, pas ambitieux. Le portrait connu de la génération 54 et suivantes et la formule en mode depuis l'indépendance. Ses « clients », de bonne ou douteuse foi, voient en lui l'homme qui peut « sauver » le pays de l'alignement et ont en mémoire le triomphe de son élection à l'époque des années 90. L'homme avait remporté l'épreuve des urnes, voté par des millions d'Algériens fatigués par la guerre civile et craignant le retour des « hordes » et des massacres, et on rêve aujourd'hui du même homme qui sera voté par les millions fatigués par la mentalité ANSEJ, la dérive des institutions, le délitement et la corruption titanesque. Et cela pourrait être mais cela ne sera jamais la solution. Seulement un autre sursis. Zeroual peut assurer le consensus, mais cela sera le consensus le plus faible, le moins promoteur de changement et de volonté de reconstruire ce pays. L'homme a bonne image mais cela ne suffit pas. Il est en position de force mais tous les Présidents algériens, candidats du régime, sont en position de force avant leur « retour » et en position écrasée avant leur départ. On se souvient dans quelles circonstances il avait été démissionné et on se souvient de ses faiblesses face aux clans et salons durant cette période. Zeroual pourra être réélu mais encore une fois par la crainte, pas par l'espoir. Et c'est dommage.

Algérie-Italie

12 sociétés mixtes seront créées

Douze entreprises algériennes et italiennes ont signé, hier à Tizi-Ouzou, des protocoles d'accords de partenariat dans le cadre de la coopération décentralisée. La cérémonie de signature, organisée au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et à laquelle ont pris part le président de l'APW de Tizi-Ouzou et le chargé de la section économique à l'ambassade d'Italie en Algérie, a regroupé les représentants de 15 entreprises italiennes et 13 autres algériennes spécialisées dans les domaines des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'automatisme, des autoroutes et de la construction. Suite à ces ac-

cords de partenariat, 12 entreprises mixtes verront le jour incessamment et dont la première, dénommée Faytec, sera créée officiellement aujourd'hui, a indiqué M. Djamel Eddine Djabellah, gérant d'une entreprise de terrassement, domiciliée à Nâama, qui a signé un accord de partenariat avec une entreprise italienne spécialisée dans les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication. Cette cérémonie marque l'aboutissement des démarches pour un partenariat décentralisé entreprises par l'APW de Tizi-Ouzou avec un entrepreneur italien, Raimondi Adriano, gérant d'une entreprise spécialisée dans l'électricité, Softel enginee-

ring SRL, basée dans la région de Rovigo (Italie), a rappelé M. Hocine Haroune, le président de l'APW qui s'était déplacé, en juin passé, en Italie afin de promouvoir la destination Algérie. «Ce partenariat sera renforcé dans les prochains jours, puisqu'il est attendu la création d'une vingtaine d'autres d'entreprises mixtes d'ici à la fin de ce mois de juillet. Les dossiers de création sont au niveau d'un bureau d'étude notariale à Alger», a indiqué M. Haroune. Le but de ce partenariat est de valoriser «le savoir-faire des deux pays et de combler le déficit en entreprises qualifiées qui se pose au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou», a-t-il ajouté.



MAZAL WAKFIN

51^{ème} Anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie 1962-2013

5 Juillet : Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse



www.nedjma.dz YouTube f NEDJMA



mami Boissons

nouveau

Luttons contre l'Obésité
Buvons moins de sucre
Buvons Mami

Mami vous propose des boissons avec :

- Moins de sucre
- Moins de calories
- Plus de goût

Des ingrédients aux normes rigoureusement contrôlés

Une Création Graphique de Souk mami[®]
Tél: +213 (0) 36 842 403

SPA MAMI | ZEA n°27 BP. 595. Sétif-Algérie
Tél. 036 93 50 03 Fax. 036 93 60 84. www.spamami.com

Tension sur le carburant à l'est du pays

A. Mallem et A. Ouelaa

« C'est à croire que la crise qui est partie de la wilaya de Tlemcen, a emprunté la voie rapide de l'autoroute Est-Ouest pour atteindre en si peu de temps les wilayas de l'extrême Est », a commenté ironiquement, hier, un chauffeur de taxi en parlant du phénomène de la tension sur le carburant (essence et gasoil) qui vient de faire son apparition à l'est du pays après avoir sévi à l'Ouest et au Centre. Notre interlocuteur s'est plaint en effet d'avoir passé toute la demi-journée à faire la queue, à une station d'essence de Skikda, pour faire le plein. Dans la région est, donc, la crise qui a commencé dans les villes frontalières de l'Ouest, qui avait atteint le centre du pays en faisant tâche d'huile vient d'atteindre les grands pôles urbains. « A Skikda, le pôle qui alimente la région est, nous ont déclaré hier des taxis qui font les lignes inter wilayas, la crise commence à se faire sentir puisque nous avons fait la queue durant presque une journée, pour être servis ». Et l'information a été vérifiée hier matin à Constantine où nous avons pu constater dans plusieurs stations d'essence de longues files de véhicules venus s'approvisionner. « Oui, on peut dire que la crise est arrivée chez nous », nous a confirmé un automobiliste qui sortait d'une station-service après avoir passé deux heures pour arriver à la pompe et faire le plein. « Et c'est comme ça dans plusieurs wilayas », a soutenu encore un taxis faisant la ligne Constantine-Jijel qui s'est posé des questions sur les raisons de cette tension.

Des questions et des interrogations, il y en a beaucoup parmi les transporteurs et des rumeurs ont commencé à circuler sur de prétendues pannes au niveau des raffineries ou des centres distributeurs. Et des réponses convaincantes venant des responsables du secteur concerné, il y a en a eu très peu. Le directeur de l'énergie et des mines de la wilaya de Constantine, M. Bouzidi, que nous avons interrogé hier, a affirmé catégoriquement que « toutes les stations-service de la capitale de l'Est et de ses environs sont approvisionnées régulièrement. D'autant plus que Constantine est heureusement alimentée à partir de la raffinerie de Skikda, non par des camions citernes, mais par un pipeline qui débouche au centre de Naftal de Bououara ». Lui fai-

sant remarquer que c'est un phénomène rampant qui est parti de l'extrême ouest du pays et vient d'atteindre maintenant l'extrême Est, nous avons demandé où se situent les carences ? Et notre interlocuteur de s'aligner sur les dernières déclarations du PDG de Naftal en évoquant la pression qui s'exerce toujours en début de l'été, période qui coïncide cette année avec l'arrivée du mois de Ramadan, durant laquelle et selon lui, les gens ont tendance à beaucoup bouger. Et il a expliqué enfin que Constantine, qui constitue un carrefour entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, s'en trouve naturellement touchée par cette forte convergence d'automobilistes. Refusant de parler de pénurie, M. Bouzidi a pointé du doigt les passagers venant des wilayas environnantes « qui ont provoqué cette pression dans les stations d'essence », a-t-il dit.

En tout cas, il semble évident maintenant que toute la région est se trouve à son tour affectée par le phénomène de la contrebande de carburant qui sévit plus particulièrement tout le long de l'année sur la bande frontalière avec le pays voisin de l'Est. Selon des informations recueillies dans la wilaya d'El-Tarf, la tension, sur le gasoil notamment, s'est accentuée et de longues chaînes de véhicules de tous tonnages sont aujourd'hui visibles dans les stations-service. D'autre part, les gérants de ces stations ont signalé que les quantités de carburants qui leur sont distribuées habituellement ont été réduites de moitié. Avec les besoins grandissants des engins utilisés dans l'agriculture ou dans les travaux publics ou les motopompes pour l'irrigation des terres qui fonctionnent à plein régime durant la période estivale, l'explication est vite trouvée. Et dès lors, le phénomène de la contrebande transfrontalière est pointé du doigt, celui-ci étant devenu désormais un commerce très lucratif. Les informations indiquent que les nombreux véhicules utilitaires, tels que les Toyota Hilux, les Mercedes et les Peugeot dont le réservoir peut contenir plus de 100 litres, viennent plus fréquemment faire la chaîne dans les stations et ils sont pour beaucoup dans cette pénurie. Et leurs propriétaires n'hésitent pas à les envoyer, plus loin dans les autres wilayas de l'Est pour s'approvisionner. Ce qui explique peut-être les pénuries qui commencent à se généraliser.

Marchés publics

Un code de conduite pour passer les marchés publics

Yazid Alilat

Les récents scandales financiers, de corruption et de passation douteuse de marchés publics, notamment ceux de gré à gré, semblent avoir incité le gouvernement à tenter de mettre un terme à cette situation, extrêmement préjudiciable pour l'économie nationale. Et au delà sur les marchés financiers internationaux où la crédibilité du marché algérien a été largement entamée. Pour remédier à cet état des choses, le ministère des Finances est en train de réfléchir à un mécanisme de prévention de la corruption lors de passation de contrats. Ainsi, un code d'éthique et de déontologie des marchés publics, fixant les droits et obligations des agents publics lors de la passation et l'exécution d'un marché public, est en cours de finalisation au niveau du ministère des Finances. Selon une source proche du ministère, l'élaboration d'un document de cette nature procède de « la volonté manifeste des pouvoirs publics de permettre aux agents publics d'exercer leurs missions dans un cadre transparent et explicite quant à leurs droits et obligations ».

Cette démarche s'inscrit également dans le cadre de la mise en oeuvre des dispositions de l'article 60 du décret présidentiel du 7 octobre 2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics. Il découle, par ailleurs, des dispositions de l'article 7 de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et la lutte contre la corruption. Le même projet de code « énonce les principales règles et normes de conduite à

tenir lors des procédures de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics », a-t-on précisé. C'est clair : c'est toute la pyramide de la lutte anti-corruption qui est dès lors sollicitée à travers ce nouveau code de l'éthique, destiné aux agents publics intervenant dans les marchés publics, et qui « vient conforter la réglementation régissant les marchés publics ». La même source au ministère des Finances précise d'autre part que ce code de l'éthique a pour objet « d'encadrer le comportement de ces agents (...) et de les guider dans l'application de la réglementation », et a pour objectif d'attirer l'attention de ces agents « sur certains comportements pouvant conduire à la transgression de la réglementation des marchés publics, qui serait de nature à engager leur responsabilité tant sur le plan disciplinaire que pénal (favoritisme, conflit d'intérêt, concussion, corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt) ». Il est ainsi tout à fait évident que l'annonce de ce nouveau code dans la passation des marchés publics intervient en plein dans les affaires, portées devant la justice, dites de Sonatrach 1 et 2. Le scandale Saipem, SNC Lavalin et d'autres, dans lesquels des décideurs économiques sont impliqués, sont autant de balises explicatives de cette volonté des autorités politiques d'abord, financières ensuite, de juguler des dérives extrêmement graves, et qui ont, sur le plan international, donné un sacré coup à la crédibilité des institutions financières nationales. En outre, la dépenalisation de l'acte de gestion reste encore une grande revendication des gestionnaires.

L'armée égyptienne franchit le Rubicon

Salem Ferdi

Un porte-parole du Parti de la liberté et de la justice, a annoncé, une heure après l'expiration de l'ultimatum, qu'un coup d'Etat était en cours d'exécution et que des chars étaient déployés dans les rues. Reuters faisait état de plusieurs centaines de militaires égyptiens défilant sur la principale avenue près du palais présidentiel. Différentes sources faisaient état de mouvements de l'armée en plusieurs directions. Le président Morsi, selon un journal égyptien, était confiné dans le quartier général de la Garde républicaine et aurait été interdit de recevoir des visites à l'exception de huit personnalités du gouvernement et de son cabinet présidentiel. Des chars se dirigeaient vers le lieu de rassemblement des partisans de Morsi, près de la mosquée Rabia Al-Adawiya, signe d'une crispation de la situation. Auparavant, des informations indiquaient que le président Mohamed Morsi et plusieurs dirigeants des Frères musulmans ont été interdits de quitter l'Egypte, dans le cadre d'une enquête sur une affaire d'évasion de prison en 2011 ! Des responsables à l'aéroport du Caire ont confirmé avoir reçu l'ordre d'empêcher les responsables islamistes, dont le Guide suprême de la puissante confrérie Mohammed Badie et son « numéro 2 » Khairat al-Chater, de voyager.

CE QUI SE PASSE EST UN COUP D'ETAT MILITAIRE

Les signes que l'armée a franchi le Rubicon s'accumulaient après l'expiration de l'ultimatum et dans l'attente de la publication de l'ultimatum où elle est censée annoncer sa « feuille de route ». Les Frères musulmans qui ont fait de la résistance au nom de la défense de la « légitimité constitutionnelle » ont commencé à tirer les conclusions. Le conseiller pour la sécurité nationale du président Mohamed Morsi, Essam al-Haddad, a dénoncé mercredi un « coup d'Etat militaire ». Dans l'intérêt de l'Egypte et pour la précision histori-

Morsi non, Al Sissi si !

que, appelons ce qui se passe par son vrai nom : un coup d'Etat militaire », a-t-il déclaré dans un communiqué publié sur Facebook, peu après l'expiration de l'ultimatum demandant au président Morsi de se plier « aux revendications du peuple ». « Alors que j'écris ces lignes, je suis parfaitement conscient qu'elles sont peut-être les dernières que je vais publier sur cette page », a ajouté M. Haddad. Les choses se faisaient, en effet, de manière méthodique en attendant la proclamation officielle. Des aéroports étaient fermés, la circulation des trains était arrêtée et le déploiement des forces armées dans les rues du Caire s'intensifiait. Déploiement préventif avant l'annonce d'une quelconque décision alors que durant toute la journée, sur les écrans de télévision, deux images se sont fait face : place Tahrir, noire de monde, place Rabea Al Adawiya (Nasr City), noire de monde aussi. L'une veut le départ de Morsi, l'autre défend le président élu. Deux images représentatives d'une Egypte divisée et en attente dans la rue, ce que les militaires vont annoncer. Le président Mohamed Morsi, lui, avait tranché : il ne cédera pas. Il est prêt « à donner sa vie » pour préserver la « légitimité ». Dans un discours télévisé, mardi soir, il avait martelé qu'il continuait d'assumer la responsabilité du pays en soulignant que la légitimité était la « seule garantie contre l'effusion de sang » et a mis en garde contre le piège d'une violence sans fin. Il avait appelé les forces armées à « retirer leur avertissement » et refusé tout « diktat », en référence à l'ultimatum militaire, assimilé par ses partisans à un coup de force pour le faire partir.

DIVORCE CONSOMMÉ

Ces déclarations survenant après une longue rencontre avec le ministre de la Défense et chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Sissi, laissaient entendre que le divorce était consommé entre la présidence et l'armée. Rue contre rue, présidence contre présidence, les ingrédients inquiétants d'un bras de

fer pouvant déboucher sur des débordements de violence étaient réunis. Toute la journée, avec une tension grandissante, les Egyptiens, dans les places ou chez eux, attendaient un communiqué de l'armée. L'ultimatum fixé par l'armée est arrivé à expiration à 16H31 (heure algérienne) dans un climat de tension extrême. Une heure après l'expiration de l'ultimatum, aucune annonce n'avait été faite, mais un déploiement dans les rues donnait clairement le ton.

Les mesures d'interdiction de sortie d'Egypte à l'encontre de Mohamed Morsi et des responsables des Frères musulmans avaient été annoncées par Al-Ahram comme faisant partie de la « feuille de route ». Cette feuille de route, selon Al-Ahram, prévoyait une suspension de la Constitution, la mise en place d'un Conseil présidentiel de trois membres, dirigé par le président de la Cour suprême constitutionnelle, la mise en place d'un gouvernement intérimaire sans appartenance politique. Ces autorités devraient organiser des élections législatives et présidentielles. Le chef de l'armée égyptienne, Abdel Fattah al-Sissi, a rencontré Mohammed El-Baradei, le patriarche copte Tawadros II et l'imam d'Al Azhar, Ahmed al-Tayeb. Les représentants du parti salafite al-Nour et du Parti de la liberté et de la justice, vitrine politique des Frères musulmans, ont refusé d'y prendre part. La messe semblait dite. Pour les partisans de Morsi, réunis à Al Adawiya, c'est un coup d'Etat qui est en marche. Place Tahrir, on attendait tout simplement le renvoi du président Morsi. Tout le monde attendait l'annonce des militaires qui semblaient prêts à franchir le Rubicon et démettre le président Mohamed Morsi. Son appel à la formation d'un « gouvernement de coalition et de consensus afin d'organiser des législatives à venir » aura été la dernière et vaine tentative d'arrêter le mouvement. En quelques jours, 47 morts ont été enregistrés. Alors que la nuit commençait, l'Egypte attendait l'annonce de l'armée.

Projet d'extension du siège du consulat de Marseille

Le secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Belkacem Sahli, a effectué hier une visite au consulat général d'Algérie à Marseille où il s'est enquis du projet d'extension dont va prochainement bénéficier le siège de ce poste consulaire. A la faveur de cette visite qui s'est déroulée en présence du consul général d'Algérie à Marseille, Abdelhamid Saïdi, des explications ont été fournies au secrétaire d'Etat par le responsable du bureau d'études chargé de la réalisation des travaux pour la réhabilitation du siège consulaire, répondant aux normes de facilitation des prestations de services et d'accueil des ressortissants et dont la partie à réhabiliter sera livrée en 2014 et l'ensemble de l'infrastructure en 2015. Ce suivi effectué régulièrement par M. Sahli aux postes consulaires d'Algérie, d'abord en France, ensuite dans d'autres pays d'Europe, s'inscrit aussi dans le cadre de la volonté des pouvoirs publics de réunir toutes les conditions susceptibles de simplifier aux services consulaires les conditions de travail dans des espaces adéquats. Ce souci répond également à la volonté de l'Etat de maintenir et renforcer ses liens avec la communauté nationale

en lui offrant un cadre administratif consulaire spacieux, au regard du nombre important des ressortissants algériens inscrits dans cette circonscription. Cette extension va en outre permettre de doubler la capacité d'accueil du consulat général, qui s'étend actuellement sur un bâti de 1.200 m² et atteindra 2.600 m², suite au réaménagement du siège. Il sera notamment doté d'une salle d'attente de 200 m² qui sera aménagée lors des week-ends en salle polyvalente pour les activités culturelles et rencontres communautaires. « Toutes les démarches administratives ont été effectuées, le gouvernement a débloqué le budget nécessaire pour son financement et les travaux seront lancés au mois de septembre 2013 », a indiqué le secrétaire d'Etat à l'APS. M. Sahli a également visité les différents services du consulat général pour voir dans quelles conditions se déroule l'accueil des ressortissants algériens et engagé une discussion dans une ambiance conviviale avec les membres de la communauté présents sur les lieux. « Notre souci est d'organiser régulièrement des rencontres de proximité avec les membres de la com-

munauté nationale établie à l'étranger, comme celle que nous avons eue mardi avec les ressortissants algériens établis à Montpellier pour éliminer tous les obstacles bureaucratiques qui peuvent nous donner une image pas toujours conforme aux préoccupations que la communauté veut exprimer », a-t-il confié. S'agissant de l'opération d'établissement du passeport biométrique, le secrétaire d'Etat a souligné que le poste consulaire de Marseille constitue « un véritable défi à relever » compte tenu du nombre important de ressortissants établis dans cette circonscription et indiqué que le consulat général a atteint des pics de 80 à 100 enrôlements par jour, « ce qui est un record, a-t-il dit, avec l'installation d'une seule plateforme biométrique ». Aujourd'hui, M. Sahli accompagnera « la caravane de la fidélité », mise sur pied en relation avec le réseau associatif algérien en France et composée notamment de moudjahidines, de jeunes et d'artistes. Elle arrivera vendredi au port d'Alger à bord du Ferry Tarik Ibn Ziad, en provenance de Marseille. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des activités de clôture du cinquantenaire de l'indépendance nationale.

Tébessa

Plus de huit quintaux de poulets impropres à la consommation saisis

Les éléments de la sûreté de wilaya de Tébessa viennent de saisir plus de huit (8) quintaux de poulets de chair impropres à la consommation à Bekkaria, apprend-on mercredi auprès de ce corps de sécurité. Les poulets de chair, impropres à la consommation, ont été récupérés

dans différents endroits isolés de Bekkaria (10 km à l'est de Tébessa), localité utilisée pour l'abattage clandestin des volailles, précise la même source. Des procès-verbaux d'infractions établis à l'encontre de quatre individus, âgés de 25 à 35 ans, coupables d'abattage clandes-

tin de poulets destinés à la consommation, qui seront déferés incesamment devant la justice, ajoutent-on. Près de 180 quintaux de poulets de chair ont été saisis à la fin du mois de juin dernier à Ouenza (95 km au nord-est de Tébessa), signale-t-on à la sûreté de wilaya.

Dans cette période de grande confusion, caractérisée par l'effacement du leadership constitutionnel, et grosse d'évolutions futures, dont nul ne peut prédire ni le sens, ni le contenu, et où tout un chacun préfère vivre sa vie, suspendre son jugement et simplement attendre la suite des évènements, il en est certains qui, par profession, continuent à essayer de convaincre la masse qu'ils contrôlent la situation et qu'ils en maîtrisent le moindre de ses détails. Ils veulent projeter une image de « décideurs » aux pensées claires et à l'analyse sans faille, sachant avec certitude où le pays va et quel futur l'attend.



Par Mourad Benachenhou

Parmi les expressions ou termes avec lesquels ils jonglent, et qui se retrouvent dans toutes leurs déclarations, telles que rapportées par les médias officiels ou privés, le mot « pragmatisme » apparaît avec quasiment autant de fois que les expressions « bonne gouvernance » et « lutte contre la bureaucratie ». L'idée principale qui paraît se dégager de leurs discours est que le pragmatisme doit être le fil conducteur pour améliorer la gouvernance dans le pays et éliminer une fois pour toute la bureaucratie qui serait la cause de tous les maux : économiques, sociaux, politiques, etc. etc. qui se posent dans le pays et dont les citoyens, tout comme - paradoxalement - l'appareil d'Etat seraient les victimes impuissantes.

Il ne s'agit pas ici de tenter de clarifier la signification du mot « gouvernance », dont tout un chacun, du plus fortuné au plus humble, souhaite l'amélioration, mais auquel l'un et l'autre donnent un contenu différent, le premier entendant essentiellement par là la liberté totale et sans frein d'accumuler des richesses, hors de toutes contraintes législatives ou réglementaires, le second n'ambitionnant qu'à souhaiter - a minima - l'amélioration du fonctionnement des services de la mairie locale et au bon approvisionnement de la poste locale en billets de banques.

De même, la lutte contre la bureaucratie a une signification différente pour l'un et pour l'autre, et il n'est pas sûr que cette amélioration, appelée de tous les vœux, soit telle qu'elle bénéficie à l'un sans porter préjudice à l'autre, selon la bonne formule parétienne.

Des intérêts divergents et des objectifs différents

Un débat ouvert, franc et clair sur la gouvernance comme sur la bureaucratie risquerait de prouver que chaque groupe social n'a en vue que ses intérêts immédiats et que ce qu'il veut, en fait, c'est que l'Etat et tout son appareil soient exclusivement à sa disposition, même au détriment des intérêts du reste de la population, si majoritaire qu'elle soit.

Ainsi, l'homme d'affaire ne pourrait qu'applaudir à la disparition de tout contrôle fiscal et douanier, à la disparition des lois sur le travail et de la réglementation en matière de qualité des biens de consommation, à la défiscalisation de tous les investissements, qu'ils portent sur l'ouverture d'une gargote ou une raffinerie de sucre, à la mise à sa disposition des terrains domaniaux au dinar symbolique, à son accès sans limites aucunes aux crédits des banques publiques, etc. - car on ne peut arrêter une fois pour toute la liste de ce qu'il voudrait de la société pour qu'il puisse accumuler le plus de richesses possibles et prendre la plus grosse part possible de la rente pétrolière.

Le hallab, déjà tout puissant dans les régions frontalières du pays, et qui domine et perturbe les économies locales du tiers des wilayas du pays, applaudirait sans aucun doute à la légalisation de ses activités criminelles de contrebande et serait sans aucun doute disposé à accepter d'inscrire en toute clarté son activité au registre de commerce. En bref, pour ce groupe, la bonne gouvernance passe par la disparition de l'appareil d'Etat, et donc, par définition, de la bureaucratie.

Quant au simple citoyen, il se contente sans doute de souhaiter que les institutions de l'Etat, quelles que soient leurs missions, fassent le travail qu'elles sont supposées faire, afin qu'il puisse gérer sa vie quotidienne avec le moins de peine possible : le protéger contre les abus des commerçants malhonnêtes qui lui vendent des aliments impropres à la con-

sommations ou à un poids inférieur à celui qu'il a payé, lui éviter les longues queues aux guichets des mairies ou des bureaux de postes, assurer sa protection contre les malfrats de toutes professions qui hantent les rues des villes, garantir le respect de la législation du travail par son employeur privé, lui éviter l'exploitation éhontée de ses problèmes de santé par les cliniques médicales privées qui lui font payer en liquide, souvent sans contre partie évidente, le prix de leurs prestations, veiller à la stabilité de la monnaie nationale pour que le pouvoir d'achat de son salaire ne se réduise pas de jour en jour, etc. etc. revendications sans doute modestes et déjà inscrites dans les lois du pays de manière plus ou moins claire et directe.

Ainsi, un débat approfondi sur la bonne gouvernance et la bureaucratie ne pourrait que faire apparaître au grand jour un grand malentendu entre les différentes couches sociales du pays, dont chacune leur donne un sens qui reflète ses propres intérêts matériels et moraux, les plus fortunés voulant moins de contrôles et de réglementations, les autres souhaitant plus de contrôle et de réglementation, les premiers ambitionnant à l'affaiblissement de l'appareil d'Etat qui réduirait sa mission à la protection de leurs biens, les seconds voulant un Etat plus fort et plus cohérent leur assurant, si ce n'est la prospérité, du moins une vie digne d'être vécue.

Dans ce contexte d'absence de leadership, tel que défini par la Constitution du pays, de quel côté les autorités publiques penchent-elles ?

Un pragmatisme proclamé et assumé ?

Le pragmatisme a été maintes fois proclamé par les autorités haut et fort comme la seule démarche possible pour la gestion des affaires du pays.

Cette option semble frappée de bon sens, car elle traduit une volonté de flexibilité dans la prise en charge des affaires de la collectivité nationale, un rejet des formules toutes faites et des chemins battus, et l'acceptation d'adapter les solutions à la réalité du pays, sans dogmatisme ni idées préconçues. L'essentiel est de trouver pour chaque problème qui se pose la solution la plus apte à donner les résultats voulus sans s'enfermer dans un carcan de principes, si nobles soient-ils, ou dans des formules qui seraient rejetées par les réalités du moment.

Toute référence à un cadre idéologique, à des principes politiques ou moraux est bannie dans cette démarche, essentiellement orientée vers les résultats à obtenir concrètement et sur le terrain.

Ce qui compte, c'est mouler son action et ses décisions à la réalité des choses, telle qu'elle apparaît dans l'esprit des décideurs. Et si l'on fait référence, parfois, à la nécessité de sauvegarder la souveraineté nationale, à l'obligation de ne pas violer les valeurs de base sur laquelle la société est construite et de les maintenir, c'est un en marge de l'action beaucoup plus qu'en liaison avec cette action.

Des principes politiques et moraux marginaux à la démarche pragmatique

Dans la démarche pragmatique, on peut donc contradictoirement à la fois rappeler les principes qui orientent la politique gouvernementale et les violer délibérément dans l'action qu'on mène. On proclame ainsi la nécessité de donner la priorité à l'emploi de la main d'œuvre locale, mais on accepte que même les cuisiniers et les gardes soient recrutés à l'étranger. On se promet de protéger la production nationale, mais de l'autre côté, on ouvre largement le marché à tous

Bonne gouvernance et bureaucratie : le grand malentendu

les produits importés, des plus indispensables au bon fonctionnement de l'économie, comme les outils de production ; aux plus superficiels, comme les produits de grand luxe que seule une faible partie de la population - les nouveaux riches - consomment. On prétend défendre la valeur du dinar et lutter contre le marché parallèle des devises, mais en même temps, on mène une politique de distribution de revenus dans un système économique qui continue à souffrir d'une faible progression de la productivité du travail. On déclare à tu et à toi que la lutte contre la corruption est un des axes prioritaires de la politique des autorités publiques, et on instruit les affaires de corruption avec une lenteur et une partialité qui démentent la volonté affichée. On proclame que la protection des frontières est une priorité stratégique et on laisse les hallaba imposer en toute impunité leur propre politique commerciale extérieure, etc. etc.

Pragmatisme ou droit à l'incohérence ?

Bref, au nom du pragmatisme, les autorités publiques se réservent le droit à l'incohérence dans leurs actions qui, loin d'aboutir à améliorer la gouvernance et le fonctionnement de la bureaucratie, ne font qu'ajouter aux problèmes économiques et sociaux du pays. Et en supposant même que le pragmatisme soit un cheminement maîtrisé de l'action des autorités publiques, lorsque les enjeux sont clairs et le débat bien délimité, on constate qu'il peut dicter des politiques et des démarches totalement divergentes les unes des autres, si ce n'est contradictoires les unes avec les autres, car chacune se fonderait sur une vision différente de la réalité et donc des options différentes pour la prendre en charge.

Le pragmatisme est dicté par des analyses et des choix politiques délibérés

Il apparaît avec clarté que les autorités ont considéré que la dynamique du nouvel ordre international, qui se construit avec douleur au cours de ces deux dernières décennies, a créé une situation dictant la nécessité de mener une politique économique nationale prenant en charge les intérêts des grandes puissances, et donc imposant une ouverture du marché national, toutes activités incluses, aux entreprises de ces grandes puissances, quels que soient les torts que cette ouverture, sans réserves et toute portes et fenêtres béantes, causerait tant à la société qu'à l'économie nationale.

Ainsi le pragmatisme reconnaît d'abord et avant tout la réalité des rapports de forces géopolitiques, où les intérêts économiques des puissances dominantes priment sur les intérêts économiques nationaux, qui doivent s'y adapter pour que le pays évite les interventions étrangères dans ses affaires extérieures ; on « précède l'appel » suivant l'expression consacrée et on accepte l'invasion économique pour éviter l'invasion militaire.

Donc, le pragmatisme ne part pas d'une appréhension de la réalité « vraie » au sens où elle est perçue dans toute sa complexité par les décideurs, mais d'une réalité reconstruite à travers des prémisses qu'on considère comme vraies, même s'ils ne reflètent qu'une infime partie de cette réalité.

Dans le cas de la politique économique, la prémisses est que les intérêts économiques du pays doivent être soumis aux intérêts économiques des grandes puissances, même si cela doit aboutir à l'accroissement du chômage, à la disparition d'une partie de la production nationale, à l'explosion des importations, à la création d'une bourgeoisie comprador enrichie par ces importations, à l'accentuation des disparités sociales, à la surconsommation de produits importés au détriment de pro-

duits nationaux qui ont survécu au choc de l'ouverture brutale de l'économie, ouverture dictée par le poids, donné par les autorités publiques dans leur analyse de la réalité, à l'aspect « rapports de forces internationaux. »

Une réalité restreinte reconstruite

La réalité sur laquelle s'appuie la démarche pragmatique n'est pas la « vraie » réalité, mais une réalité reconstruite en fonction d'objectifs politiques soit exprimés clairement, ou transparaissant à travers les conclusions que l'on peut tirer de la mise en œuvre de cette démarche. Derrière ce pragmatisme, il y a toujours des hypothèses et des objectifs qui n'ont rien à voir avec ce que ce terme proclame, à savoir la nécessité de ne pas s'enfermer dans des préconceptions toutes faites et de faire table rase de tous les principes et de toutes les idéologies. Le pragmatisme affiché est toujours fondé sur une idéologie que l'on se refuse à exprimer clairement, des principes que l'on veut dissimuler à tout prix, et des options que l'on a délibérément choisies, cet ensemble explicitant, a posteriori pour l'observateur extérieur, le contenu et les résultats de ce pragmatisme présenté comme dicté totalement par la réalité et pratiquement sans intervention intellectuelle de l'autorité qui a proclamé le choix de cette démarche.

En conclusion

- L'absence de leadership constitutionnel du pays accroît les incertitudes de la société algérienne, quoique les autorités publiques veulent donner l'impression qu'elles maîtrisent le futur et qu'elles contrôlent les évènements actuels et à venir.

- Elles affichent leur volonté de prendre en charge l'amélioration de la gouvernance et la maîtrise de la bureaucratie par une démarche pragmatique.

- Sans tenter d'approfondir le débat sur les thèmes de la gouvernance et de la bureaucratie, on relève que ces deux termes, employés par tous ceux qui participent aux débats publics actuels, sont compris et définis en fonction des intérêts des parties de la population en cause.

- L'ouverture économique du pays a créé une couche sociale de nouveaux riches pour lesquelles la bonne gouvernance et la bonne bureaucratie signifient simplement la réduction, si ce n'est la disparition - du rôle de l'Etat dans la sphère économique.

- Le simple citoyen entend par ces deux termes l'amélioration de l'environnement administratif qui réglemente sa vie quotidienne au niveau local.

- Le pragmatisme proclamé et affiché par les autorités publiques se veut indépendant de tout fondement idéologique et de toute préconception de la réalité que la démarche veut changer ou sur laquelle elle veut intervenir.

- La démarche pragmatique aurait donc pour seul guide la réussite des politiques adoptées et des actions menées pour leur mise en œuvre.

- A l'examen des décisions prises, dans le domaine économique en particulier, on constate une analyse de la réalité qui ne prend en charge que certains de ces éléments, au détriment d'autres qui peuvent apparaître comme aussi importants, sinon plus importants que ceux pris en charge dans la démarche officielle.

- On est bien loin des slogans du nouvel ordre économique mondial et de la thématique du nationalisme pur et dur, malgré le rappel insistant des engagements, des combats et des exploits passés. Le rappel de l'histoire, l'entretien du souvenir de l'esprit d'héroïsme passé, apparaissent comme un simple voile habilement manipulé pour cacher la réalité de la dépendance extérieure totale, qui rend fantaisiste toute référence à la possibilité de menaces et d'intervention étrangères : qui a besoin de conquérir ce qu'il contrôle déjà ?

- Le pragmatisme affiché reflète non seulement des choix idéologiques préconçus, une vision restrictive et restreinte de la réalité, qui donne une pondération très forte aux éléments de politique extérieure, mais également des incohérences dans la démarche politique globale, incohérences qui se sont exacerbées avec l'affaiblissement du leadership constitutionnel, et qui rendent la situation du pays d'autant plus incertaine.

Où est passé l'argent détourné ?

La question a été posée dernièrement par un journaliste : « L'argent détourné, peut-il revenir, un jour, en Algérie ? » Et sa réponse a été celle-ci : « Il n'y a, quasiment, aucun espoir que l'argent détourné par des élites algériennes, corrompues, puisse un jour revenir profiter au peuple ». Et à la journaliste de donner l'exemple « des milliards détournés par Abdelmoumen Khalifa, qui dorment à l'étranger, impunément ».

Par Cherif Ali

Cette question sans réponse probante, de prime abord, n'en reste pas moins intéressante, dès lors qu'elle restitue le sentiment partagé par la majorité des algériens : « il faut mettre une croix sur l'argent volé ». Autorisons-nous alors une autre question, peut-être moins ardue, qui consisterait à demander où est passé l'argent détourné ? « Une de mes connaissances, géographe de formation, qui a souvent répondu à tout, répondra tout de go : » ça, c'est un débat d'experts », manière de dire, « laisse tomber, c'est pas un débat à ouvrir « ou, » circulez il n'y a rien à voir. Tentons le coup, quand même, et commençons par ce hit-parade des fortunes des dictateurs arabes déchus :

- Mouamar Kadhafi : 150 milliards de dollars
- Hosni Mubarak : 70 milliards de dollars
- Abdallah Salah : 32 milliards de dollars
- Zine el abidine Benali : 07 milliards de dollars
- Leila Trabelsi : 1,5 tonnes d'or volé.

Pour le seul Kadhafi, il y a lieu d'ajouter également les résidences et les immeubles achetés, notamment à Londres, par ses fils. Le parquet de Paris a lancé une enquête pour localiser d'éventuels avoirs placés en France. La fortune totale des Kadhafi, s'élèverait, en fait, à 120 milliards de dollars accumulés en trente ans ; ce chiffre correspondrait au tiers des 450 milliards de dollars de revenus issus du pétrole et du gaz exportés par la Lybie, entre les années 1980 et aujourd'hui ; un tiers qui disparaît mystérieusement des comptes de l'Etat.

La grande question que tout le monde se pose concernant la Lybie de Kadhafi, c'est celle de connaître « la frontière entre l'argent privé et l'argent public ? » C'est la théorie des vases communicants en fait.

Même les sociétés bénéficiant des placements du fonds souverain Libyen, ne savent pas s'il s'agit d'investissements de la part de Tripoli ou de Kadhafi. Ce fonds, convient il de le rappeler, gère plus de 20 milliards de liquidités.

Poursuivons ce florilège*, avec l'affaire des « biens mal acquis » qui concerne le patrimoine en France de trois chefs d'Etat africains, qui sont le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, le congolais Denis Sassou Nguesso et le gabonais Omar Bongo (décédé en juin 2009). Il est reproché aux trois chefs d'Etat les conditions d'acquisition d'un impressionnant patrimoine immobilier acquis avec de l'argent public détourné, évalué, présentement, à 160 millions d'euros. Dans le détail, cela représente 39 propriétés, 70 comptes bancaires et de nombreuses limousines de luxe.

A la base des enquêtes, des ONG comme Transparency International ainsi que plusieurs organisations non gouvernementales, ont recensé tous ces biens que, décemment, des chefs d'Etat africains n'auraient pu s'offrir au vu de leurs émoluments officiels. Sinon, comment expliquer qu'un homme qui gagne 20 000 euros par mois, peut être en mesure de payer, rubis sur ongle, une des plus belles villas de la côte d'Azur, évaluée à près de 240 millions d'euros, soit l'équivalent de 2000 ans de salaire annuel de président ? Comment aussi tel autre, peut faire un chèque de 392 000 euros pour payer à sa compagnie, son énième coupé sport de l'année ?

Voilà donc, où va majoritairement, l'argent

détourné il est abrité entre autres, dans les paradis fiscaux, lieux idoines « pour planquer l'argent sale », mais aussi investi dans une variété d'activités légitimes qui assurent à ses détenteurs, non seulement une couverture pour le blanchiment de l'argent, mais un moyen sûr d'accumuler du capital, en dehors des activités prohibées.

Il sert aussi à acquérir des villas et des appartements en Espagne et en Grèce où en plus de la bulle immobilière, sévit la crise.

Chez nous, il faut faire un tour du côté de Sidi Yahia, pour voir les fils de et les fi-filles à papa, s'échanger leurs impressions autour des Porsche-Cayenne et autres Ranger Rover qu'ils acquièrent sans coup férir, grâce « à l'argent facile » accumulé par leurs ascendants.

Cet argent, peut-il revenir un jour ?

Oui, à en croire le combat des Transparency International, Sherpa, Survie ou encore l'Association Tunisienne pour la Transparence financière (ATTF) composée de médecins, avocats et universitaires ; il faut agir dans ce sens, auprès des Etats concernés et des banques internationales et mettre la pression, en permanence et ne pas baisser les bras même si :

- Le secret bancaire suisse à encore de belles années devant lui avant d'être levé. Une votation organisée dernièrement dans ce pays a été favorable à son maintien.

- Les Etats ne récupèrent que des miettes, comme l'Irak qui n'a pu rapatrier que 2 milliards de dollars, au prix, quand même, d'interminables batailles juridico-diplomatiques.

Les détenteurs des comptes frauduleux numérotés, bien connus des banques, restent dans l'anonymat, mais leurs biens immobiliers, de par le monde, sont connus et peuvent être saisis, s'il s'avère qu'ils ont été acquis avec « l'argent détourné des peuples ».

De ce qui précède, nous avons un petit aperçu, un tout petit aperçu de l'argent détourné et de ses lieux de chute de prédilection. La liste est malheureusement plus longue à telle enseigne que le journal entier ne suffirait pas à abriter les noms des corrompus de notre seul continent et de « leur argent » planqué en Suisse, en France, ou encore aux Bahamas dans les fameux comptes off-shore. Revenons, maintenant, si vous le voulez bien à cette question de notre journaliste, désespérée de voir un jour l'argent spolié revenir dans les caisses de l'Etat. Pourtant, quelques exemples de l'étranger peuvent être donnés et entretenir quelques espoirs, quant à la possibilité de sa restitution aux Etats :

1-Nous commencerons tout d'abord par l'exemple de Susane Thabet qui n'est autre que la femme du président déchu Hosni Mubarak. Pour éviter toutes poursuites, elle a remis une partie de sa fortune en autorisant le chef de « l'Autorité des gains illicites » du Caire, à retirer l'argent de ses comptes et de vendre une villa lui appartenant.

Ses avoirs ont été remis à l'Etat. Cette femme de 70 ans a été accusée de s'être, illégalement, enrichie en abusant de la position de son mari président.

2-Autre exemple, les banques suisses ont délivré au gouvernement Nigérien, un chèque d'un milliard de dollars, au terme d'un épilogue amiable d'une bataille judiciaire ente ces autorités et la Suisse, suite au décès de Sami Abacha, l'homme qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant cinq ans et qui a délesté le trésor public, d'au moins, 2,2 milliards de dollars.

3-L'exemple aussi de Moussa Traoré : après six ans d'instruction, les cantons suisses de Vaud, Zurich, Genève et Neuchâtel, concernés par les dépôts contestés, se décident à reverser au gouvernement de Bamako 2,4 milliards de dollars, saisis sur divers comptes.

4-La même course de fond attend les autorités de la République Démocratique du Congo qui espèrent récupérer les 3,4 milliards de dollars identifiés en Suisse, comme appartenant à l'ex président Mobutu Sese Seko.

5-Un audit des comptes de Konan Bédié autre président africain déchu, a révélé l'existence de 3 à 4 millions de dollars. Ces affaires et d'autres, ont ouvert des brèches dans l'hermétique système bancaire suisse. Des hommes politiques et des ONG comme celles citées plus haut, élèvent la voix pour dénoncer la collision entre banques et dirigeants véreux, d'Afrique et d'ailleurs.

Sur les 820 milliards de francs d'avoirs étrangers en Suisse par exemple, 250 milliards proviennent des pays d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique, dénonçait Jean Ziegler. Dans 90 % des cas, il s'agit d'argent volé aux peuples, les plus pauvres de la terre.

Peut-on, pour autant, parler de début de moralisation ? Peut-être bien au regard des exemples qui ont été cités.

Désormais, même l'ONU s'en mêle, car rappelez-vous, le conflit libyen n'était qu'à ses débuts, lorsque le conseil de sécurité a décidé à l'unanimité, le gel des avoirs de Kadhafi et de son immense fortune, tirée des ressources pétrolières.

Ou encore, l'exemple de Laurent Gbagbo, le président Ivoirien transféré au TPI depuis, dont la fortune est estimée à 5 milliards d'euros (3,35 milliards pour lui et 2,749 milliards pour sa femme Simone).

Et même le FMI, réagit au motif que « les détournements renchérissent en moyenne de 10 % à 20 % les projets de développement des Etats où sévit la corruption ».

Ceci étant dit, reconnaissons à notre journaliste le mérite d'avoir posé cette question : l'argent détourné, peut-il revenir un jour, en Algérie ? Restons tout de même, prudents pour dire, peut-être bien que oui, peut-être bien que non car l'affaire Khalifa et le déroulement du procès du même nom, ne laisse entrevoir, pour l'instant, une quelconque possibilité de voir toutes les masses d'argent transférées en Europe, prendre le chemin du retour.

L'Algérie d'ailleurs, comme tous les pays demandeurs n'obtiendra, probablement pas, ou du moins en intégralité, le retour des sommes illégalement exportées, détournées, non déclarées etc., à moins de persévérer dans les procédures et de multiplier les actions judiciaires contre les banques et les paradis fiscaux, mais, ce qu'il faut retenir, dès à présent, c'est que les transferts illégaux deviennent de plus en plus difficiles, en raison des procédures de surveillance de l'argent sale et du blanchiment, mises en place en Europe et aux Etats unis.

Quelle est, dans tout ça, la capacité d'action du pouvoir politique ?

En Algérie, la mise en place de l'observatoire de la corruption et la déclaration obligatoire du patrimoine des responsables, sont des instruments qui peuvent donner quelques résultats, au-delà du maigre sentiment de consolation qui émane de leur existence même.

Il y a aussi et c'est une première, cette proposition émanant des députés des 26 partis pour l'ouverture d'un débat, sur la corruption, en plénière à l'APN, dès lors qu'ils ont estimé que le ministre de l'énergie et des mines n'a pas été convaincant, jeudi dernier, lors de son audition, à propos « des affaires » concernant son secteur, se contentant de dire : « il faut attendre les résultats des enquêteurs et des décisions de justice, pour prendre, en toute responsabilité, les décisions nécessaires » N'oublions pas aussi, la volonté maintes fois réitérée et affichée par le Président de la République, farouchement opposé à la corruption, contre laquelle, a-t-il dit, « il faut être sans pitié ».

A tout cela, vient s'ajouter l'introduction de masses financières d'origine mafieuse, dans l'économie légale. Ceci va créer des zones communes, de plus en plus grandes, entre les marchés criminels et les marchés légaux et ainsi, des pans entiers de l'économie vont en devenir indépendants. Des millions de travailleurs auront leur sort lié à ces marchés, par devers eux. Avec la crise financière mondiale, certains analystes affirment que « ce ne sont plus les mafias qui cherchent les banques, mais c'est les banques qui cherchent l'argent des mafias ».

Un marché criminogène, prenant sa source du vol, du racket, de l'informel. Il se met en place, partout dans le monde encourageant le blanchiment d'argent, la corruption et l'éva-

sion fiscale. Tout cet argent navigue comme un poisson dans les eaux de la finance dérégulée et la politique peu regardante. Rappelez-vous ce qui s'est passé en Algérie lors des dernières législatives, pendant la campagne et après, avec toutes ces histoires de « chkara » et d'achat de position de « têtes de liste », qui ont placé peut-être leurs représentants à l'APN, j'allais écrire « têtes de pont » malgré les cris d'orfraies de certains présidents de partis.

En définitive peut-on dire que notre amie journaliste a raison et qu'il est difficile de faire revenir l'argent détourné des difficultés qui tiennent :

Du secret bancaire des banques dont on a parlé supra ? De l'absence d'une volonté politique ? Des difficultés procédurales à engager ? Du fait qu'une association de lutte conte la corruption, ONG ou organisation internationale, soit-elle, ne peuvent engager des poursuites en matière de corruption, car c'est un domaine réservé au parquet ? Parce que les preuves présentées aux banques, aux parquets étrangers ne sont pas probantes ? Et pourtant, il existe bel et bien un appui juridique international consistant en « un dispositif consacré dans la convention des nations-unies qui met en œuvre le droit à la restitution » oui mais, il n'a jamais été mis en œuvre par l'ONU, « ce vieux machin », pour paraphraser qui vous savez. Alors et ça peut faire encore l'objet d'un autre questionnement, faut-il agir ou baisser les bras et partant, encourager davantage la corruption et faciliter la fuite des capitaux ? Personnellement, je n'ai pas la prétention de développer le moindre « discours de la méthode », laissant le soin aux institutions publiques d'engager les mesures et autres mécanismes utiles. Et puis le géographe dont je vous ai entretenu au début de l'article, va trouver à redire. Comme à la lecture d'un article que j'ai signé précédemment et que j'ai intitulé « FMI, es-tu là ? » dans lequel je disais, en substance « le FMI, on ne s'en débarrasse pas facilement même en s'acquittant de sa dette. Il suffit de faire preuve de négligence dans la gestion ou, si à Dieu ne plaise, qu'il se produise une chute soudaine du prix du baril de pétrole, pour retomber « dans ses fourches caudines ». Ce même géographe ayant à peine parcourue l'article en question, a estimé que le FMI était un sujet réservé aux experts et qu'on ne pouvait l'aborder qu'à travers des chiffres et des calculs savants.

Cette digression étant faite, revenons à notre sujet.

Outre mer, on commence à réfléchir sur d'autres propositions. On va vers d'autres pistes, plus gaillardes, comme ces propositions qui sortent des sentiers battus, et c'est le moins que l'on puisse dire :

- Avec tout d'abord cette idée d'amnistie fiscale, qui fait son brin de chemin en France ; cela concernerait quelques 5000 évadés fiscaux, identifiés, qui veulent négocier et éventuellement rapatrier leurs fonds. Ce qui profiterait au fisc et au pays.

- ou encore en Russie où selon ce qui été annoncé par une chaîne française (LCI), le président Poutine « aurait affirmé qu'il ne s'opposerait pas à un projet de loi amnistiant les crimes économiques ». Ainsi la boucle sera bouclée avec l'argent sale, l'argent de la corruption et l'argent de l'informel qui auront infiltré la politique, pour mieux accéder à l'économie, les maffieux qui se sont alliés aux politiques, pour éviter toutes sortes de problèmes qu'ils pourraient rencontrer dans leurs affaires, et pourquoi pas, confectionner leurs propres lois qu'ils dicteront à notre société. C'est de la politique fiction, peut-être. Et je prends tous les arguments développés supra pour ce qu'ils traduisent : réticence des banques étrangères à dévoiler les comptes, intranquillité des parquets étrangers à ouvrir des enquêtes, blanchiment et amnistie « en perspective », tout cela ne présage guère d'une issue à l'avantage des peuples spoliés. Peu importe, car la journaliste à peut-être raison : l'argent ne reviendra pas, ou n'en verra ni la couleur et n'en sentirait même pas l'odeur, car l'argent n'en a pas. En conclusion, c'est bien beau d'enrichir la sémantique avec le verbe « chakibiser » qui fait rire, mais son rire à lui, de son Texas d'adoption, est plus assourdissant à entendre.

COMMISSION NATIONALE DE PREPARATION DES ELECTIONS DES INSTANCES DE L'ORDRE DES ARCHITECTES

Instituée par l'Arrêté Ministériel N° 011 du 10/03/2013

RESULTATS DES ELECTIONS DES CONSEILS LOCAUX DE L'ORDRE DES ARCHITECTES PAR WILAYA TENUES EN ASSEMBLEES GENERALES ELECTIVES LOCALES

Conformément à la loi N° 94-07 du 7 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 18 Mai 1994 relative aux conditions de la production architecturale et à l'exercice de la profession d'architecte et notamment ses articles 16, 17, 19 et 22 sont proclamés élus ou élus avec réserves par la Commission Nationales de Préparation des Elections des Instances de l'Ordre des Architectes réunie pour la validation des élections en date du 26 et 27 Juin 2013, dans leurs wilayas respectives les architectes exerçant en qualité de personne physique dont les noms suivent.

Pour la participation au Congrès, les architectes élus avec réserve sont tenus de justifier de leur exercice effectif de la profession conformément à l'article 19 de la loi 94-07 à la date des élections, avec justificatif du nombre d'années d'exercice conformément à l'article 5, alinéas 3 et 5 du règlement des élections.

Les justificatifs peuvent être envoyés par mail à l'adresse: CNPEIOA.2013@yahoo.fr ou par fax au 021 28 68 99 ou présentés pour validation de l'élection au plus tard le premier jour du Congrès. Les candidats à l'élection au Conseil National doivent impérativement justifier de 10 années cumulées de l'exercice de la profession selon les modes d'exercice prévus par l'article 19 de la loi 94-07.

01 - ADRAR	Observation	02 - CHLEF	Observation	03 - LAGHOUAT	Observation
LAZREG ABDELMADJID	Election validée	BELGHENOU ABDELKADER	Election validée	SAHI SALAHEDDINE	Election validée
OULD NECER RACHID	Election validée	BOUCHAKOUR YUCEF	Election validée	HORRI BOULEFAA	Election validée
LAKHAL HADJ	Election validée	BERROUJJI MOHAMED	Election validée	BADER DAHMANE	Election validée
ANSARI AHMED	Election validée	ALI TORKI MOHAMED	Election validée	BELKHIRI SAAD	Election validée
BACHEIKH LAKHDAR	Election validée	BALBOUZI OUNIS	Election validée	MECHRAOUI DJALLAL	Election validée
IDDER MOKHTAR	Election validée	CHAOUICHE AHMED	Election validée	DJABALLAH AHMED ZOHIR	Election validée
HALAOUA ABDELKRIM	Election validée	BRAHIMI AZZEDINE	Election validée	ZAABTA KILANI	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
HADJ KADDOUR TAYEB	AGOUDJIL HADJ	BOUCHAIB MEHDI		BAROUD DJAMELEDDINE	BAADJ AHMED
DAHADJ ABDERRAHMANE	CHAMEK MOHAMED	ADIDOU AHMED	CHEBRA SOFIANE	GOUMIDA MED LAMINE	ADI MOHAMED
04 - OUM EL BOUAGHI	Observation	05 - BATNA	Observation	06 - BEJAIA	Observation
DJAGHLAL SALIM	Certif Exist C20 à fournir	ZAK TOUATI	Election validée	IKHLEF AMINE FAYSAL	Election validée
CHERGUI CHAKER	Certif Exist C20 à fournir	TAFSEST HACENE	Election validée	BENKHALED AMINE	Election validée
ZEROUALI AMINE	Election validée	FARES ABDELMADJID	Election validée	KHENOUCHE RAFIK	Election validée
CHEBANA KAIS	Election validée	BOUKHALFA ZINEDINE	Election validée	DJENADI FATEH	Election validée
OTHMANI MOHAMED LAMINE	Election validée	DAHMANI AZZEDINE	Election validée	MOHAMADI ALLAOUA	Election validée
HADJOOU TAREK	Election validée	OTHMANI AMOR	Election validée	BOUZEBDI AHMED	Election validée
AMOURI NOUREZZAMANE	Election validée	BOUABAH ZINEDINE	Election validée	HAMCHAOUI AMIROUCHE	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
BENBAREH CHERINE	MAZOUZ AMAR	BENKAOUHA DAOU	GURI FARID	DJAMAI DJAMEL	KHALED SLIMANE
HAMIDOU DJAMEL	MAZOUZ ADEL	BENBOUZA NOUREDINE	MABROUK SALAH	NAIT HADDAT MAHMOUD	BACHIOUA FAYSAL
07 - BISKRA	Observation	08 - BECHAR	Observation	09 - BLIDA	Observation
BEN AISSA CHAKER	Election validée	DADA ABDELHAMID	Election validée	HADJERSI YACINE	Election validée
MOUSSI CHAWKI	Election validée	BELALEM ABDESSLEM	Election validée	FOUFA BORHANE EDDINE	Election validée
DJOU DI MOUNDI	Election validée	SLIMANE FOUAD	Election validée	BELKACEM MOHAMED	Certif Exist C20 à fournir
LAICHOUI MEHDI	Election validée	DJELLOULI ABDELKADER	Election validée	HADJ YAHIA ABDELLAH	Election validée
FELLAH YUCEF	Election validée	MAHI ABDELLAH TAYEB	Election validée	DJAZOULI HAFID	Certif Exist C20 à fournir
AOUINET NASSERDINE	Certif Exist C20 à fournir	BANOUDJAFER MAAMER	Election validée	REKIA ZOHIR	Election validée
ALOUI FAIZA	Election validée	HADJI AHMED	Election validée	BEN HADID IKBAL	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
ZAHANA MOHAMED	BARKAT FOUZI	LIMMAM ABDELMALEK	BENAMARA EL HABIB	KOBBI ISHAK	BRIKI FAYSAL
SELLAOUI BACHIR	RAHMANI MADJID	OTMANE KHELIFA	RAHAL SAAD	HAMOU SOFIANE	TAHRAOUI REDOUANE
10 - BOUIRA	Observation	11 - TAMANRASSET	Observation	12 - TEBESSA	Observation
KERMIA ALI	Election validée	BENSEBKAK LAKHDAR	Election validée	CHORFI DJAMEL	Election validée
DJABALLAH M.ZOHEIR	Election validée	ASSALI MOHAMED	Election validée	GUEHGUEH BADIE	Election validée
YAHIAOUI ABDELAZIZ	Election validée	BENMESSAOUD SALIHA	Election validée	MALKIA HACEN	Election validée
SEDDIKI FATAH	Election validée	DABOU MOHAMED	Election validée	RAMADANE MONCEF	Election validée
BECHOUR KAMEL	Election validée	MADHROUMI MED EL HADI	Election validée	BOUGOUFA ABDERRAHMANE	Election validée
AIT YAHIA TENE NOUREDINE	Election validée	KERZIKA MOHAMED	Election validée	TADJINE BRAHIM	Election validée
ARAR ABDERRAHMANE	Election validée	MELAKHSOU ABDELAZIZ	Election validée	AHMED CHAOUICHE AHMED A	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
TAHIRI LAKHDAR	KHELIFI AHMED	AZZI ABDELKRIM	HAFIANE ECHERIF	GUEHGUEH SAMIR	BENNOUR KHALIL
HALIMI - DAMOU NASSIMA	LOUADJ DJAMEL	HAFIDI ABDELLAH	NADJMI AYOUB	MOURADI LAZHAR	KRAD RAMDANE
13 - TLEMCEN	Observation	14 - TIARET	Observation	15 - TIZI OUZOU	Observation
BALI SAID	Election validée	ARAB SAID	Election validée	BOUTERFA LEILA	Certif Exist C20 à fournir
KAHOUDJI MOHAMED Y	Ancienneté à justifier	TAHAR RAOUF	Election validée	CHEKROUN SAID	Certif Exist C20 à fournir
GHERBI DJAMEL	Certif Exist C20 à fournir	BOUABIB ABDELKADER	Election validée	LEFGOUM YACINE	Certif Exist C20 à fournir
AHMED AMAR ABDELGHANI	Certif Exist C20 à fournir	KEROU M NADIR	Election validée	BOUZELHA SALAH	Certif Exist C20 à fournir
MAHMOUDI SM AINE	Election validée	BENAMARA FETHI	Election validée	BOUGUERROUMA AHMED	Certif Exist C20 à fournir
BENABADJI ZINEDDINE	Certif Exist C20 à fournir	ABDESSALEM ABED	Election validée	BELAIDI MENOVAR	Certif Exist C20 à fournir
MOUSSA ABDESSAM ED	Certif Exist C20 à fournir	BOUKOUROU ABDELATIF	Election validée	ZIZI RACHID	Certif Exist C20 à fournir
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
MOUFFOK MALIKA	BENARBIA ISLEM	DELLA RABAH KARIM	REBHI KHALED	HAMDANI AMAR	AIT CHIKH SAADI
GHERBI NARIMANE	SALKA CHIHEB	BELAID KHALED	AIMEUR TAHA	AIT SAID AKLI	YANAT ZAHIR
16 - ALGER	Observation	17 - DJELFA	Observation	18 - JJEL	Observation
LOUNI ABDELKRIM	Election validée	REBHI MOHAMED	Election validée	BOUTAOUI AMAR	Certif Exist C20 à fournir
KIRAM MOHAMED SEGHIR	Election validée	DJOUBIR BRAHIM	Election validée	BOUZARI NASSIM	Certif Exist C20 à fournir
KHADIR TAYEB	Ancienneté à justifier	HARFOUCHE MOHAMED	Election validée	KRID WASSILA	Certif Exist C20 à fournir
BEDJAOUI ADEL	Election validée	HASSANI NOUREDINE	Election validée	CHEKRAOUI NADJIB	Election validée
CHEBALLAH MOHAMED	Election validée	ELALEM EL HADJ	Election validée	KEDIHA WAHIBA	Election validée
HAMIDOUCHE RACHID	Election validée	BELKHIRI AZEDINE	Election validée	FERMAS MOHAMED	Election validée
OUADA AICHA	Election validée	MEKHALET MOKHTAR	Election validée	FADEL FARES	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
HAMINI SALIMA	FAIDI HALIM	GUETTAFA KOUIDER	BRAHIMI MOHAMED	TIGHA TAHER	BOUDEMAGH RIAD
MATMAR MALIKA	DUBERT MOURAD	BELKHIRI TAHA		GHDAR NADIA	BENZAID TAKIEDDINE
19 - SETIF	Observation	20 - SAIDA	Observation	21 - SKIKDA	Observation
DJILANI LAZHAR	Election validée	MAAMERI REDOUANE	Certif Exist C20 à fournir	BOUTALEB BRAHIM	Election validée
LENEGUER ABDELKRIM	Election validée	KSANTINE FAYSAL	Certif Exist C20 à fournir	LOUAHEM M'SSABEH NASSER	Election validée
BENLATRECHE FAWZI	Election validée	SENASLI SAID	Certif Exist C20 à fournir	HADDAD OMAR	Election validée
BENSALEM FARID	Certif Exist C20 à fournir	MEDDAH MOHAMED	Election validée	HAMZI MOUNIR	Election validée
MAMI MOUNIR	Certif Exist C20 à fournir	BOUZIDI ALI	Certif Exist C20 à fournir	BOULKROUCHE ABDENOUR	Certif Exist C20 à fournir
DEFFAR ABDELKAYOUM	Election validée	AOUIMEUR NOUREDINE	Certif Exist C20 à fournir	HADEF RACHID BENSALAH	Certif Exist C20 à fournir
REBOUH YASSINE	Election validée	NOURI FAYSAL	Certif Exist C20 à fournir	BOUSSABOUA AMAR	Election validée

DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
BENBELKACEM WAHID	ZEROUAL ZIDANE	MERRAH MOKHTAR	HAMADI RACHID	HOUIENE HAFID	LAMRI RACHIDA
ZAROUG MALEK	TAGHLIT FATEH	GHORFA MED AMINE	BELEKEHEL MED AMINE	ELANABI REDA	BOUGHLITA ZIDANE AZIZ
22 - SIDI BELABBES	Observation	23 - ANNABA	Observation	24 - GUELMA	Observation
MANSOURA ABDELKADER	Certif Exist C20 à fournir	MADOUY SALAHEDDINE	Election validée	MILAUDI SALAH	Election validée
BELHADI RIADH	Certif Exist C20 à fournir	DAGHBOUCHE NOUREDDINE	Election validée	CHOUIAL MONCEF	Election validée
NASRI ABDELKRIM	Certif Exist C20 à fournir	KASMI ABDELKRIM	Election validée	HAMDI TAREK	Election validée
KEBIR MUSTAPHA	Certif Exist C20 à fournir	BOUHDJIRA HASSEN ZOUHIR	Election validée	ALLIOUI ISSAM	Election validée
MELLALI LAKHDAR	Certif Exist C20 à fournir	HANNACHI AMAR	Election validée	KAMRICHE KAHINA	Election validée
BELABID MED AMINE	Certif Exist C20 à fournir	HARKAT ABDELLATIF	Election validée	BENHACEN MED TAYEB	Election validée
NADJI MOHAMED FOUAD	Certif Exist C20 à fournir	KHADRAOUI MED KAMEL	Election validée	MAIZI SAID	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
BAHA HOUARI	BOUGUER LAKHDAR	ARFI ABDELHAK	HAMZA OUI MOUSLAH	BENMERABET MOHAMED	ZEDOURI ABDELKRIM
KRENICHE HAMZA	NAHAL ABDELHAMID	AMRANI FETHI	BOUDCHICHA KARIM	BENGRAYET SADEK	RAMDANE ADEL
25 - CONSTANTINE	Observation	26 - MEDEA	Observation	27 - MOSTAGHANEM	Observation
FILLALI ABDELHALIM	Election validée	ABDELMOUMEN YUCEF	Election validée	BENHALIMA GHALI	Election validée
BENSIHAMI MOURAD	Election validée	HAMADACHE TOUFIK	Election validée	BENDAHMANE NOUREDINE	Election validée
DJERADI LAMIA	Election validée	TOBBAL MED BILLAL	Election validée	FELLAH NOUREDINE	Election validée
DRISS RAMDANE	Election validée	BOUADDA REDA	Election validée	BENHEBBA ABDELLAH	Election validée
CHERFI NASSEREDINE	Election validée	ZA OUI BRAHIM	Certif Exist C20 à fournir	BOUKHATEMI NOUREDINE	Election validée
AMIRECHE TOUFIK	Election validée	MEZIANE MOHAMED	Election validée	MORALENT KAMEL	Election validée
ZEGHDOUD WAFIA	Election validée	AIDOUNE DJAMEL	Election validée		
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
BOUFENDI HOCINE	DIB TOUFIK	BELHADJ SOFIANE	TERKMANE SOFIANE	BESSIOUD NOUREDINE	BOUCHACHI TOUFIK
LATRECHE ABDELHAKIM	BENZERGA MILOUD	KARI DJAMEL	MOFKI AHMED	GHOMEI BENOUDA	RECHIDI NOUREDINE
28 - MSILA	Observation	29 - MASCARA	Observation	30 - OUARGLA	Observation
LOUFI ABDERRACHID	Certif Exist C20 à fournir	BEGHAL ABDELKADER	Election validée	NOUISI ABDELKRIM	Election validée
BOUTOURAA ABDELMALEK	Election validée	DERRAR BACHIR	Certif Exist C20 à fournir	GAMRI ABDERRAHMANE	Election validée
MESSAAD ABDERREZAK	Election validée	CHENOUI AHMED	Election validée	KHELILI ABDELHAFID	Election validée
BAGHDADI NABIL	Election validée	MESSADI SID AHMED	Certif Exist C20 à fournir	THABTIA MOURAD	Election validée
GAMRA SALIM	Election validée	BENAIJ TEFK	Election validée	DOUB AISSA	Election validée
NAILI BENALIA	Election validée	MOUACHEM ABDELKRIM	Certif Exist C20 à fournir	MIM SAID	Election validée
MAYOUF DJAMEL	Election validée	MEDDAH DJILLALI	Certif Exist C20 à fournir	KHENFER BENSELEM	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
SALHI EL NOUARI	AMOUR SAMIR	NEMER ALI	KHIRI KARIM	DJOURI MUSTAPHA	GOUMIRI TAHAR
HADBAOUI HICHEM	DJAIDJAA SOBHI	BOUGUESRI ABDELKRIM	ARAB KARIMA	GUERMIT BILAL	DHOUB MOHAMED
31 - ORAN	Observation	32 - EL BAYADH	Observation	34 - BORDJ BOU ARRERIDJ	Observation
KACHOUR MUSTAFA LOTFI	Ancienneté à justifier	BOUACHRIA MOHAMED	Election validée	TIBOURTINE MUSTAPHA	Certif Exist C20 à fournir
OUKEBDANE MOHAMED	Election validée	ACED ISMAIL	Election validée	ZOUAOUI SOFIANE	Certif Exist C20 à fournir
BELKHIR ABDELKAMEL	Certif Exist C20 à fournir	AGGIUN BAHOUS	Election validée	KHOTHRI AZEDINE	Certif Exist C20 à fournir
TALEB MOKHTAR FETHI	Election validée	MESSADI BELKHEIR	Election validée	LAHMAR FARID	Certif Exist C20 à fournir
EL GHAZI KARIM	Certif Exist C20 à fournir	BOUSMAHA MAAMAR	Election validée	BOUTOBA REDOUANE	Certif Exist C20 à fournir
CHELGHAF MOHAMED	Election validée	BENDJERAD MOHAMED	Election validée	BENAISSA YACINE	Certif Exist C20 à fournir
		DJELAILA CHEIKH	Election validée	ARIBI SALIM	Certif Exist C20 à fournir
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
TEBIB SALAHEDDINE	FATMI ABDELKADER	BELAKHDAR MED MUSTAPHA	ALAMI BACHIR	SAHLI MOHAMED	BENYACHIE ADEL
HOUARI YOUNES	BEKKARA FOUAD	BOURENANE KHALED	ZENAGUE MHAMED	TLEM SANI DJAMEL	SAIDANI KHIRELINE
35 - BOUMERDES	Observation	36 - EL TAREF	Observation	37 - TINDOUF	Observation
SILEM HOCINE	Election validée	BENDJEBBAR MUSTAPHA	Election validée	BENDEHINA ISMAIL	Election validée
HAMI SAID	Election validée	DJALIL TOUNSI	Election validée	MEBARKI ALLAL	Election validée
KHIAR YACINE	Election validée	BERGHOUT BELGACEM	Election validée	BENDEHMANE SALEM	Election validée
TALAMALI SAMIR	Election validée	SEDRAOUI SAMIRA	Certif Exist C20 à fournir	OUARGA MUSTAPHA	Election validée
DJELLAD SMAIL	Election validée	MERDADI KAMEL	Election validée	BOUREGBA BRAHIM	Election validée
GUECHOU ALI	Election validée	DJEBBAR RAMZI	Election validée	HAMMOUDI NADIR	Election validée
AKRETCHÉ LOUNES	Election validée	BOUMAIZA KHENDOU	Certif Exist C20 à fournir	BOUAFFAD MOURAD	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
HELLALI TAREK	AKAD ABDELKRIM	FACI YACINE	MAALEM NEZZAR	BOUEDA ABDELFAH	BOUDIAF REDOUANE
HAICHOURE KARIM	DERMOUCHE RABAH	BABAHANNI ILHEM	HADJADJ SAID	BELABED AHMED	
38 - TISSEMSILT	Observation	39 - EL OUED	Observation	40 - KHENCHELA	Observation
NEDJAH RABIE	Certif Exist C20 à fournir	AOUIOUCHE SASSI	Election validée	ADJALI HAKIM	Election validée
MAAMERI MOHAMED	Election validée	KAROU DJAMELEDDINE	Election validée	BADIS HAROUN	Election validée
FRIDANE DJAMEL	Certif Exist C20 à fournir	KADDOUR MOHAMED	Election validée	BOUTABBA ALI	Certif Exist C20 à fournir
HAMI MEDJDOUB	Election validée	NECIRA BELGACEM	Election validée	GASMI ABDERREZAK	Election validée
ELMAABOUDI MUSTAPHA	Certif Exist C20 à fournir	CHOUIA ABDELLAH	Election validée	HEZIL DJALLAL	Certif Exist C20 à fournir
KHEFIF MOHAMED	Certif Exist C20 à fournir	GHENADRA HAMZA	Election validée	HOGAS MADANI	Election validée
NEGGAZ MOHAMED AMINE	Certif Exist C20 à fournir	MANDIL LAID	Election validée	SAIDI ABDELKADER	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
BENNIA MOHAMED YACINE	DEHLI ALI	HADDAD AHMED	TAMMA HACEN	REGHIS SALAH	GHEZAL FAYSAL
DAHMANE DJILALI	BABOU ALI	BELAID LAROUCI	KERMADI ABDELKADER	GHERBI MAAMOUN	DERRADJI ABDERRAHMANE
41 - SOUK AHRAS	Observation	42 - TIPAZA	Observation	43 - MILA	Observation
BORDJI SALAH	Election validée	ANNANE HAKIMA	Election validée	BENSEDDIK SAMIR	Certif Exist C20 à fournir
TRAD KHODJA HICHEM	Election validée	BOUKOURDANE MOHAMED	Election validée	BOUHOUHOU CHEM SEDDINE	Election validée
SAHTOUT MED LAKHDAR	Election validée	HAM DIKEN ABDELKRIM	Election validée	BENCHENOUNE MOUAWIYA	Election validée
NEDJAH MILOUD	Election validée	OUKEBDANE OUARDA	Election validée	STAMBOULI MOHAMED	Election validée
LAHMAR NACER	Election validée	AFFANA IMAD	Election validée	MAAMERI BADIS	Election validée
OUEBADA SAMIR	Election validée	MOUSSA ABDELMADJID	Election validée	SIARI AHMED LAKHDAR	Election validée
NADJI ABDERREZAK	Election validée	BELMILOUD MHAMED	Election validée	DIB DJAMILA	Election validée
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
CHOUADRIA MOULDI	KRAIMIA KAMEL	MOHAMMEDI AHMED AZIZ	ARAB MILOUD	CHERTIOUA BRAHIM	BOUKSIRA SAMIR
TABAI ALI	NEBILI RAOUF	KOURAD MOHAMED	BENBOUZAZ MED CHERIF	RAS EL DJEBEL AMINE	HEDDAD SALAH
44 - AIN DEFLA	Observation	45 - NAAMA	Observation	46 - AIN TEMOUCHENT	Observation
FETTAH MUSTAPHA	Election validée	BELGOUR NASSIM	Election validée	ZOUHIRI DJALAL	Election validée
BOUHRAOUI MOURAD	Election validée	BENABBAS MOHAMED	Election validée	KHOULEF SOREA	Certif Exist C20 à fournir
DAHMANE NOUREDDINE	Election validée	BENANANE MOHAMED TAHA	Election validée	BENMAZOUZ FETHI	Certif Exist C20 à fournir
MEKKHANE ABDELLAH	Election validée	NOUALI LAID	Election validée	BELABBES MESSAOUD	Certif Exist C20 à fournir
KHADRAOUI ABDENOUR	Election validée	ASKRI GUERRISSI	Election validée	SAYAH ABDESSAMED	Certif Exist C20 à fournir
LOUNIS SAMIR	Election validée	BENFRIHA ABDELMADJID	Election validée	BACHIR RABAH	Election validée
SAID MANSOUR MAHDJOUBA	Election validée	BOUCHRIT HADJ	Election validée	BENMOUSSA TAREK	Certif Exist C20 à fournir
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	
MAHMOUDI ABDELKADER	CHEKRAR MENAOUER	SMAIL BOUALEM	MERINE TAYEB	MOULA DJAMEL	DRICI ABDELJELLOUL
TEBOUCHE MOUSSA	GOUCEM BELKACEM	MORDI SLIMANE	BENSASSI MOHAMED	DJERIOU TOUFIK	SLAFIFI OULD ABDELKADER
48 - RELIZANE	Observation	ELECTIONS INVALIDEES			
BENALLOU SAMIR	Certif Exist C20 à fournir	WILAYA		MOTIF D'INVALIDATION	
SADJI TAHAR	Certif Exist C20 à fournir	ALGER		BEDAIDA SAMIR	Mode d'exercice non conforme (Sarl)
KHELIL AMAR EL MIHOUBI	Certif Exist C20 à fournir	SIDI BELABBES		BOUDIAF MAHIEDDINE	Mode d'exercice non conforme (Sarl)
DILALI KOBIBI HAFID	Certif Exist C20 à fournir	ANNABA		AFIF ABDENACER	Condition d'ancienneté non satisfait
BELHANAFI AHMED	Certif Exist C20 à fournir	MOSTAGHANEM		BOUROUFI RAFIK	Mode d'exercice non conforme (Sarl)
BELMEDAH ZOUBIR	Certif Exist C20 à fournir	TIPAZA		MORDJANE MALIK	Société d'études et de réalisation
SAIDAN BOUZIANE	Certif Exist C20 à fournir				
DELEGUES DE L'ASSEMBLEE GENERALE		SE SONT RETIRES			
DJALOUT BENOUDA	BOUBAGRA ABOUBAKER	MALIKA MATMAR (ALGER)	SILARBI ABDELHAMID (ORAN)		
BOUKHRIS AHMED	HANNOUNI TAYEB	AICHA OUADA (ALGER)	ARFI ABDELHAK (ANNABA)		

REMARQUE : LES CONGRESSISTES SONT HEBERGES A L'HOTEL MAZAFRAN - ZERALDA DU 05/07 AU SOIR AU 08/07 AU MATIN

■ Quand la clé de voûte tunisienne cède

Commençons par décrire la célèbre expérience du psychologue Stanley Milgram, dont la première version s'est tenue dans un laboratoire de l'Université de Yale. Milgram avait monté cette expérience pour étudier les mécanismes qui amènent des personnes à en torturer d'autres. Il voulait également déterminer s'ils le faisaient en raison de spécificités individuelles ou en raison d'un contexte particulier.

Par Abdelkader Leklek

On lui prêtait l'acte héroïque d'avoir défié Ben Ali, en refusant l'ordre le 13 janvier 2011 de tirer sur les Tunisiens lors de la révolte annoncée de l'hiver printemps arabe. Sur ce fait le général de corps d'armée, Rachid Ammar, ne s'est jamais clairement prononcé. Mais il aurait répondu sèchement au président fuyard, qu'il lui demandait par téléphone à partir d'Arabie Saoudite, de pouvoir rentrer au pays, de ne pas le faire, et que s'en était fini. Cependant il descendra lors des émeutes ayant suivi la fuite du généralissime Ben Ali et de sa régente de femme, en grand uniforme de général de corps d'armée, sur la place de la Casbah de Tunis, siège du premier ministre, pour apaiser les foules, dire l'impartialité de l'armée, et affirmer le rôle républicain de l'institution. Ce geste était la réponse muette mais déterminée, attestant que l'armée tunisienne s'adressait en premier aux Tunisiens, pour exprimer sa solidarité à la révolte, mais c'était également un signal fort destiné à tous ceux de l'intérieur et de l'extérieur, qui voulaient impliquer les forces armées tunisiennes dans ce conflit, essentiellement politique. Et Rachid Ammar se tut depuis, du moins publiquement, obligation de réserve oblige, jusqu'à ce lundi 24 juin 2013. Il annonça en soirée, dans une émission grand public, diffusée à une heure de grande écoute, par la chaîne Et-Tounissia, animée par Moez Ben Gharbia assisté de l'écrivain Slah-Eddine Jouchi, l'un des connaisseurs les plus avertis des mouvements intégristes et des phénomènes politico-religieux dans le monde arabo-méditerranéen. Cet ancien journaliste, est aussi militant des droits de l'homme : At-Tassi'a Laylen, neuf heures du soir, sa décision de changer le fusil d'épaule. Il s'exposa brusquement et avec apreté à tous les Tunisiens qui espéraient encore sortir de cette tourmente islamiste, c'est-à-dire, les plus nombreux, pour leur avouer que lui-même avait peur. Désespoir et désillusion, déconvenue et déception. Y aurait-il pire cauchemar au lendemain d'une révolte populaire pleine d'espérance ? Mais alors, qu'est-ce qui aurait bien pu pousser ce général de corps d'armée de prendre cette brutale décision à plusieurs niveaux mystérieuse, car difficilement déchiffrable. Et de surcroît à ce moment particulier, pour le moins enrobé d'instabilité et d'incertitudes, de la vie de son pays ? Cet homme par d'aucuns dépeint comme étant un professionnel, patriote, humain et modeste. Surnommé par ses concitoyens, le fils du peuple, il avait ce soir là surpris tout son monde. Ce natif de la petite ville côtière de Sayada, située à une quinzaine de kilomètres au sud de Monastir, dans le Sahel tunisien, où les gens vivent essentiellement des durs métiers de pêche, est venu au monde, soit en 1945 ou en 1946. Il fit sa scolarité primaire à Sayada, avant d'intégrer le prestigieux lycée de Soussa, pépinière dont est issue la quasi majorité de l'élite politique tunisienne, d'où il sortira bachelier. Juste après, il entre à l'académie militaire de Fondouk j'did, fraîchement créée par Habib Bourguiba, et fera partie de la première promotion 1968/1969, d'artilleurs formés en Tunisie indépendante, baptisée du nom du grand réformateur tunisien d'adoption, Kheir-eddine Etounsi. Cet homme légendaire, dont une effigie, le représentant sur un cheval blanc, l'épée à la main droite, orne sur un face, le billet de 20 dinars tunisiens, rénova lors de son mandat de président du grand conseil tunisien 1862/1864, sous le règne du 20^{em} Bey de Tunisie Soddok, 1859/1882, la douane, les habous, la mosquée Zeitouna et la justice tunisienne. Il créera en 1875, le Collège Soddiki, en hommage au bey régnant, Soddok Bey, cet établissement moderne à l'époque reprendra pour une grande partie les enseignements dispensés par les lycées français. Ce sera le pendant avant-gardiste, de ce qui se faisait à la Zeitouna. D'ailleurs un conflit latent entre saddikiens et zeitouniens durera longtemps entre plusieurs générations. Il modernisera également l'administration beylicale, qu'il expurgera de ses éléments corrompus. Rachid Ammar ira ensuite parfaire sa formation dans une

école d'artillerie en Turquie. Il gagna ses différents galons, selon plusieurs témoignages, à sa rigueur dans le travail, à sa discipline et à sa modestie, disent ceux qui l'ont côtoyé. Il sera général de corps d'armée et deviendra enfin chef d'état major interarmées.

Il occupera ce poste suite à la mort accidentelle du général Abdelaziz Skik chef d'état major de l'armée de terre, en compagnie de 13 hauts gradés de l'armée tunisienne, dans un crash d'hélicoptère le 30 avril 2002, demeuré énigmatique, survenu dans la zone Medjzel-Bab, entre Béja et Tunis, ou passe l'Oued Medjerda, fleuve nourricier fertilisant des milliers d'hectares de terre tunisiennes, qui prend sa source en Algérie, à Souk-Ahras, avant que ses eaux ne se jettent en méditerranée près de Bizerte. Rachid Ammar fera son école d'état major et son école de guerre en France, contrairement au généralissime Ben Ali qui se vantera d'avoir été formé chez les Américains. Et c'est d'ailleurs pour cela que les observateurs disent de Rachid Ammar, qu'il a été formé comme ceux qui pensent que les militaires doivent rester dans leurs casernes. Le 24 janvier 2011, durant la révolution du jasmin, il choisira le contact direct avec la population qui occupait la place du gouvernement pour exiger le départ de ceux toujours aux commandes du pays, qui avaient collaboré avec Ben Ali pour réprimer le peuple, et qui voulaient en ces troubles circonstances, se refaire une virginité, et échapper à toute reddition de comptes. Rachid Ammar aurait pu choisir un autre support de communication, pour rencontrer la population, il vêtira son uniforme et alla serrer des mains. On dit que c'était sur incitations de Mohamed Ghannouchi, le quasi inamovible premier ministre de Ben Ali, 17/11/1999, 27/02/2011, rien à voir avec Rached, alias Ghannouchi, le chef doctrinaire d'En-Nahdha, et véritable décideur en Tunisie du moment, qui réellement s'appelle Rached Khérji. Simple homonymie. Ce jour là le général de corps d'armée, le militaire formé à donner des ordres, s'adressera à la foule, aux civils en ces termes policés, rapportés par l'hebdomadaire "jeune africain", en quatre messages : premièrement, " nous sommes fidèles à la constitution et ne sortirons pas de ce cadre". Deuxièmement, "Nous sommes les garants de la révolution des jeunes et veillerons à ce qu'elle arrive à bon port". Troisièmement, Nous ne réprimerons pas les manifestations pacifiques, mais celles-ci ne doivent pas aboutir à créer un vide, car le vide mènerait à un retour de la dictature". Et enfin, "il faut laisser travailler ce gouvernement - entendre, celui de Mohamed Ghannouchi élargi par la force de la révolte- ou un autre". Alors que s'est-il passé entre cette assurance dans les déclarations, entre cet aplomb dans le geste de janvier 2011, et la bourrasque dans l'annonce de la démission du 24 juin 2013 ? Deux ans et demi, en temps relatif, cela fait beaucoup, comme il peut faire peu en temps absolu. Chacun, chaque chose, et chaque être évolue à l'allure de son horloge. Le temps, cette dimension, n'est immuable, ni absolu, tout dépend de la sphère à partir de laquelle on le mesure. Le temps est dépendant de l'espace, comme démontré par Albert Einstein, toutefois, ici cette équation, s'il en est, n'est rappelée, que pour revenir à ce qu'il se passe en Tunisie, prise comme espace d'évènements. La clé de voûte de cet ensemble post révolte, périlite, cède au sens premier exprimant l'abandon, comme selon d'autres acceptions indiquant la disparition et aussi des renoncements. Fatigué serait-il le général Ammar Rachid ? C'est humain, sauf qu'au pays des généraux, à partir de Elyssa, la reine de Didon, en passant par Hannibal, Hasdrubal et Magon Barca, ces phéniciens fondateurs de Carthage, jusqu'à Kheir-eddine, et à Ben Ali dans ces premières intentions lors de son coup d'état médical. Au pays d'Ibn Khaldoun maître du temps cyclique, de Abou El Qassim Ech-Chabbi, auteur de ce formidable quatrain, qui annonçait : "Lorsqu'un jour le peuple veut vivre, Force est pour le destin de répondre, Force est pour les ténèbres de se dissiper, Force est pour les chaînes de se briser", repris dans l'hymne national tunisien, de Habib Achour, ce grand patriote syndicaliste assassiné par la main rouge, les ultras promoteurs de la présence française en Tunisie, De Habib Bourguiba, Le combattant suprême, le bâtisseur de la Tunisie nouvelle, le libérateur de

la femme, et de Chokri Belaid victime du projet salafiste qui se concocte en Tunisie et de la politique laxiste menée par la troïka, qui gouverne la Tunisie depuis octobre 2011. Juste avant son assassinat Chokri Belaid déclarait, sur une chaîne périphrétique : "qu'il ne voyait pas l'intérêt du prolongement de l'état d'urgence en Tunisie". Avant de souligner : "que l'armée tunisienne est la seule armée au monde qui n'est pas en état de guerre, mais qui est tout de même sur le terrain depuis plus de deux ans. C'est dangereux a-t-il précisé, car les soldats sont épuisés.

De ce fait il existe un complot qui vise à affaiblir l'armée, pour faciliter le passage sur les frontières de terroristes et d'armes. Comme il existe certaines parties qui ont la volonté de démanteler l'Etat tunisien". Dans cet aréopage tunisien, forcément sélectif. On ne renonce pas. Poussé à bout, Rachid Ammar a-t-il calculé et tout mis en scène pour partir à ce moment crucial et déterminant pour son pays ? Lui, cette représentation tangible de l'armée tunisienne qui fédèrent la quasi majorité des Tunisiens, annonçant mystérieusement son départ le jour de la commémoration du 56^{em} anniversaire de la création de cette armée. Cet élément clé de voûte qui a su maintenir à différentes phases, mais aussi lors de crises institutionnelles, la cohésion de tout un peuple par sa simple présence, par le professionnalisme et le dévouement de tous ses personnels, se dérobant ainsi. Lors de cette émission, Rachid Ammar avait dit beaucoup de choses, mais tout ce qui a été retenu, fut cette sentence : "J'ai demandé à bénéficier de mon droit à la retraite, ayant atteint l'âge limite. Je l'ai demandé samedi, 21 juin au président et il a accepté mon départ". Sauf qu'avant cela il affirmait : " Je crains pour la Tunisie des camps d'entraînement jihadistes. Des usines de fabrication de mines existent dans notre pays depuis plus d'un an et nous ne le savions pas. Nous n'avons pas les moyens de maintenir la Tunisie debout. Il ajoutera aussi durant cette émission débat qui durera trois heures : " les jihadistes qui s'entraînaient là depuis un an se sont repliés mais ils sont clairement en lien avec Al-Qaïda au Maghreb Islamique, et ont pour objectif d'affaiblir l'Etat tunisien ", a-t-il indiqué en substance, tout en révélant ses craintes pour son pays qui, estime-t-il, n'est pas assez outillé économiquement pour faire face aux tentatives de déstabilisation. La somalisation de la Tunisie n'est pas à exclure, ajoutera-t-il. Il dira amèrement que : " il avait aussi souligné la faiblesse et les défaillances de l'appareil de renseignement, pourtant indispensable pour lutter contre le terrorisme". Venant d'une patrilie source, tout cela n'augure pas des lendemains révolutionnaires qui chantent au pays du jasmin. Car celui qui affirme sereinement avoir décliné l'offre à lui faite par ceux qui gouvernaient la Tunisie, juste après la dérobade de Ben Ali, de prendre le poste de président de la république pour des impératifs d'éthique, républicains, qui exigent que les militaires ne se mêlent pas de politique, selon les principes constitutionnels, assènera lors de cette émission que : "l'objectif des terroristes était de prendre le pouvoir". Il y a là de l'incohérence, de la part de celui qui parle de sa crainte de somalisation de la Tunisie en disant : " je suis allé dans ce pays et je sais de quoi je parle". Il y a également de la contradiction dans tout cela. Sauf que ce qui se disait à voix basse dans le tout Tunis, il y a déjà quelque temps s'est avéré des lors être vrai. Explications : les islamistes qui gouvernent en Tunisie avaient décidé de se défaire de cet officier. Dans cette longue interview, il avouera : "les groupes de terroristes ont séjourné pendant un an au mont Chaambi, mené leurs préparatifs sans que personne n'en avise les autorités, ni les habitants des hameaux avoisinants, ni les gardes forestiers qui sont, préciserait-il, un corps paramilitaire. Cette affaire est très grave. Nous aurons d'autres Chaambi". C'est-à-dire que c'est le ministre de l'intérieur d'il y a une année, Ali Laarayedh, l'actuel premier ministre, qui pour des raisons, non dites par Rachid Ammar, mais facilement lisibles, aurait tu, sinon facilité cette présence à Djebel Chaambi. Le ministère de l'intérieur en Tunisie est le chef de la police tout court, et des renseignements généraux, mais aussi de la garde nationale, la gendarmerie, qui couvre par ses brigades territoriales toutes les zones rurales du pays. Alors, il est à se demander, qui avait intérêt à ce que cette présence soit cachée aux différents services de l'armée ? Qu'à cela ne tienne, dans leur œuvre destructrice, et pour en rajouter une couche déstabilisatrice, les islamistes avaient fait activer leurs réseaux médiatiques pour fragiliser l'armée et son chef Rachid Ammar. Le premier à ouvrir les hostilités fut Mohamed Abbou, qui le 6 juin 2013 publiait sur sa page facebook une violente diatribe contre le général Rachid Ammar. Il appelait à son limogeage et à son remplacement par un autre haut gradé de l'armée. Il avait commencé son texte par cette proclamation d'autorité, commandant : " qu'il est temps de

changer le commandement militaire " car dira-t-il : " Les corps de nos soldats et nos agents de sécurité sont déshabillés dans les explosions de ces mines au Chaambi. Et à chaque fois que nous pensons que l'affaire est close, de nouvelles mines explosent, et s'approchent aujourd'hui des zones habitées". "Il faut aujourd'hui effectuer un changement à la tête de l'institution militaire, et nommer un nouveau chef d'Etat major des trois armées. Il n'est pas logique, proclamera-t-il, qu'un responsable puisse garder son poste alors qu'il a échoué dans sa mission. Le nouveau promu devra donner un nouveau souffle de l'institution militaire, et permettra assurément de mettre fin aux attaques du Chaambi". Tout est dit. Mais qui est donc ce monsieur Abbou ? Il est ministre auprès du Premier ministre, chargé de la Réforme administrative dans le gouvernement Hamadi Jebali, de décembre 2011 à juin 2012 et secrétaire général du Congrès pour la République le CPR du président Marzouki, de mai 2012 à mars 2013. Il présentera sa démission de son parti le 17 février 2013 avec l'intention de créer un nouveau parti social-démocrate, avant de se raviser le 22 février. Le 14 mars, il présente une nouvelle fois sa démission. Et le 12 juin, il annonce la naissance d'un nouveau parti, le Courant démocratique.

On le dit, dévoré par son ambition présidentielle, il est prêt à tout, même à s'allier avec le diable. On le dit aussi calculateur. Ayant selon ses propres conjectures, constaté que son ancien mentor, et actuel président de la république par intérim, Moncef Marzouki, ainsi que le deuxième élément de la troïka, Mustapha Ben Jaafar, président de l'assemblée nationale constituante " sont grillés", que les leaders de la gauche, n'ont assez de chance et que Béji Caid Sebsi sera légalement éliminé, pour cause de condition d'âge à la prochaine présidentielle, il se voit déjà président, candidat du Courant Démocratique, mais parrainé et installé par les bonnes grâces de Rached Ghannouchi et son parti En-Nahdha. Les islamistes en Tunisie évitent le poste de président de la république, du moins en l'état actuel des choses dans le pays, et pour ne pas s'enfoncer et être d'avantage et être déshabillés. Alors, ils laissent leurs sbires faire le crade boulot. C'est fait Rachid Ammar est parti laissant la place, aux décideurs en place de nommer qui les arrangera. Ce qui est sûr c'est que désormais les islamistes ont la main mise sur tous les rouages de la vie politiques en Tunisie. Ce dessin, Rached Ghannouchi

l'armée tunisienne est la seule armée au monde qui n'est pas en état de guerre, mais qui est tout de même sur le terrain depuis plus de deux ans. C'est dangereux a-t-il précisé, car les soldats sont épuisés. De ce fait il existe un complot qui vise à affaiblir l'armée, pour faciliter le passage sur les frontières de terroristes et d'armes.

chi l'avait admis dans une interview non autorisée, mais publiée sur la toile, qui avait fait l'objet de notre chronique du jeudi 18/12/2012, dans ces colonnes. Sous un autre angle, certains observateurs prêtent au général de corps d'armée, démissionnaire, ou surnommé démissionné, des intentions et des ambitions de reconversions politiques, une fois dans le civil. Ce qu'il démentira lors de cette fameuse émission. En tout état de cause, sur cet épisode et déterminant dossier, c'est à partir de la future nomination du chef d'Etat major de l'armée tunisienne, que pointdront des indicateurs sur les projets des uns et ceux des autres, pour l'avenir des institutions tunisiennes. Cependant n'est-il pas réducteur de lier l'avenir de la Tunisie, ce grand pays par ses forces vives, au-delà de l'étroitesse de son territoire, à la destinée d'un homme, fut-il le général Rachid Ammar, le pourfendeur de Ben Ali ? Oui mais ceux sont les hommes et les femmes qui font les pays et leurs institutions. Regardons plutôt ce qui passe du côté de l'Egypte où les militaires avec à leur tête, Abdul Fatah Khalil Al-Sisi le ministre de la défense égyptien et président du Conseil suprême des forces armées depuis le 12 août 2012, date de la révocation du maréchal Mohamed Hussein Tantawi, ont lancé un ultimatum de 48 heures, le lundi premier juin au président Morsi, de répondre favorablement aux revendications des égyptiens organisés dans le mouvement Tamaroud. Ils l'avaient fait en suggérant franchement la direction à prendre par les politiciens frères musulmans, puisqu'ils avaient fait voler au dessus de la place Tahrir cinq hélicoptères traînant le drapeau égyptien. Attendons voir ce qu'il en sortira de ce bras de fer que les islamistes comptent engager avec les militaires. Ceci étant, mais est-ce que le modèle égyptien dans ses dernières manifestations militaires, est-il transposable à tous les pays du printemps arabe ? À suivre.

De Rio à Brasilia...!

Entre l'Algérie et le Brésil, il existe, en fait, bien plus de ressemblances que de différences. Le pays du foot partage avec celui de cette bien solide et encore très valide gérontocratie l'essentiel de ses misères, mais il refuse cependant de l'associer à cette belle thérapie de choc qui fait de lui ce pays aujourd'hui émergent.

Par Slemnia Bendaoud

Au tout début des années soixante-dix du siècle dernier, les deux pays se situaient alors sur le même palier économique mondial. Et même si le Brésil venait de réussir depuis peu de jours seulement sa triple couronne mondiale de football, il avait les yeux plutôt encore braqués sur cette côte maritime surpeuplée à rapidement désengorger. Dans un sursaut d'orgueil - grandeur nature oblige ! - les militaires qui étaient alors au pouvoir créèrent donc de toutes pièces Brasilia et à la volée, cette toute nouvelle capitale du pays, nichée sur le plat relief de ces hauts-plateaux brésiliens.

Depuis, il y eut ce grand et continu mouvement de foules vers l'intérieur du pays, aussi semblable et bien comparable à celui qui prend chaque weekend les chemins des stades, banderoles en mains.

Avec autant de brio que celui produit dans l'arène de son stade par le grand talent des athlètes "oriverdes", Rio réalisait donc en grand héros cette décisive passe de shooter son monde sur les crêtes et autres étendues hautes plaines de ce haut relief.

Ainsi donc, ce nouveau Brésil est né, aux forçeps certes, mais des tripes mêmes si profondes de ce très grand et vaste pays. A la samba des stades, on y avait associé ce fol espoir ou bien terrible essai de vouloir tenter de s'accrocher à cette Amérique du Nord qui commandait la planète.

A mi-chemin entre ceci et cela, se situe donc à présent le pays, très conscient que le chemin à parcourir demeure encore très long ; chose qui le met dans l'obligation de changer les leviers politiques, puisque se trouvant tous dépassés par le temps et les événements.

L'Algérie, par contre, n'est plus que cette poste restante, que cette relique ou réplique de la médiocrité de ses autorités, ce chantier à l'arrêt, ce projet non encore entamé, ce peuple - chose paradoxale- bien affamé, cette destination touristique très confuse, ce pays de la ruse où l'on use et abuse tout le temps de ces vieux slogans qui auront fait manifester reculer la nation de pas moins d'un demi-siècle, pourtant bien nantie de sa vaillante et mémorable histoire malheureusement souvent instrumentalisée à dessein...

Le Brésil, fief de ce foot de haut rang associé à ses nombreux galons, s'intéresse depuis des années seulement à la politique, tournant quelque peu le dos à ce jeu populaire qui fait encore rêver le jeune monde d'aujourd'hui.

Et si le stade reste encore cette Mecque toute indiquée ou très préférée des bambins où se rendent en fin de semaines par grappes très compactes tous les chérubins et autres nombreux gamins, tous intéressés à reproduire dès leur sortie de l'arène ces gestes techniques haut de gamme de leurs idoles artistes, la politique arrive aujourd'hui par bien le talonner au travers du nombre très élevé de ces mé-

contents qui investissent en masse les grandes rues et places principales des importantes villes du pays.

L'heure n'est donc ni à la samba, ni à un quelconque festival ou autre Carnaval. Le Brésil proteste et défie en grand nombre et en permanence afin de dénoncer sa mal vie, la flambée des prix, la corruption et autres maux sociaux...

N'est-il plus aussi porté sur le foot ou quoi ? Que non, il est plutôt question de ce niveau de vie à rehausser au même niveau que celui atteint par la sphère de cette balle ronde.

Ainsi, Sao et Rio, ces deux très importantes villes du pays, auront toutes les deux été bel et bien recalées au second rang, laissant le champ libre et beaucoup d'espace à ce nouveau grand calibre appelé désormais la capitale Brasilia, laquelle distille au compte-goutte ses ordres pour apaiser ce désordre né de cette surfacturation et spectaculaire hausse annoncée du ticket des transports publics, dans leur continue avancée et terrible remontée quotidiennes.

De fait, cette nombreuse foule investit plutôt les rues que les stades, plutôt les grandes places publiques que les meetings politiques... Elle manifeste plutôt sa colère au sujet de cette vie devenue subitement si chère, que de le faire pour exprimer sa joie à l'endroit d'un football qui écrase dans sa furie toutes les grandes écuries se trouvant sur son chemin.

Il crie sa douleur, dénonce son malheur. Il n'affiche plus comme autrefois sa liesse et son allégresse au profit d'un team de foot qui met tout son monde à trépas ou le remet au pas. L'espace d'une génération bien accomplie, la population brésilienne s'est donc manifestement complètement transformée, totalement métamorphosée.

Et même si le remède, d'abord juridico-politique, ensuite purement économique, a eu à admirablement accompagner et brillamment traduire ce sursaut de conscience de ce peuple placé sur cette courbe ascendante, celui-ci prend ses distances vis-à-vis de son actuelle gouvernance et refuse l'opium du foot, préférant faire lui-même le jeu quotidien dans la rue, plutôt que faire la claque aux hommes politiques ou à ces héros du stade.

C'est donc à ce niveau-là que réside toute la grandeur et tout le mérite accordés à ce peuple Brésilien. Au fait, qu'en est-il de celui algérien au regard de cette même question et sur ces mêmes terrains de jeu ?

Là, il faut convenir que la trajectoire prise par ce pays africain n'est plus la même. Ce sont les mêmes gens qu'autrefois et jadis qui sont encore aux commandes de la nation. Alger n'a pu être malheureusement désengorgée. Elle étouffe, s'asphyxie. Elle souffre le martyre de la circulation, de la pollution, de cette dangereuse promiscuité de l'inconscience de sa gouvernance. Bien au contraire, son extension tentaculaire aura réussi à irrémédiablement décimer de la carte géographique du pays toutes les riches terres de la Mitidja, lesquelles ont été en grande majorité envahies par le béton assassin et les nauséabondes eaux usées ménagères ajoutées à celles des usines agroalimentaires installées à l'emporte-pièce au cœur même de ces magnifiques vergers ou encore hier très magiques champs de blé. Le projet «Boughezoul» de feu Houari Boumediène ne sera jamais cette Brasilia algérienne, puisque les gouvernants du pays ne désiraient pour tout l'or du monde changer de lieu de résidence.

Ainsi donc Houari Boumediène n'avait-il vraiment pas alors tort de répliquer très sèchement à ses subalternes qui voulaient tous rester à la rue Didouche Mourad, craignant dans leur majorité cette odeur du mouton de la steppe et cette grande chaleur qui sévit sur les hauts-plateaux algériens.

Et même muni de ce gros et très considérable pognon engrangé durant longtemps de son énergie fossile, l'Algérie n'est donc plus ce pays émer-

gent, autrefois très prometteur, au regard de son potentiel économique impressionnant et de l'amorce de développement engagé en son temps.

Depuis 1970 à ce jour, le foot algérien ne fait que stagner, hormis durant l'ère de cette grande parenthèse ouverte sur plus d'une décennie et qui aura vu éclore ce génie algérien vite contenu par cette malédiction politique, laquelle aura tout détruit dans le pays.

Quant à vouloir se comparer au Brésil sur ce plan précis, c'est donc vainement tenter l'impossible ou le diable, tant les écarts sont vraiment énormes et les références en la matière totalement différentes.

Ainsi donc, le Brésil durant ces quatre dernières décennies aura vraiment fait sa mue, une peau neuve, changeant complètement de système de gouvernance, de choix politique et économique, de raisonnement et de trajectoire futuriste. Il est donc sur cette courbe ascendante qui lui permet de mieux entrevoir son futur.

Il aura souvent bien réussi tout ce qu'il aura jusque-là vaillamment essayé ou difficilement entrepris. Ce pays émergent est donc né aux forçeps, dans la douleur... gagné ses galons à la sueur de son front et à la force des jarrets. Il est donc dans sa dynamique, il ne connaît plus jamais un quelconque arrêt...

L'Algérie, par contre, n'est plus que cette poste restante, que cette relique ou réplique de la médiocrité de ses autorités, ce chantier à l'arrêt, ce projet non encore entamé, ce peuple - chose paradoxale- bien affamé, cette destination touristique très confuse, ce pays de la ruse où l'on use et abuse tout le temps de ces vieux slogans qui auront fait manifester reculer la nation de pas moins d'un demi-siècle, pourtant bien nantie de sa vaillante et mémorable histoire malheureusement souvent instrumentalisée à dessein...

Elle aura tout perdu, par manque de vision futuriste, très claire, et de programme de travail cohérent, conséquent et bien transparent.

Le brut restera donc pour longtemps encore son seul cheval de bataille, au moment où le Brésil aura su tirer de sa canne à sucre ces biocarburants de l'avenir, comme véritable substitut à ces énergies fossiles.

Et si l'on ajoute à tout cela l'exploitation récente du gaz schiste américain, l'Algérie avec toutes ses nombreuses richesses du moment ne pourrait espérer mieux qu'une toute misérable place dans le dernier des wagons de toutes les nations.

Avec ses artistes nommés Pelé, Zico, Ronaldo, Ronaldino, et aujourd'hui encore Neymar, le Brésil aura su bien développer son foot, devenant à la fois bien réaliste et très plaisant, créé une nouvelle capitale, se hisser au rang des rares pays émergents de notre univers, avec en sus cette société civile qui aspire à ce mieux-vivre qui donne froid dans le dos à ses dirigeants du moment.

Ceci, au moment où l'Algérie reste encore suspendue à cet hypothétique quatrième mandat d'un président non encore complètement remis de sa longue maladie !

Faire plus, n'est-il peut-être pas lui demander plus d'efforts ? Et dire qu'à côté de ce Brésil, il y a aussi ce Qatar, ces Emirats Arabes, cette Indonésie, cette Malaisie, l'Inde l'Espagne, le Portugal et d'autres pays encore...

C'est peut-être tout le peuple algérien qui est malade ! Pas seulement le président !

Ce ghachis* saura-t-il un jour évincer tout ce grand gâchis pour reprendre cette autre trajectoire de la grande prospérité empruntée par toute l'humanité ?

(* Concept utilisé par Nourredine Boukrouh, ex président du PRA, ancien ministre algérien.

LA CHRONIQUE DU BLECARD



Paris : Akram Belkaïd

De la démocratie et du «recall»

Il y a quelques semaines, cette chronique a abordé la question du pouvoir et des contre-pouvoirs qui lui sont nécessaires pour garantir l'existence d'un Etat de droit et pour atténuer la tyrannie qu'une majorité politique peut exercer à l'encontre de celles et ceux qui n'ont pas voté pour elle (*). L'exemple à ce sujet étant la Turquie où les victoires électorales successives de l'AKP ont vraisemblablement convaincu le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan qu'il est le maître absolu de son pays et de sa société. Pour résumer, il apparaît que le monde arabo-musulman n'est pas suffisamment attentif à la mise en place de contre-pouvoirs dès lors qu'il s'engage dans un processus de transition démocratique.

La situation actuelle en Egypte permet de poursuivre la réflexion sur un autre plan en abordant une autre question fondamentale pour la démocratie. Comment faire pour renvoyer celui qui a été élu sans attendre la prochaine échéance électorale ? Comment le faire sans succomber au piège des sondages et sans générer de l'instabilité au sein des institutions ? Mais comment d'abord par une mise au point. Rappelons donc que le président égyptien Mohamed Morsi a été démocratiquement élu par les Egyptiens au terme d'un scrutin qui, de l'avis de la majorité des observateurs, a été le plus régulier de l'histoire de l'Egypte indépendante (ce qui ne signifie pas qu'il a été parfait, loin de là). Cela n'est pas chose négligeable. Si l'on respecte la démocratie, si l'on respecte les règles du jeu que cette dernière impose, on est obligé de reconnaître la légitimité de sa présidence.

Balayer cela d'un revers de manche au prétexte que l'on est un adversaire des islamistes et que l'on ne supporte pas leur présence au pouvoir, c'est adopter une attitude anti-démocratique et c'est se faire le partisan de scrutins censitaires où ne voteraient que les gens avec lesquels on serait d'accord. Des scrutins qui, par exemple, écarteraient les islamistes et leurs électeurs potentiels. C'est d'ailleurs ce dont rêvent, sans vraiment l'assumer, nombre de « démocrates » et autres « laïcs » dans le monde arabe. Incapables de peser politiquement et électoralement face aux islamistes, ils préféreraient des élections débarrassées de ces puissants adversaires et cela sous la houlette d'un arbitre suprême, c'est-à-dire l'armée (ou, plus rarement, l'Occident). Relevons au passage cette (fausse ?) naïveté qui fait croire que l'armée égyptienne va chasser Morsi pour remettre le pouvoir à son opposition. En leur temps, les éradicateurs algériens opposés à la victoire de l'ex-Front islamique du salut (FIS) ont cru la même chose, persuadés qu'ils étaient que le pouvoir les récompenserait d'avoir contribué à sa propre survie. On connaît la suite...

Pour autant, il doit être possible d'exiger le départ de celui qui a été élu si l'on considère

qu'il a failli et si une majorité l'exige. Trop souvent, le mandat électoral est assimilé à un blanc-seing, une sorte de chèque en blanc qui interdirait la moindre remise en cause. D'ailleurs, le monde politique n'aime pas trop aborder cette question du « recall », c'est-à-dire la procédure par laquelle les citoyens peuvent obtenir qu'un élu s'en aille avant la fin de son mandat ou, tout du moins, qu'il se présente de nouveau devant les électeurs. Exception faite de quelques pays, comme les Etats-Unis, le Canada ou la Suisse, le « recall » n'est guère ancré dans les mentalités alors qu'il a existé dès les premiers temps de la démocratie athénienne. En France, ni la droite ni la gauche ne veulent en entendre parler au nom de la nécessité d'éviter l'instabilité que cela peut générer. Il est vrai qu'un élu a besoin de temps pour agir mais cela ne saurait lui garantir une impunité totale et une sécurité absolue.

Il reste donc à savoir comment organiser et obtenir un tel rappel des électeurs. En investissant les places publiques et en recueillant plusieurs millions de signatures exigeant le départ de Morsi, l'opposition égyptienne a usé de deux moyens complémentaires mais aux conséquences et à l'efficacité différentes. Comme c'est le cas aux Etats-Unis, la collecte de signatures permet d'éviter le recours à des manifestations publiques et donc, *in fine*, à l'anarchie qu'elles pourraient provoquer.

Mais cette manière pacifique d'appréhender un « recall » est-elle possible pour des pays qui s'engagent à peine dans une transition démocratique ? En Egypte aujourd'hui, demain ailleurs, la capacité de précipiter les événements reste liée à la mobilisation de la rue avec ce que cela peut entraîner comme dérèglements et manipulations. L'idéal, serait donc de disposer de moyens institutionnels d'encadrer le « recall » via, par exemple, des signatures déposées auprès d'un organisme indépendant (justice, Cour suprême...).

C'est en cela que la situation égyptienne parle à la planète entière. Au monde arabe d'abord, du moins à celui qui est en mouvement comme c'est par exemple le cas en Tunisie (n'en déplaise à mes compatriotes algériens qui regardent la situation tunisienne avec beaucoup de dédain...). Mais aussi au monde développé où la rupture entre électeurs et élus est manifeste. Car, au XXIème siècle, la démocratie, c'est, entre autre, permettre au peuple d'élire librement ses représentants. Mais c'est aussi lui permettre de leur signifier leur congé quand il le juge nécessaire et cela sans avoir à attendre les habituels rendez-vous électoraux.

(* La chronique du blécard : Des islamistes, du pouvoir et du nécessaire contre-pouvoir, Le Quotidien d'Oran, jeudi 6 juin 2013

Les islamistes du printemps arabe ont montré peu d'imagination

Par Abed Charef

Du Caire à Tunis, de Tripoli à Rabat, les islamistes ont réussi, dans l'euphorie du printemps arabe, à conquérir de vastes territoires de l'Afrique du Nord. Promettant une cité idéale dans laquelle régnerait une justice sans faille et une morale parfaite, ils ont remporté des victoires électorales crédibles, pour accéder au pouvoir qu'ils ont exercé avec des fortunes diverses.

Ayant à gouverner toute cette partie monde arabe, les islamistes sont cependant été rapidement contraints de déchanter. Pour les « Frères », le mouvement le plus ancien, et qui prétend être le plus mûr pour gérer un pays, l'inexpérience, les longues décennies passées dans l'opposition, et la crise économique, expliquent partiellement ce bilan controversé. A l'inverse, leurs adversaires parlent d'incompétence, d'absence de choix économique et de recours aux recettes les plus traditionnelles, comme la hausse d'impôts et la réduction des subventions pour faire face aux difficultés économiques. Les islamistes ont-ils forcé le trait, pour montrer qu'eux aussi, ils sont capables de se mouler dans le monde moderne ? Toujours est-il que les gouvernements islamistes du Maroc, de Tunisie et d'Égypte ont tous eu recours au FMI pour dépasser l'impasse économique dans laquelle ils se sont retrouvés.

Autre déception, la générosité des pays « frères » n'a pas été aussi importante qu'attendu. Bien qu'elle soit souvent dis-

La vague verte qui a balayé l'Afrique du Nord est dans l'impasse. Absence d'un projet, manque d'initiatives, crise économique, ont progressivement amené les vainqueurs des élections d'hier à tenter de s'adapter pour survivre.

crète, l'aide des pays du Golfe à la Tunisie et à l'Égypte ne semble pas significative. Des spécialistes l'expliquent par le différent idéologique qui sépare les Frères musulmans, au pouvoir dans ces pays d'Afrique du Nord, et le wahabisme, prôné par les riches monarchies du Golfe. Mais au final, l'Algérie, qui a un intérêt immédiat à la stabilité de la Tunisie, par exemple, a fait plus d'efforts que certains pays « islamistes » du Golfe, selon un diplomate algérien.

D'autre part, ces pouvoirs islamistes qui ont pris le pouvoir en Afrique du Nord à la faveur du printemps arabe, ont adopté des stratégies largement différentes. En Égypte, les frères musulmans pensaient être en mesure de prendre le pouvoir, pour se résigner à le partager. Ils ne contrôlent ni le ministère de la défense, ni les affaires étrangères, ni les services de renseignements. C'est pourtant là que se trouve le vrai pouvoir en Égypte.

Mais les frères Musulmans de M. Mohamed Morsi ont, surtout, envisagé de gérer le pays selon une vision étriquée, oubliant que près de la moitié de l'Égypte ne leur était pas acquise. N'ayant pas l'épaisseur requise pour gérer tout le pays, ils se sont recroquevillés sur eux-mêmes, se contentant de satisfaire leur clientèle.

Ennahdha

et le « trou noir » libyen

A l'inverse, les Tunisiens d'Ennahdha semblent avoir, dès le départ, compris le danger. Ils ont choisi de s'allier avec des courants plutôt laïcs, au risque de perdre leur identité. Mais grâce à cette démarche, ils ont pu amortir les attaques frontales de leurs adversaires les plus radicaux. La présence de Moncef Marzouki à leur côté leur a épargné de subir, seuls, les attaques les plus violentes. Ils ont ainsi réussi à traverser, sans trop de dégâts, la crise née de l'assassinat de l'opposant radical Chokri Belaïd.

Pourtant, le parcours d'Ennahdha n'a pas été sans faute. En livrant l'ancien premier ministre libyen, Baghdadi Mahmoudi, au nouveau pouvoir de Tripoli, ils ont commis une faute grave. Leur erreur est apparue dans toute son ampleur quand des informations crédibles ont confirmé que M. Baghdadi a été probablement torturé par les nouveaux maîtres de la Libye. Inacceptable pour des hommes qui ont précisément subi la torture sous le régime de Ben Ali.

Pourtant, à la différence des frères Égyptiens, Ennahdha assume son exercice du

pouvoir. Quand a sonné l'heure de combattre les jihadistes, le gouvernement Ennahdha l'a fait, et l'a assumé. En se plaçant dans cette perspective, le parti de Rached Ghannouchi se place comme un parti de pouvoir, dans la durée, et non comme un intermittent qui risque de disparaître après un tour de piste.

Au Maroc, c'est une réalité totalement différente. Les islamistes du PJD ne veulent surtout pas déranger. Face au poids du makhzen, ils veulent seulement faire profiter leurs réseaux de la rente jusqu'ici réservée à ce makhzen. Ils ne veulent ni instaurer un état islamique, ni islamiser la société. Ils veulent juste être reconnus et respectés, et en tirer quelques dividendes. De ce point de vue, non seulement l'islamisme politique ne constitue pas une menace pour la monarchie marocaine, mais il tend à la consolider, pour espérer en devenir un nouveau pilier. A l'autre extrême, se pose le cas libyen. Dans ce pays, l'islamisme politique n'arrive pas à s'imposer réellement. Il accompagne la dislocation de l'État libyen, et se montre incapable de jouer un rôle de fédérateur, pour pallier l'absence de mouvements politiques d'envergure nationale. L'absence d'un État, d'une armée structurée, et d'organisations politiques et sociales nationales offrait pourtant un terrain favorable.

Mais les mouvements islamistes libyens hésitent entre prosélytisme, jihadisme et conservatisme social, alors que l'implantation de la confrérie des frères musulmans demeure faible. Ces mouvements « sont dans un trou noir, à l'image de la Libye », selon la formule d'un sociologue, qui se dit « frappé par le peu d'imagination dont ont fait preuve les partis islamistes de gouvernement ».

USA-Europe Frères ennemis

Par M'hammedi Bouzina Med

C'est le nouveau feuilleton pour les grandes vacances de l'été : les USA contre le reste du monde que cette découverte invraisemblable, via Edward Snowden, d'une Amérique tricheuse, voyeuse, sans scrupules qui espionne l'Europe et le reste du monde. Les voix effarouchées des leaders européens, indignés par tant d'indiscrétions pour ne pas dire trahisons sonnent comme des répliques d'acteurs dans une grande pièce théâtrale qui ne convainc même pas les spectateurs que nous sommes. Depuis quand l'espionnage sous toutes ses facettes : économique, industriel, sécuritaire, politique s'embarrasse-t-il de morale, d'éthique ou dispose-t-il d'un code de déontologie ? Depuis que les hommes vivent en tribus, ils « s'observent », se concurrencent pour mille et une raisons et usent de tous les stratagèmes possibles pour « survivre » dans l'affrontement naturel qui les oppose et qui est le moteur de leur histoire. Récemment, soit à la veille de la chute du communisme à la fin des années 80, la « guerre » du renseignement et de l'espionnage faisait rage entre les démocraties occidentales et les pays communistes. Nous fait-on croire que la guerre souterraine de l'espionnage a disparu avec la chute du mur de Berlin ? Trêve donc de manifestations étonnées des leaders européens et leurs déclarations sentencieuses qui menacent, ridiculement, de remettre en cause le Partenariat commercial stratégique avec les USA si les révélations de l'agent de la (NSA), Snowden, s'avéraient fondées. Parce qu'il faut bien nous expli-

quer comment ne pas s'intéresser aux 1.000 milliards de dollars qui sous-tendent, chaque jour, le commerce entre l'Europe et les USA et que le projet de partenariat vise à développer d'avantage pour assurer sa suprématie sur le reste du monde. Et puis il y a aussi tout le reste : la sécurité, la lutte antiterroriste, l'Otan etc. Jusqu'à preuve du contraire, tous les pays européens, y compris les nouveaux venus au sein de l'Union européenne, sont membres de l'Otan. Faut-il rappeler que les vrais patrons de l'Otan sont les USA ? Ils disposent et contrôlent tous les postes de commandement, tant ceux du quartier général (QG) que ceux des commandements régionaux. Ils fournissent 90 % des forces navales et aériennes de l'Organisation transatlantique. C'est en toute logique que leurs services de renseignement, d'espionnage et de contre-espionnage soient sur le qui-vive permanent, équipés des derniers moyens technologiques et surtout, érigent en principe cardinal la « méfiance » jusque chez eux, entre eux. Après tout, les révélations sont l'œuvre d'agents américains (Bradley pour Wikileaks et Snowden pour cette fois-ci). Reste maintenant l'aspect « fiction cinéma » qui entoure ce « scandale » diplomatique. A lire et entendre les médias européens, il y aurait eu des agents américains qui auraient placé des micros d'écoute dans les bureaux et salles de réunions des Institutions de l'UE et dans bien des ambassades chez eux et ailleurs dans le monde.

Mais pourquoi alors avoir fait appel, pour une grande partie, à la technologie américaine pour équiper les systèmes informatiques et de communications des Institutions européennes et de l'Otan ? Jusqu'au système de géolocalisation par satellite (GPS) : L'Europe affirme depuis des années

qu'elle travaille à son propre système de navigation par satellite, le projet « Galiléo » dont l'exploitation est annoncé pour 2014. Dix contre un que « Galiléo » sera repoussé à une autre échéance et que l'Europe continuera à naviguer sous les auspices et la bienveillance des Américains.

Par ailleurs, pourquoi les USA auraient-ils pris des risques si détectables, inutiles et fort peu rentables en plaçant des micros d'écoute dans les bureaux des leaders européens ? Les lobbyistes, journalistes, analystes américains sont si nombreux et bien installés au sein des Institutions européennes qu'ils fournissent une masse d'informations quotidienne prête à l'exploitation par Washington. Enfin, pourquoi les Européens crient-ils à la trahison alors qu'ils ont signé et entériné « l'Accord sur l'échange des données personnelles » de tous les voyageurs partant de l'Europe vers les USA ? En cette année 2013, et après bien de réserves, les Européens ont estimé satisfaisantes les conditions de l'Accord. Jusqu'au Contrôleur européen de la protection des données personnelles (CEPD) qui a avalisé les conditions de l'accord. Rappelons que les données personnelles des voyageurs (y compris leurs fonctions, croyances religieuses...) sont transmises au ministère de l'intérieur américain (DHS). Voilà les Européens livrés nus aux services de renseignements américains sans que cela ne choque leurs leaders. En réunissant tous les moyens humains, technologiques, militaires etc., les USA n'auraient pas l'absurde idée d'installer des micros d'écoute dans les bureaux des diplomates européens. Evidemment, toute cette bataille du renseignement et d'espionnage est jus-

La querelle Europe/USA à propos des révélations de l'agent de l'Agence de sécurité américaine, Edward Snowden, prend une allure de roman-fiction en Europe. Jusqu'à accuser les USA, à l'heure du satellite, de pose de micros d'écoute dans les bureaux des leaders européens. Sidérant.

tifiée par un énorme risque commun : la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Le monde entier y adhère, y compris l'Afghanistan, l'Irak et même la Syrie en guerre. Reste le volet politique de cette affaire et il serait difficile de conclure à un affrontement des idées entre les USA et l'Europe. Les deux défendent la démocratie et le libre-échange commercial. Les deux dominent le monde et aspirent à le rester. Ils sont alliés et acteurs dominants dans la marche du monde vers une économie de marché mondialisée. Ils savent tout l'un de l'autre et les révélations de l'agent Bradley (soldat de 2^{ème} classe) ou celle d'Edward Snowden (ingénieur informatique) ne changeront rien la solidarité euro américaine dans sa quête d'hégémonie économique et commerciale du monde. Enfin, posons la question : pourquoi ces « histoires » d'espionnage concernent, toujours, le couple USA/Europe ? Pourquoi jamais encore la Russie ou la Chine par exemple qui, elles, sont dans une position géostratégique concurrentielle à « l'Occident » à bien des égards. Faut-il en conclure que ces derniers pays sont à l'abri de l'espionnage sous toutes ses formes ? Que du contraire : la guerre du renseignement et de l'information et plus intense, voire violente entre ces pays, les USA et l'Europe avec, cependant, une constante : jamais de scandale public. La discrétion, le secret et le mode « Off » sont les caractéristiques de base du monde de l'espionnage. La querelle USA/Europe sur ce sujet ne sera qu'un « scandale diplomatique » de plus en ce début de grandes vacances. En attendant peut-être une autre bourrasque bancaire venue des USA ou une autre guerre, cette fois vraie, ailleurs en Afrique ou dans un pays arabe.

■ Réformer ou... mourir

C'est bien connu, la vie politique n'obéit qu'aux lois d'airain de la nécessité. Ainsi, une réforme n'est engagée que quand il devient impossible de la différer.

Par Brahim Senouci

En Algérie, tant que le pouvoir dispose de la rente pétrolière, et donc qu'il peut acheter la paix sociale, sa pente naturelle l'amène à vouloir prolonger indéfiniment le statu quo. Le vocabulaire de la réforme n'est qu'un habillage censé masquer le fait que, 51 ans après l'Indépendance, l'Algérie dépend encore à 97 % d'une ressource non renouvelable. On aurait pu espérer que la fin - prévisible désormais - du pétrole constitue cette fameuse nécessité qui aurait contraint le Pouvoir à réformer ou, mieux, à laisser la place à une alternative apte à endosser cette responsabilité. Las, des perspectives pharaoniques semblent s'ouvrir avec l'exploitation d'un gaz de schiste dont nous détiendrions des gisements énormes. Il y a fort à craindre que l'enjeu écologique énorme que pose son exploitation ne pèse pas lourd auprès de nos décideurs, au vu de l'extraordinaire bouffée d'oxygène qui leur est promise.

L'heure est grave. Bien sûr, on le dit sur tous les tons depuis des années. On s'était habitué à un discours catastrophiste qui fonctionnait comme une sorte de thérapie de groupe. On n'y croyait pas vraiment. Aujourd'hui, il prend corps. Ceux qui ont entre leurs mains les pouvoirs de décision doivent prendre leurs responsabilités. Ils doivent engager dès à présent un processus REEL de transition

leurs ressources sont en baisse et leur puissance en déclin. Elles sont arrivées au bout de cette logique et menacent ruine. Elles sont contraintes alors de réformer à chaud, en période de crise, en appliquant les médicaments classiques : plans d'austérité, rabotage des prestations sociales... Ce faisant, elles alimentent la récession à cause de la montée du chômage et de la contraction du pouvoir d'achat, aggravant ainsi la crise.

Depuis des siècles, les économistes conseillent aux gouvernements de réformer à froid. C'est en période de prospérité, disent-ils, qu'il faut restaurer les équilibres budgétaires, adapter l'âge de départ à la retraite à l'allongement de l'espérance de vie, vérifier la pertinence des subventions, mettre les entreprises en mesure de supporter la concurrence étrangère... C'est là que ces réformes sont le moins douloureuses, la croissance économique jouant le rôle de substitut à la puissance publique pour, sinon améliorer, du moins maintenir le niveau de vie. Ces appels ne sont presque jamais entendus, hormis dans les pays de tradition luthérienne comme la Norvège. Ce pays a résisté à la tentation de vivre dans une aisance facile en utilisant les recettes abondantes de ses hydrocarbures pour importer des biens plutôt que de les produire. Ainsi, les revenus des activités gazières et pétrolières sont investis dans un fonds de retraite public. Ce fonds, souvent appelé Fonds pétrolier, détient en moyenne 1% des actions dans le monde. Il garantit ainsi les retraites des générations actuelles mais aussi celles des générations futures.

QU'EN EST-IL DANS NOTRE PAYS ?

Nous avons eu notre part des bienfaits de la Nature. Le moins qu'on puisse dire est que nous n'en avons pas fait un usage vertueux. Comme chacun sait, une partie des revenus de nos hydrocarbures a servi à enrichir une coterie de prédateurs. Qu'est-il advenu du reste ? Il a servi comme fonds de garantie au Pouvoir pour se maintenir. Contre toute logique, il a servi à augmenter des salaires de manière outrancière et injuste. Ceux qui en ont bénéficié jouissent d'un niveau de vie enviable. Les autres, qui ne constituent ni une clientèle ni une menace pour le Pouvoir, font les frais d'une inflation largement provoquée par cette envolée sélective des revenus. L'argent a servi aussi à financer le logement. C'est sans doute plus louable mais là aussi, les critères d'éligibilité aux aides de l'Etat ont été trop souvent contournés au profit d'une classe de profiteurs qui en a fait une source d'enrichissement supplémentaire. Certes, des équipements d'utilité publique ont été réalisés : autoroutes, métros, tramways, centrales électriques... Mais, de l'avis général, ils ont coûté bien plus cher que leur prix réel et, surtout, leur construction n'a pas donné lieu à un transfert de savoir, n'a pas suffisamment impliqué des partenaires nationaux. C'est bien le bon vieux principe du « clés en mains » qui a prévalu. Le plus grave, c'est sans doute la consommation massive et l'importation à tous crins de biens non durables, des produits alimentaires aux voitures, qui engloutissent près du tiers des recettes en devises !

L'équation est simple. Cette situation ne sera plus tenable au-delà d'un terme parfaitement prévisible. Penser que le gaz de schiste viendra prendre le relais du bon vieux pétrole serait un calcul erroné. Il faudrait d'abord régler les immenses problèmes écologiques que poserait son exploitation. La mise en route de sa production ne pourrait se faire que dans dix ou vingt ans. Enfin, sur ce terrain, bien des pays ont pris de l'avance sur nous, notamment les Etats-Unis qui en sont devenus exportateurs, ce qui augure mal du volume des revenus futurs escomptés. Pendant ce temps, les importations explosent et l'Algérie



donne l'image d'un pays apparemment prospère, certainement inerte, fonçant, tel un bateau ivre, un Titanic dépourvu d'orchestre, vers un mur. « Cerise sur le gâteau », le pays n'est plus vraiment gouverné. Son Président est aux abonnés absents. Le Conseil des Ministres ne se réunit plus depuis plusieurs mois. Une élection présidentielle est prévue pour avril prochain, elle ne fait l'objet d'aucune préparation. L'émeute a atteint même les salles d'examen du sacro-saint baccalauréat ; des candidats, sous prétexte d'un sujet de philosophie jugé non pertinent, ont pris le Pouvoir et ont ouvertement défié les surveillants en s'arrogeant le droit de copier en toute simplicité. L'essence fait défaut dans plusieurs wilayas. La raison n'en est pas seulement l'accroissement disproportionné du parc automobile. Elle réside aussi dans l'incapacité de l'Etat d'empêcher des trafiquants de second ordre de s'en servir pour alimenter les marchés des pays voisins. Jamais l'Algérie n'avait atteint ce degré d'anomie, jamais.

L'heure est grave. Bien sûr, on le dit sur tous les tons depuis des années. On s'était habitué à un discours catastrophiste qui fonctionnait comme une sorte de thérapie de groupe. On n'y croyait pas vraiment. Aujourd'hui, il prend corps. Ceux qui ont entre leurs mains les pouvoirs de décision doivent prendre leurs responsabilités. Ils doivent engager dès à présent un processus REEL de transition de nature à doter le pays d'une direction déterminée à lancer immédiatement les réformes nécessaires à la remise sur pied de l'Etat et de l'autorité publique. Cette direction nouvelle devra faire un travail pédagogique extraordinaire. Il faudra en effet expliquer aux Algériens qu'ils devront apprendre à vivre autrement, qu'ils ne pourront plus guetter les miettes que leur jette de temps à autre un Pouvoir dénué d'imagination, tout juste capable de sacrifier les bijoux de famille pour acheter des sursis. Les Algériens sont prêts à entendre ce discours. Ils savent au fond d'eux-mêmes que le mode de gouvernance actuel n'est pas de nature à leur assurer un avenir de progrès et de prospérité. Ils savent que ce mode de gouvernance est

assis sur le pillage des ressources naturelles du pays et que, demain, la nourriture fera défaut parce qu'il n'y aura plus l'argent des hydrocarbures pour acheter le blé français ou canadien. Il sait qu'il n'y aura plus de médicaments parce qu'ils nous viennent aussi de l'étranger, plus d'usines pour dessaler l'eau de mer, plus de tramway, de métros, de lignes de chemin de fer parce que nous ne pourrions plus continuer à payer les entreprises étrangères qui les réalisent ; nous n'avons pas en effet dans notre pays les compétences nécessaires pour le faire. Il va falloir une révolution copernicienne pour rompre avec des décennies de mensonge, pour constater le caractère factice de la prospérité apparente que dégage le spectacle des éventaires si bien achalandés de produits venant du monde entier.

Nos fameux décideurs ont les cartes en mains. Ils peuvent continuer à ruser en choisissant, à la faveur d'une pseudo élection, un président docile, s'attendant à la tâche d'éteindre les foyers d'incendie ici et là en dispensant à tour de bras la manne encore disponible, maintenant ainsi un semblant de paix sociale qui permet aux mauvaises fortunes de prospérer. Ils prendraient ainsi une lourde responsabilité devant l'Histoire. Ils seraient comptables de la liquéfaction de notre pays, ce qu'à Dieu ne plaise, qui serait le résultat logique, inexorable, de la libération des forces centrifuges multiples dans une Algérie vidée de ses hydrocarbures. Ils peuvent laisser s'accomplir, voire accompagner, un mouvement de réforme profond, conduit par des patriotes sincères, avec le soutien d'un peuple averti, décidé enfin à prendre en charge son destin. Ce scénario vertueux consacrerait le processus d'indépendance en permettant au peuple d'être pleinement acteur de son devenir. Les chantiers sont immenses, à la mesure de l'immobilisme qui a figé le pays pendant plus de cinquante ans. Mais un élan nouveau est possible. Personne ne donnait cher de la peau d'un peuple désarmé, acculturé, misérable, face à une des premières puissances mondiales. On connaît la suite...

■ Tempêtes estivales pour un automne clément

Par Salim Metref

Là où les régimes dictatoriaux ont régné, ils laissent souvent une empreinte indélébile. Ils propagent autour d'eux, lorsqu'ils tombent ou qu'ils viennent à mourir, un parfum morbide, une odeur mortifère qui inhibe les esprits, brida l'espérance et empêche la lumière de jaillir. Ils emportent souvent dans leur chute des pays tout entiers, appauvrissent encore plus des peuples qu'ils ont longtemps affamés et dépouillés et laissent ici et là des brasiers encore fumants qui ne demandent qu'à être ravivés pour semer une fois de plus la désolation, la haine, le feu et la mort.

Et il y a aussi des enseignements précieux que l'histoire ne cesse de nous livrer et qu'il faut retenir pour mieux méditer l'avenir. Ainsi les soubresauts qui agitent la Tunisie post-révolutionnaire, les troubles récurrents qui empoisonnent la

grande Egypte et l'empêchent d'illuminer de son histoire et de sa splendeur, comme elle a toujours su le faire, l'humanité toute entière ne sont, semble-t-il, que les effets post-traumatiques de régimes autoritaires qui auront réussi la prouesse de durer dans la répression sanglante de leurs propres peuples, la confiscation de leurs richesses et leur dilapidation grâce à un génie maléfique puisé dans l'histoire de la colonisation et les enseignements des pires dictatures qui ont jalonné le monde. Qui peut dire aujourd'hui que les graves troubles que traverse l'Egypte et dont on ne connaît pas encore les dangers qu'ils pourraient induire à court terme seraient absolument le fait d'un régime pourtant issu de la volonté populaire et à qui l'on voudrait signifier après une année d'exercice la fin de sa mission ? En réalité, les nouveaux dirigeants égyptiens paient, semble-t-il, les effets différés d'un lourd passif, héritage d'un régime qui a régné sans partage durant des décennies et qui a mis le pays à genoux, qui resurgit aujourd'hui et qui appauvrit le peuple et provoque sa

dislocation. La Tunisie pourrait aussi connaître le même sort et sans doute pour les mêmes raisons. Et d'autres pays encore pourraient suivre. Les capitaux ont fui les révolutions et ont laissé la marmite populaire vide. Et lorsque les peuples sont pris à la gorge, que la crise et la cherté de la vie les étranglent et que la générosité et le partage promis ne peuvent s'accomplir parce que les caisses sont vides et que l'économie s'effondre, alors tous les scénarios deviennent possibles. Même les plus machiavéliques.

Mais il ya aussi d'autres éléments inducteurs pires que les effets de l'exercice répressif de régimes sans envergure politique et sans légitimité populaire. Comme la mise en place d'un nouvel ordre mondial impitoyable qui libère sa meute de prédateurs et qui dépasse de loin même les dictatures en place dont l'offre de services et l'utilité seraient désormais récuses. Il s'agit maintenant de s'accaparer de force et de l'extérieur des biens, richesses, identités, cultures, de peuples souverains qui ne demandent qu'à vivre en paix

et qu'il faut réduire, dompter, amadouer et asservir. La machine diabolique qui segmente l'humanité, la domine, la bride pour mieux la soumettre fonctionne à plein régime et n'épargne aucun pays. Elle cible en priorité le monde musulman que les nouveaux cavaliers de l'apocalypse ont désigné comme le champ expérimental prioritaire de la nouvelle doctrine de domination du monde mise en place déjà à l'occasion de l'invasion de l'Irak. Et si la Turquie et l'Iran résistent encore grâce à des données et des atouts inhérents à ces deux pays, la nouvelle équation mondiale se déploie comme prévu ailleurs. Et le chaos programmé en Egypte, en Syrie, au Maghreb et qui n'épargnera peut-être pas même les riches monarchies du Golf fait froid dans le dos. Cette machine implacable a déclaré l'Islam, dernier rempart contre l'asservissement de l'humanité par la domination absolue et la prééminence de l'argent et d'autres choses encore, obstacle majeur à détruire et a proclamé la fin prochaine et l'extinction du fait religieux, culturel et de

toutes les valeurs et comportements qui s'en inspirent. Le visage présenté comme angélique de la mondialisation ressemble de plus en plus à celui hideux de Lucifer. Il porte déjà en lui les stigmates de la laideur de l'uniformité que cette dernière se propose d'infliger à l'humanité. Le pire est déjà à venir et l'intelligence doit vaincre l'égo, source de toutes les imprudences. L'Algérie, pays martyrisé par tant de tragédies ne désespère toujours pas de changements radicaux et pacifiques à venir. La tentation de l'immobilisme et celle du statu quo seraient suicidaires.

Elles portent souvent en elles-mêmes les germes de la dislocation et du désordre. Aucune circonstance, aucun contexte, aucun prétexte ne pourraient justifier de surseoir encore plus longtemps à l'incontournable virage qu'il faudra prendre. Celui d'une transition réussie et pacifique vers le véritable état de droit, seul garant après Dieu de notre propre survie, qui ne s'est toujours pas concrétisé. Celui dont les contours ont été déjà esquissés par les résolutions du congrès de la Soummam.

Mais c'est quoi cette Education ! ?

«L'école est chargée de deux missions : enseigner et éduquer»
(Robert Dottrens)

Par Rachid Brahmî

Il est dommage que dans les médias, certains abordent un sujet, sans le maîtriser, ignorant son b.a.-ba, et in duisant en erreur, ceux non avertis qui voient leurs cartes cérébrales brouillées ; puis navrant que des «Cadres» de l'Etat, en «dribbleurs» invétérés, nous expédient des «analyses» entortillées, par la langue de bois, éculée, lourde, amphigourique, au lieu de l'Argument, prenant les citoyens pour des décerébrés. Très excusable donc, le quidam lambda, de se muer en analyste-expert, dans tel rayon, sinon dans tous ceux du Savoir. Et tout un chacun, y va d'un son de cloche ou de sa comptine.

Ce préambule étant ici soufflé, le but est de tenter de cerner un concept, celui de l'Education, tel que défini, non pas par le perçu populaire, un sens que lui attribue l'humble citoyen, autour d'un café, mais bel et bien, par l'usuel dictionnaire, ensuite à partir de documents irréfragables ou des avis de pontes de la question.

Voyons voir : en consultant le simple dico, l'éducation est l'action d'élever, d'instruire, de former les enfants, les jeunes gens. Poursuivons : on parle partout, de ministère de l'Education nationale, pas de celui de l'enseignement, ou de l'instruction. Selon monsieur Larousse notons : «L'éducation est la conduite de la formation de l'enfant ou de l'adulte. Avec mister Wikipédia relevons : «Enseigner est donc éduquer, mais éduquer n'est pas forcément enseigner».

Gérée par un Scientifique, une encyclopédie web, du nom de «La Toupie» précise :

«L'éducation est l'action de développer un ensemble de connaissances et de valeurs morales, physiques, intellectuelles, scientifiques... L'éducation permet de transmettre d'une génération à l'autre, la culture nécessaire au développement de la personnalité et à l'intégration sociale de l'individu». Convenons aussi, avec La Toupie que : «L'éducation de l'enfant et de l'adolescent repose sur la famille, l'école, la société, ...».

L'Unesco⁽¹⁾ entend par éducation de base, une définition datant de 1958, ce minimum d'éducation générale qui a pour but d'aider les enfants et les adultes privés des avantages d'une instruction scolaire, à comprendre les problèmes du milieu où ils vivent, à se faire juste une idée de leurs droits et devoirs, tant civiques qu'individuels, et à participer plus efficacement au progrès économique et social de la communauté dont ils font partie. Selon le même document, elle est dite de base, en ce sens qu'elle confère le minimum de connaissances théoriques et techniques indispensables pour parvenir à un niveau de vie suffisant. Ceci met en évidence, le rôle important des pouvoirs publics dans cette éducation dite de base. L'Unesco a complété la définition de 1958, par une autre, datant de 2011, plus technique, plus élaborée, sur l'Education, mais ne s'éloignant pas des principes généraux que nous venons de présenter.

Quant à feu Olivier Reboul, Spécialiste du philosophe Alain, ses autres domaines de compétence ayant été la rhétorique et la philosophie de l'éducation, il fournit dans l'un de ses ouvrages⁽²⁾, disséquant l'Education, des définitions qui rejoignent celles citées plus haut. Reboul précise dans son ouvrage, en page 7 et 8, que l'Education est devenue un domaine d'études pluri et trans-disciplinaires, où l'on retrouve ce qu'il nomme, les sciences théoriques (l'ethnologie, la sociologie, la psychologie, la sociolinguistique, l'économie, l'histoire et d'autres domaines) et les sciences spécifiques (les didactiques, la docimologie, la psychopédagogie,

et autres), le tout centré sur l'éducation. Pour l'illustration, la docimologie, selon le dico, est l'étude des divers facteurs qui déterminent la notation, lors d'un examen.

Cela fait penser à ceux qui n'ont rien à voir avec le système éducatif, et estiment qu'un sujet du Bac 2013 était difficile, ou encore, à ceux, qui usent à tort et à travers, de concepts tels celui d'Académicien. Sincèrement respectueux des lecteurs, et n'étant pas là pour faire un cours ou donner des leçons, mais partager ; et pour avoir une idée sur ce qu'est une Académie ou ses locataires, nous renvoyons de préférence, à une encyclopédie. Pas La Toupie, mais Wiki, ou une autre mieux fournie. Car La Toupie ? Rien sur l'Académie. Nenni !

En outre, O. Reboul note : « le moins qu'on puisse leur demander (à ces sciences) est qu'elles respectent deux conditions. D'abord que ceux qui les pratiquent soient réellement spécialistes dans leurs sciences respectives, réellement historiens, réellement économistes. Ensuite, que tous s'imposent une réelle interdisciplinarité, c'est à dire coopèrent en prenant le risque d'avoir à modifier leur point de vue. Par exemple sur l'échec scolaire, si chacun reste enfermé dans sa discipline, il sera tenté de l'expliquer uniquement par celle-ci ; et c'est alors qu'on tombe de la sociologie dans le sociologisme, de la psychologie dans le psychologisme, bref dans un dogmatisme réducteur ».

Et si Reboul, affirme que la famille, l'école, l'université, mais aussi les mouvements de jeunesse, les formations continues, les fédérations sportives, sont des institutions éducatives, il précise que la fonction essentielle de la famille, est de former les sentiments

, en partant des pulsions les plus animales et en les transfigurant. Une autre sommité du monde de l'Education, un suisse, feu Robert Dottrens⁽³⁾, sociologue, co-fondateur, avec Jean Piaget, du Bureau international d'éducation en 1929, expert auprès de l'Unesco après la Seconde Guerre mondiale, affirme : «Eduquer, c'est libérer, ce n'est pas asservir ou dominer» Il précise aussi : «Eduquer, c'est aider à la formation de la personnalité de l'enfant ». Et Dottrens estime que la plus belle définition de l'éducation se lit à l'article 26 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme que les Nations Unies ont solennellement adoptée en décembre 1948 : «L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... » Il poursuit : « Faire autre chose, ce n'est plus de l'éducation, c'est du dressage ».

Suite à cet ajustement, Eduquer est un devoir des parents, qui démarre, certes au foyer, sans interruption, jusqu'à l'âge adulte où le rôle de la famille n'est plus prégnant, mais avec l'implication de l'Etat, matérialisée notamment, par les lois de la protection de l'enfance de l'Unesco, et par la nature du système éducatif. Concluons : éduquer donc, se situe à plusieurs niveaux, mais à qui revient alors, le rôle premier, celui du pilotage, si ce n'est aux pouvoirs publics, dans le cadre d'une bonne Gouvernance ?

(1) <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001260/126040FB.pdf>

(2) Olivier Reboul. La philosophie de l'éducation - 9e éd. - Paris : PUF, 2001 - coll. Que sais-je ? n°2441.

(3) <http://www.icem-freinet.fr/archives/tv/7/13-19.pdf>

Ce bac et mon fils.....

Par B. Rachid

L'auteur de ces lignes, un citoyen, un père d'enfants scolarisés, un enseignant, revient vous dire cette fois ci, que son fils, lui aussi a passé son Bac, et après l'attente subjectivement longue, les résultats sont là. Mais avant cela, le père avait imaginé les deux éventualités pour son enfant. Et il s'est trouvé que ce lundi 1er juillet 2013, jour de l'annonce et de la sentence, est arrivé. Le fils a décroché son Bac. Jour de délivrance, le père est évidemment heureux, car ce diplôme va permettre au fils d'envisager une autre étape dans la vie. Cependant, l'enseignant est plus ou moins confiant, plus ou moins soucieux. Soucieux, car n'ignorant pas qu'à l'instar de la majorité des bacheliers, son fils va être confronté à des nouveautés, en cette première année d'université, une délicate étape de transition. Il y a tout d'abord ce qui est préliminaire. Bac en poche, tout lycéen entame des procédures de préinscription, d'inscription et autres formalités pour prétendre à un banc, à l'université, et poursuivre ses études dans une discipline que les notes et le nombre de places pédagogiques disponibles autorisent. Nous assistons ainsi à un rush vers des filières. Mais pour une répartition homogène et inévitable des effectifs, une machine via son logiciel d'orientation tranchera, tel un couperet.

Il y a ensuite ce dévoilement des grandes insuffisances, qui va surgir, puisque la première année d'université est une lucarne sur notre école et ses tares. Car il est dur

d'admettre, et non pas de saisir, qu'après au moins une douzaine d'années d'études dans les cycles de l'éducation nationale, accédant à l'université, la quasi-majorité de nos étudiants, ne possède pas les capacités de communication, d'analyse et de synthèse requises. Parce que mal préparés, nos étudiants semblent rechigner au travail personnel. La pensée critique absente, ils n'ont pas été amenés à se triturer les méninges, la plupart d'entre eux sont persuadés que le bachotage et la mémorisation sont à la base de l'acquisition des connaissances en mathématiques ou en sciences physiques, pour les bacheliers scientifiques.

Cette première année est donc instructive pour les enseignants dont les plus anciens ont vu défilé une flopée de promotions, et sont naturellement amenés à comparer les différentes cuvées de bacheliers.

L'auteur de ce papier, l'enseignant, vous dira qu'en revenant sur des notions censées être assimilées antérieurement par l'étudiant, les collègues s'évertuent beaucoup plus à combler des lacunes qu'à progresser dans les programmes arrêtés ; une évolution freinée et amputée de connaissances requises dans la suite du cursus, à cause notamment de cette ridicule « 3ataba », instaurée par l'incompétence et les galipettes populo-politiques.

Par une réaction en chaîne, cette amputation se répercute inéluctablement sur les années d'études qui suivent. Pourtant, le père sait parfaitement que son fils a des capacités, et l'enseignant sait qu'il n'y a aucune raison pour que les étudiants actuels soient moins intelligents que ceux des trois premières décennies de l'Algérie indépen-



dante. Il sait donc qu'il y a une urgence à reformer le système éducatif. L'auteur de ce papier ne cessera de répéter, que tout bachelier, est censé avoir des capacités de communication écrite et orale, et un esprit critique, entraîné à la réflexion, l'analyse et la synthèse. Cherche-t-on à formater les ciboulots en usant d'instruments pavloviens pour obtenir des zombies, ou bien à former le citoyen de demain ? « De l'éducation de son peuple, dépend le destin d'un pays » a-t-on dit. Aujourd'hui, l'éducation ne se limite pas à une somme de recettes, à un bourrage de crâne, mais s'intéresse au développement des capacités cognitives, à la conceptualisation de l'abstrait et à l'adaptabilité de l'enfant dès le premier palier du système éducatif.

La marche est donc encore longue, pour toi mon fils, et pour tout bachelier ; les soucis encore plus grands pour toute mère et tout père. Puis, tu dois savoir que cette première année de Fac est ardue, beaucoup plus que celle d'avant, mais pas infranchissable. Et ce n'est pas ta p'tite mention au Bac qui va te dispenser de fournir encore plus

d'efforts ; car « au milieu des aveugles, le borgne est roi » dit-on fiston. Le travail régulier, l'assiduité, les efforts à fournir, en langue française notamment, pour les bacheliers scientifiques, comme toi, et l'apprentissage du travail personnel, sont des paramètres incontournables, que toi l'étudiant (tu l'es maintenant, tout comme les autres bacheliers) doit prendre en compte.

Quant à ceux qui ont subi un accident de parcours, privés de ce visa pour la Fac, ils doivent savoir qu'un Bac se refait avec de la volonté. Pour plus d'assimilation, pour être plus à l'aise par la suite, et s'inscrire dans la filière désirée. Mieux qu'un Bac avec un dix tout rond. Par contre, si l'échec est le résultat d'un long cursus scolaire irrégulier, parsemé d'embûches, avec plus de bas que de haut, l'auteur de ces lignes, pense alors qu'il n'y a pas que le Bac dans la vie. Car il y a la vie, avec ses multiples autres portes ouvertes. Bonne chance fiston, à toi, à tous les bacheliers et à tous les autres. Elle continue la vie, et à l'envi. Pour tous. InchaAllah.

L'autoroute Est-Ouest qui va pour le moment de Maghnia à Constantine, et qui compte rejoindre la frontière tunisienne, est un des ouvrages du siècle pour l'Algérie indépendante.

Bac 2013, l'échec de qui ?



Par El Yazid Dib

Un ministre durable et une école précaire, voilà le résultat d'une catastrophe que l'on refuse de nommer. Baba Ahmed est tombé dans la souricière.

Ces 66° des candidats qui n'ont pu accéder à la réussite de leur Bac, veulent passer pour être la résultante de tout le processus scolaire durant les quatre années du cycle secondaire. Seule la terminale a vu l'actuel ministre officier à sa supervision. Sinon tout le reste n'était pas de son ressort. Lui, pouvait-il arguer qu'il n'a récolté que ce que l'on a semé, en son absence depuis longtemps. C'est justement ce "long temps" que l'on doit analyser.

C'est sans doute le stigmate d'un homme qui a trop duré à être ministre. Il était plus vieux que l'école qu'il prétendait avoir recréé. L'histoire se passe là, chaque jour, défiant à l'aveuglement nos yeux. Présente, elle se dicte par défaut. L'homme, bel homme d'une élégance digne d'un livre de beaux-arts, ses yeux scintillaient comme du papier canson, sa tête haute comme le mausolée de Moscou sur la Place rouge, ne s'amollissait pas devant le temps et semblait heureux d'avoir affronté les siècles et dompté l'éternité. Il avait dans les tripes d'énormes concepts pétris dans les réformes journalières que seule sa propre réflexion arrivait à rendre lisibles tous les vocables empruntés à l'alphabet yougoslave, scandinave ou de Jules Ferry. Les essais sur la pratique scolaire, tellement répétitifs et ressassés, ont fini par faire perdre toute bonne pensée sur une classe, un classeur, un élève ou un instituteur.

Qu'il est démentiel, cet accoutrement dont se pare la réforme scolaire chez nous. D'un palier à un autre, l'élève est comme dans un nuage, il n'arrive plus à se situer dans la lourdeur de son cartable. Baba Ahmed parle du cartable numérique, au moment où l'informatique n'est pas garanti en enseignement à tous les échelons et dans toutes les contrées. Les cahiers mal quadrillés y côtoient les manuels bourrés d'imprécisions lorsque l'amputation d'un fait historique fait bouleverser l'ordre de l'histoire. Le comble aurait été commis quand l'amnésie se voulait faire place dans la déchirure d'un couplet, sans que la révolution n'aurait pas eu d'adversaire, ni encore pu identifier son bourreau. L'erreur est monstrueuse lorsque dans une feuille d'examen le candidat y écrit par SMS et s'apaise du savoir infus de son Bluetooth lui assenant à distance de quoi remplir son agoisse.

Si l'école peut s'apparenter à un immeuble et un portail, en quels termes alors pouvons-nous définir le lycée ou l'université ? Le premier ne peut être que cette même école, une grande infrastructure à la différence qu'elle est destinée aux adultes. L'université n'est cependant qu'un gros budget pour tout le monde. Surtout pour l'Etat. L'Education nationale a été de tout temps partagée entre le scepticisme, la doctrine et la réalité. La tendresse que l'on semble lui dévouer sans artifice s'est vite déflorée à la mesure des tenanciers conjoncturels d'une époque, d'un régime ou d'un caprice. Ce secteur névralgique dans la constitution physique du pays donne la physionomie d'un manque d'âme et d'animation. Faisant parfois dans l'agitation stérile, comme un malade vertical, tenu en souffrance pour cause de lucidité, il sursaute d'une humeur d'un pouvoir à l'envie d'un ministre. Cette pathologie est née, certes, dans un environnement presque inhospitalier et moribond qui ne cesse de s'affirmer en gangrenant tous les

segments cellulaires du corps social. La crise est dedans. Dans le cerveau catalyseur. La crise qui nous transperce a eu le dessus sur l'ensemble de nos actuels ministres. Quel est, dites-vous, le secteur qui s'en trouve quelque peu épargné ? La responsabilité d'un ministre n'est pas une simple responsabilité citoyenne. Quoique l'état par la force de la légalité, elle ne peut être uniquement passible de juridictions. Elle est censée à juste moralité, être une responsabilité nationale, engendrant dans son passage tout une vie temporelle d'une nation. Il n'appartient pas au juge du coin de coincer un ministre. Il peut le faire cependant dans le sens où cette responsabilité qualifiée juridiquement "du fait personnel" ou du "fait d'autrui" ou même "du fait des choses". Dans cette honte du Bac 2013, le ministre n'a pas été juste. Il a blâmé les candidats tricheurs sans pour autant rechercher le mobile de la fraude. Personne n'a à soutenir la contrefaçon de bacheliers.

Mais à quoi aurait servi le changement dans le portefeuille ministériel de l'éducation nationale si ce n'était pas cette obligation didactique d'ajouter une valeur supplémentaire à la crédibilité d'une école en voie de pourrissement ? Le taux de réussite avoisinant les 44/ n'est pas un honneur pour cette école. Il se peut qu'il arrive, ce taux à satisfaire le nouveau locataire, faisant ainsi passer cet examen pour un réel test, établi dans la stricte vérité scientifique. Il voulait aussi, peut-être, dire par cette vertigineuse descente, que l'échec est bel et bien dans la faiblesse des candidats, voire dans leur formation tout le long, le très long cycle scolaire. En somme nous croyons par déduction que l'année prochaine le taux de réussite dépasserait les 58/ (un peu plus que 2012) ce sera un rachat, non pas pour les candidats mais pour une image ternie au premier examen d'un homme croyant ne pas être rompu aux p'tits calculs politiques.

Et puis cette nouvelle mention de "a triché" c'est de la pure foutaise. Car un candidat qui est censé avoir triché est exclu sine die de toutes les épreuves. Une notification de cet acte répréhensible lui est signifiée par procédure de Pv de constat dument consigné et porté à sa connaissance. Soit on ne peut concevoir une tricherie qu'unilatéralement. Même dans le pire des crimes, l'acte d'accusation est porté à la connaissance du présumé coupable. En fait d'examen la fraude, si elle entraîne l'exclusion, elle n'engendre pas par conséquent la correction des copies et partant l'intéressé est carrément porté hors listing. Mais à voir une mention "a triché" devant un nom et prénom, ne peut être qu'une débandade. A la limite nous comprendrons qu'il s'agirait d'un autre calcul allant dans le sens cachotier de la gestion du scandale.

Alors que faire ? Se rassembler pour rien dans la rue ? Partir en justice ? C'est vrai ; la sanction d'un ministre ne doit pas trouver son issue dans les parois d'une justice. Il lui faudrait un autre emprisonnement. Dehors. Il doit sortir de cette identité ministérielle pour aller vers un anonymat originel. Une libération vaudrait pour lui toute une tempête de remords et de brutalité. Il aura à connaître les affres de la stupidité que l'on rencontre dans la rue, à la télé ou dans les médias, une fois sorti du costume et des belles chemises. Dans l'état actuel de l'école publique, la grève qui l'aggrave commence à être perçue comme un excès dans l'usage de droit. Elle frôle l'abus de pouvoir de part et d'autre. L'équation est ainsi tripartite. Il y a le ministre, l'enseignant et l'élève. Le premier est indifférent, le second est entêté et le dernier est un pauvre irréfléchi. Si le ministre, le monde le dit, devra réfléchir sur le comment il sera sommé de partir avec ou sans préavis, il incombe cependant à cet en-



seignant toujours rebelle et revanchard de bien refaire ses comptes. Quant à l'élève, il suit l'inconscience avec sa blouse, son gel et ses écouteurs. L'on ne voit plus l'instituteur, ce maître d'antan agir et faire ses cents pas à la récréation et entraîner l'émerveillement des bambins. Il était un modèle, un exemple. Il ne fumait jamais en classe, encore moins oser demander un à son rejeton d'éteindre son mégot quand il ne sollicitait pas un autre de lui fournir une sèche. Il lui arrivait par moment d'user d'une pipe qui n'avait à dégager non sans fumée que cette personnalité pleine de philosophie et de goût savant à l'appréciation de la vie.

Ce maître savait brillement se vêtir par son veston en tweed, son pantalon velouté ou son tee-shirt molletonné. Le tout emballé sous un caban que finissait une belle écharpe en laine soyeuse. Il n'avait pas dans la tête, le vœu d'un bel appartement LSP ou un lot marginal qu'une dalle inachevée lui faisait omettre les devoirs, la correction et la bonne note. L'enseignant d'antan donnait le tonus à l'acharnement des études. Il suscitait l'envie d'être come lui. Il produisait une folle ambition de vouloir un jour lui ressembler. Existe-t-il en ce jour des modèles d'enseignant à suivre ? Oui, mais Rares sont ceux continuent à faire rêver leurs apprenants. Bien au contraire, quelques-uns provoquent le désir de l'école buissonnière, ils font fuir l'esprit de cet enfant du corps de ce même enfant qui s'immobilise en classe à cause d'un règlement intérieur inouï. L'essentiel serait dans la présence matérielle de la masse en chair et en os, c'est tout. Peu importe l'évasion de la concentration et de l'assimilation.

A raisonner de la sorte, nous allons considérer nos collègues comme des prisons à des horaires fixes. Alors que dire de la crédibilité de notre enseignement ?

Quand un ministre envoie ses enfants ailleurs qu'en l'Algérie, quand le directeur de l'Education fait faire à ses enfants des cours de soutien, quand des enseignants font ce soutien après l'école à leurs élèves dans des garages, des sous-sols, des vides-sanitaires, quand les parents s'empressent à payer en groupe ou en heure ces vacances hors-la-loi ; que reste-t-il à la crédibilité ? Ainsi, l'histoire dira qu'à cette époque, il y avait un ministre qui ne dépensait son temps, aux dépens du temps que dans le dénouement des crises, le gel des grèves, le calcul des salaires, la lecture des journaux

ou le choix de ses cravates mais très peu dans la pédagogie, la didactique et le futur scolaire. Il sera remplacé par quelqu'un d'autre, tout niais dans le semblant, indécis devant les impasses et inerte dans le devoir d'assurer une justice dans une tricherie collective. Ce même ministre qui, bien avant la proclamation des résultats affichait une précaire réjouissance faisant rêver que le taux serait fortement appréciable "eu égard que l'année n'a pas été trop bousculée, n'a pas connu de longues grèves..." Il y a aussi des enseignants, voire des militants-enseignants qui consacraient leurs efforts loin de la rédaction de cours ou de fiches de leçons mais s'employaient à l'affiche, au slogan et aux mots d'ordre. Pourtant le parti FLN n'est plus preneur de candidats à puiser sur les estrades. L'histoire retiendra en toute amertume le calvaire non ressenti, de ces écoliers pris dans la tenaille violente que guetterait la déperdition ou l'oisiveté.

On verra en conclusion, un petit enfant regarder son instituteur, frère et émoussé, cheveux dépeignés, visage à fleur de peau, brandir un papier tenant lieu de fiche de paye et

Qu' il est démentiel, cet accoutrement dont se pare la réforme scolaire chez nous. D'un palier à un autre, l'élève est comme dans un nuage, il n'arrive plus à se situer dans la lourdeur de son cartable. Baba Ahmed parle du cartable numérique, au moment où l'informatique n'est pas garantie en enseignement à tous les échelons et dans toutes les contrées. Les cahiers mal quadrillés y côtoient les manuels bourrés d'imprécisions lorsque l'amputation d'un fait historique fait bouleverser l'ordre de l'histoire.

l'autre bien beau, sans rage lui assener un silence garni de cris lointains. L'écolier médusé se débarrasse à son bon plaisir de son trousseau et de son bout de tablier et part tout joyeux vers la boue, le cybercafé ou s'entasse dans l'abri des cages d'escalier.

Pour ce qui est encore de la débâcle bachelière de cette année, le ministre n'a même pas pris la peine d'animer la conférence commentant sa version. Renvoyée à un Directeur d'office impliqué techniquement dans la chose, la conférence de presse n'a pas dit tous les sous-dits de l'affaire du Bac 2013. Pour répondre à l'interpellation à qui doit-on imputer cet échec, la réponse est toute faite.

De la nostalgie en général et de la mélancolie en particulier

«J'ai plus de souvenirs que si j'avais mille ans» Charles Baudelaire

Par Fayçal Sahbi*

Un peu de nostalgie est nécessaire au rêve. Mais que c'est triste de voir ce rêve échouer dans un étagier nostalgique. Quand le médecin suisse Hofer définit la nostalgie, il ne pensait pas à l'Algérien. Et quand, un siècle et demi plus tard, Victor Hugo parla de «mal de siècle», il lui vint sûrement pas à l'esprit que l'Algérien en sourira un jour. La question n'est pas de savoir si l'Algérien serait nostalgique, mais de se demander si cela en deviendrait pathologique ? L'Algérien serait-il malade de sa nostalgie ?

Doux euphémisme est celui d'associer nostalgie et maladie dans une même phrase. Quand on parla pour la première fois de nostalgie, ce fut d'abord en des termes médicaux. Décrite par Johannes Hofer en 1688, dans sa thèse de Doctorat en médecine, comme «Obsession douloureuse de retourner au pays que l'on a quitté». La nostalgie faisait ravage parmi les gardes suisses du roi de France et était considérée comme une pathologie de l'imagination stimulée par des excitations sensorielles. Les gardes s'égarèrent dans la tristesse, tombaient fiévreux et souffraient d'insomnies. Puis, du fait d'un glissement de sens, dont le courant Romantique fut le principal instigateur, on transposa le terme qu'il épouse enfin sa dimension temporelle et désigner le sentiment d'irréversibilité douloureuse liée à l'impossible retour au passé.

LA NOSTALGIE CAMARADE

C'est dans ce mal doux-amer que les Algériens aiment s'empêtrer. Cette nostalgie est différente de celle d'un vieux réac, pour qui, «c'était mieux du temps des français». Lui, qui n'a même pas été Français. Du moins, jamais considéré comme tel. Elle est différente, parce que ce n'était pas mieux avant, mais c'était mieux tout à l'heure. C'est la nostalgie de jeunes gens, beaux, mais impuissants, jeunes et pourtant très vieux. Qui s'interrogent obstinément comment ça se fait qu'aujourd'hui est devenu si triste, si morose ? Aujourd'hui, où l'ennui, fruit de la morne incuriosité, prend les proportions de l'immortalité.

Dans cette Algérie, qui fête ses cinquante ans d'indépendance, la nostalgie passagère est devenue une condition moderne et incurable. Les cinquante premières années d'indépendance avaient commencé sur une utopie. Elles s'achevèrent mélancoliquement dans le spleen. La nostalgie, dont souffrent ces jeunes algériens, a une dimension utopique, seulement celle-ci n'est plus tournée vers le futur mais orientée vers le passé.

Pour ces nostalgiques, tout ou presque prend des airs de vieux souvenirs et des résonances de profonds regrets : les familles étaient plus solides ; on croyait en l'avenir ; les cinémas étaient fréquentés ; il y avait du respect pour les vieux, de la loyauté pour les amis et de la fidélité entre les amants ; les rues étaient plus tranquilles, plus propres ; les femmes paraissent plus belles ; La Sonacom était une fierté et Souk El Fellah représentait un

idéal ; la musique était meilleure, Om Kalthoum chantait encore, Rahbeh Deriassa était toujours à la mode et on écoutait avec ferveur Bob Dylan ; Les actualités étaient plus joviales bien qu'elle passaient en noir et blanc ; et l'on croyait toujours en l'avenir...

LA MOUSTACHE DE BOUMEDIENE

La nostalgie survient-elle du présent n'est plus à la hauteur du passé ? Cela serait vrai si le passé était vraiment à la hauteur des espérances. Constat peu évident et moyennement partagé. Comment expliquer alors ce refrain mélancolique qui tend à se répandre dans les partitions de la jeunesse algérienne ? Qu'est-ce qui motiverait par exemple ce discours nostalgique dans certains médias et sur internet ?

Toutes les sociétés, à tous les âges, à un moment ou un autre de leur évolution, ont connu ces histoires sur l'âge d'or et la décadence. Mais vue de l'Algérie, la nostalgie s'instaure presque comme une institution. Elle se nourrit de décadence et ravive la flamme du chagrin en soufflant dans les braises du désespoir. Dans la radio, dans la presse, sur internet, c'est tout un discours nostalgique qui s'évade des mailles d'une mémoire sincère mais sélective. Servant ainsi, à travers un rapport fétichiste avec l'Histoire, à la mythification de toute une période.

A défaut d'avoir un nom, cette période a un visage. Ou plutôt une moustache. Celle de Boumediene. Cette période est à la fois un couple : Bouzid et Zina ; une voix celle de Youcef Benouaâdia ; Un générique celui de Bled music ; un film : «Tahia ya Didou» ; une chanson : tirée du maigre répertoire de Amarna ; un synonyme : *Innocence*. C'est le mot qui revient le plus souvent dans les commentaires des *youtubers* algériens, revenant de leur pèlerinage nostalgique et virtuel de ces années *Sweet et fin*. Sweet comme ce goût juste avant l'amer de l'inachevé et fin comme clap de fin annonçant le terme d'un rêve et le début de l'apocalypse. Peu importe l'année, du moment que ce n'est pas maintenant. Dès lors qu'elles chantent la nostalgie au lieu de ne rien faire !

Pour toute une génération d'Algériens, la bonne musique s'appelle El Gusto ; le Rai n'est bon que s'il est vieux ; Merzak Allouach a arrêté de faire du cinéma après Omar Gatlato. Chez ces gens-là, on ne regarde le foot que pour se souvenir de ce frisson jouissif entre un raté de Madjer et un but de Beloulmi. L'Algérie a été libérée en 1962 mais l'Algérianité, elle, dans l'esprit de beaucoup, ne surgit que vingt ans plus tard, un soir d'été, dans un stade espagnol. Plus qu'un événement sportif, l'Algérie-Allemagne de 1982 est un mythe fondateur.

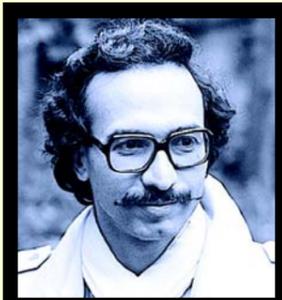
Le comble ? C'est qu'à force de lui rappeler que c'était mieux avant, de chanter les louanges du passé, toute une génération est désormais nostalgique d'une époque qu'elle n'a même pas vécue !

*Université d'Oran

Médiatic

LIVRES

Par Belkacem Ahcene-Djaballah



PRÉSENCE DE TAHAR DJAOUT, POÈTE...

Recueil de textes et de dessins. Réunis par Amin Khan. Editions Barzakh, Alger 2013, 222 pages, 700 dinars

Matheux, poète, journaliste, romancier. Réservé, pudique, au style irrespectueux et insolent. Humaniste, philosophe libertin. Plein d'humour, ayant le sens de la répartie derrière une moustache en forme de guidon qu'il passe son temps à lisser. Pas obtus pour un sou, passant d'une langue à une autre sans complexe... admirant Adonis, Al Jahiz, Abou Nouas, Naguib Mahfouz, Gamal Al Ghitany... Voltaire, Zola, Mamméri, Si Mohand M'hand, Kateb, Sénac...

Il a suscité aussi des rancunes et, même mort (assassiné par des terroristes islamistes), il n'avait pas été épargné... surtout par ceux qui, en réalité, jalouaient sa notoriété, son influence... et son franc-parler ainsi que son engagement politique : Dès le départ, il s'était impliqué pleinement dans le combat intellectuel contre les faiseurs de haine, car il avait, comme tout bon observateur social vivant proche de son peuple (qui mieux que le poète et le journaliste !) senti la montée des périls. Son hebdomadaire Ruptures, était le fruit de son engagement. Pour lui, comme le décrit si bien Mohamed Balhi, un de ses compagnons de route dans le journalisme, il y a «la famille qui avance et la famille qui recule» (il partageait totalement l'expression (qui lui avait été attribuée à tort) du Palestinien Mouin Bissou : «Si tu parles, tu meurs. Si tu te tais, tu meurs. Alors, parle et meurs.»

Textes, souvenirs, poèmes, récits... 36 textes, 36 auteurs, amis, admirateurs, lecteurs... De grands noms : Adonis, Aziz Chouaki, Hafid Gafaiti, Salah Guemriche, Kaouah, Abdellatif Laâbi, Arezki Metref, Ferhani, Balhi, Habib Tengour... plusieurs dessins de Martinez, Silem, Tibouchi. Une photographie émouvante de Djamel Farès... Du talent, bien sûr, mais surtout de l'émotion plein les lignes. C'est en les parcourant que l'on ressent la perte, à 39 ans, d'un homme (encore) jeune pétri de talent, annonciateur de génie... mais dont les ignares et les intolérants ne voulaient pas. Ils l'ont tué... Sans le savoir (???), ils venaient d'assassiner l'avenir de leurs propres enfants, un avenir que seuls les poètes peuvent dessiner.

Avis Vous l'avez peut-être raté ou peut-être mal compris de son vivant, rattrapez-vous ! Avant d'aller à ses œuvres, connaissez-le grâce à cet ouvrage.

Extraits : «Les seuls compagnons qui comptaient pour lui étaient ses livres, occasionnellement les individus» (p 38). «De son engagement, il avait la candeur de ce rêveur qu'il évoque comme une prémonition du destin» (p 137), «... Dors bien mon ami/Dors du sommeil du juste/Repose-toi même de tes rêves/Laisse-nous porter un peu le fardeau» (p 147, extrait d'un poème de Abdellatif Laâ-

Tahar, Lounès, Taos... Ecrits d'amour, cris de douleur !

bi, «à la mémoire de Tahar Djaout»), «Un peuple qui a honte du sort qui lui est fait, qui ne vit que de subsides, qui n'espère aucun travail, qui voit des quartiers entiers à l'état de ruines, finit par se mépriser, lui et tout ce qui l'environne. Il se farde de sa crasse.» (p 190), «Les présences lumineuses ne s'éteignent jamais» (p 211)



REBELLE... MÉMOIRES ET SOUVENIRS.

Par Lounès Matoub, avec la collaboration de Véronique Taveau Dar Rafik El -Maaârif, 2013, 310 pages, 500 dinars (première édition : Gallimard 1995, France)

Le 9 octobre 1988, après une course-poursuite en rase campagne, un gendarme lui tire, à bout portant, cinq balles de Kalachnikov. Le 6 août 1980, il est poignardé par un «ennemi intime» (des voisins irascibles)... dans l'enceinte même d'une brigade de gendarmerie. Décidemment ! Le 25 septembre 1994, il est enlevé par des éléments du Gia. Il ne voyait pas «pourquoi il arrêterait de boire de l'alcool sous prétexte que quelques fanatiques de l'Islam voulaient lui imposer leur loi». «La religion exploite les consciences. Je ne veux pas qu'on exploite la mienne», écrit-il. Séquestré durant quinze jours et seize nuits, «jugé» et «condamné à mort», il est libéré du cauchemar grâce à la mobilisation de la population.

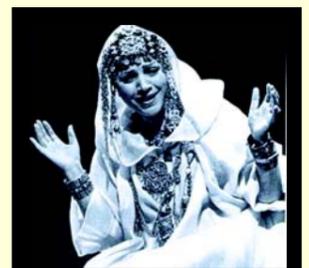
Fils des hauteurs du Djurdjura, as de l'école buissonnière, «ayant failli mettre le feu au village» à l'âge de cinq ans à peine, issu d'une famille modeste au sein de laquelle la mère était soumise au travail très dur des champs (tout en chantant avec sa voix si belle), c'est un véritable rebelle à l'ordre établi, surtout s'il lui paraît imposé par la force et, qui plus est, injuste. «Je suis avant tout un poète, un saltimbanque, quelqu'un qui aime la vie, un vagabond sans cesse en quête, courant d'un endroit à un autre, se battant pour la vérité, la justice, la paix et la reconnaissance de ses droits fondamentaux», écrit-il, avoue-t-il.

Militant actif de la cause berbère et de la langue amazighe, rejetant franchement la politique d'arabisation menée au pas de charge par des dirigeants du pays, engagé sur le terrain... il a mis sa poésie, sa musique et sa voix au service de ses convictions culturelles d'abord, politiques plus tard. Sans peur. De l'insouciance ? De l'inconscience ? Non, tout simplement de l'engagement et du courage, «boostés» par la foi en ce qu'il défendait depuis sa naissance : la liberté ! De penser. De dire. De chanter. De circuler... Avec des moments de faiblesse, comme tout être humain. Sans toucher et encore moins nuire à la liberté d'autrui.

Avis A lire absolument pour connaître l'itinéraire quasi-complet de l'enfant terrible de Kabylie (assassiné près de son village, Taourirt Moussa, en juin 1998)... Un texte facile à lire. Des photos (dont une, en uniforme, lors du Service national !!!). Des textes de chansons (en français et en kabyle). Vous saurez, aussi, com-

ment s'organisait un «maquis» Gia. Une description minutieuse et qui démonte tout ce qu'ont pu raconter les vidéos des «propagandistes» pro-terroriste

Extraits : «La chanson est mon expression, pas les discours. Un poète, mais aussi un citoyen qui vit et assume la condition de son peuple. Comme tout révolté berbère, comme tout Algérien, je ne peux laisser faire ce qui se passe dans mon pays» (p 273), «Je ne veux pas voir développer notre langue dans un système incapable de gérer des valeurs aussi importantes que la liberté, le respect de l'autre, la justice et la démocratie. Je veux que le berbère soit enseigné dans une école républicaine et prospère» (p.275)



RUE DES TAMBOURINS... Roman de Taos Amrouche. Casbah Editions, Alger, 2011, 336 pages, 650 dinars

Décédée à l'âge de 63 ans, Taos Amrouche, première grande romancière algérienne de langue française (mais aussi cantatrice), sœur de l'écrivain et brillant journaliste Jean El Mouhoub Amrouche, a vécu presque toute sa vie déchirée, écartelée culturellement. Famille catholique (le père et la mère ayant été convertis enfants), kabyle d'origine, née et ayant grandi en Tunisie (la famille s'étant exilée, quittant Ighil Ali pour des raisons économiques), éduquée en français avec, à ses côtés, la surveillance de très près, une grand-mère paternelle, musulmane bien ancrée dans ses certitudes berbères, et qui ne parlait que le kabyle... de quoi vous écarteler pour la vie. L'incertitude, la nostalgie (d'un Pays et d'une culture non pas perdus mais «mêlés», presque introuvables) ne quitte pas Kouka, l'héroïne... et même le sentiment amoureux n'arrive pas à la «sauver» et à la sortir du «tragique» qui lui colle à la peau, comme à celle de toute la famille.

Avis Un livre (le second roman, une autobiographie qui arrive à se cacher difficilement ?)

très bien écrit, dans un français qui peut paraître aujourd'hui, assez vieillot, mais du très bon, du vrai français. Un maîtrise parfaite de la langue qui ravira les lecteurs «vieux». Quant à l'histoire, mon Dieu ! triste, envahie de nostalgie, presque tragique, elle n'emballer pas certes, mais elle remue profondément, tant les déchirements de «Kouka», l'héroïne du récit, sont douloureux.

Extraits : «Après tout, peut-être était-il moins atroce de s'exposer à être incompris en terre étrangère que repoussé dans son propre pays ?», «Elle (la grand-mère) et sa famille formaient une race à part. Car, le Pays avait été coupé en deux le jour où les missionnaires étaient venus l'évangéliser. Depuis, les membres d'une même famille se regardaient d'une rive à l'autre, désespérant de se rejoindre à jamais» (p37), «Aussi loin que je remonte dans le souvenir, je découvre cette douleur inconsolable de ne pouvoir m'intéresser aux autres, d'être toujours en marge» (p.105)

Rue89

Peur et colère, dans la communauté musulmane d'Argenteuil, après les deux plaintes déposées pour agression : «La classe politique et les médias se sont tus.» (D'Argenteuil, Val-d'Oise) Il marche vite et regarde à peine dans ma direction quand il parle. Un homme trapu, d'une trentaine d'années, qui dit s'appeler Mohamed et ne pas voir ce qu'il pourrait raconter à un journaliste.

Finalement, nous passerons plus d'un quart d'heure en semble. Il s'épanchera surtout sur ce «sale sentiment» qui prédomine chez lui depuis quelques semaines :

«Je remarque que pour beaucoup, il est impossible de concevoir que nous, musulmans, puissions être victimes... nous, on ne peut être que coupables et bouc-émissaires.»

A Argenteuil, deux filles voilées ont porté plainte pour agression à trois semaines d'intervalle – entre fin mai et mi-juin –, sans que les enquêtes n'avancent pour le moment.

Aucune interpellation, beaucoup de prudence de la part de la police – qui a évoqué il y a quelques jours des «incohérences» dans le récit de la seconde victime – et donc, de conditionnel. Et pour compliquer le contexte, des jeunes femmes encadrées par des associations et assujetties à des récupérations tous azimut.

Dans la communauté musulmane de la ville, plusieurs sentiments s'entremêlent. De la colère, de la peur et de la déception. «La classe politique et les médias se sont tus, donc ça donne l'impression que tout ça n'est pas si grave ou bien monté de toutes pièces», poursuit Mohamed :

«Elles sont voilées, donc elles le méritent. C'est ce que pense pas mal de gens. En gros, elles sont aussi coupables car elles ont provoqué.»

«MAINTENANT, JE ME MÉFIE DANS LA RUE»

Samedi après-midi, un rassemblement a eu lieu devant la sous-préfecture d'Argenteuil, pour dénoncer «l'islamophobie montante». Sur une tribune aménagée pour l'occasion, Kamel Raskallah, porte-parole du Collectif des habitants d'Argenteuil-Bezons, a déploré, entre autres, «le silence» du ministre de l'Intérieur Manuel Valls et Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes.

Parmi les centaines de personnes présentes – 400 selon la police, un millier selon les organisateurs, la vérité se situant entre les deux – des femmes voilées, qui expli-



quent peu ou prou la même chose : elles ont peur.

L'une d'entre elles, Nadia, 31 ans, s'interroge :

«La loi ne nous interdit pas de porter le hijab. J'ai le droit de choisir ma tenue vestimentaire et d'être protégée quand je le fais. C'est ça la laïcité non ?

Maintenant, je me méfie dans la rue. En fait, j'évite de trop sortir seule, je préfère être accompagnée d'un homme.»

«C'EST À MANUEL VALLS DE SE DÉPLACER»

Une heure auparavant, dans un restaurant situé à une centaine de mètres, un point presse avait été organisé, avec l'une des victimes, Rabia, 17 ans. En larmes, elle était revenue sur son agression le 20 mai dernier.

Rabia a raconté que deux hommes l'ont mise à terre, frappée et traitée de «sale arabe» et de «sale musulmane». Que la police et la mairie lui ont demandé de ne pas ébruiter l'affaire dans la communauté musulmane, pour ne pas créer d'émeutes et de violences.

Contactée, la police s'étonne – «plus on dit qu'il faut se taire, plus les personnes en parlent» – et la mairie n'a pas encore répondu.

Rabia a décliné l'invitation de Manuel Valls jeudi dernier, qui avait envoyé au préalable un courrier aux deux victimes. Assis près de sa fille, son père s'est justifié :

«C'est à lui de se déplacer, comme il l'a fait avec d'autres communautés.»

L'autre victime, Leila, 21 ans, n'était pas là. Elle raconte avoir été tirée en arrière par deux hommes, qui se sont agrippés à son long voi-

le, avant de lui mettre un coup entre le ventre et la hanche, le 13 juin dernier. Enceinte de quatre mois, elle a perdu son bébé quelques jours après. Les enquêteurs n'ont pas encore établi de lien entre les deux événements.

Pour Sumeja Rahmani, qui s'occupe des relations du Collectif avec les médias, celui-ci est évident. Elle ne comprend pas le scepticisme qui entoure les témoignages des victimes : «On oublie que ce sont des femmes comme les autres.»

«PAS DES FEMMES, MAIS DES COMBATTANTES»

A l'issue de la conférence de presse, Sumeja Rahmani a brandi un poupon ensanglanté, pour faire écho à l'un des slogans du rassemblement : «L'islamophobie en France existe, elle tue.»

«On n'appréhende pas ces victimes comme des femmes ou des civils, mais comme des combattantes [...], un postulat qui les déshumanise et minore l'ampleur de leur souffrance», ironise Marwan Muhammad, porte-parole du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF).

Ce dernier rappelle que les actes islamophobes touchent de plus en plus de femmes. Il évoque aussi les prises de position fortes du gouvernement après l'agression d'étudiants chinois à Bordeaux, auxquelles «les musulmans n'ont pas eu droit».

Dans une intervention à Europe 1 il y a quelques mois, Marwan Muhammad déclarait :

«De la même façon que l'on lutte contre l'antisémitisme, il faut lutter contre l'islamophobie. Quand on entend le ministre de l'Intérieur dire

que nos compatriotes juifs peuvent porter leur kippa avec fierté, j'aimerais l'entendre dire que tous nos compatriotes musulmans – les dames qui le portent – peuvent porter le hijab avec fierté également.»

«CRÉER UNE MILICE ? ON VIT OÙ, LÀ ?»

A Argenteuil, beaucoup de musulmans attendent des actes, à commencer par l'arrestation des coupables, pour ne pas que s'installe un climat de psychose et surtout, d'impunité.

«N'importe quel con pourrait se dire alors qu'en s'en prenant à nous, il ne risque rien», soupire Malek, 27 ans, dont la mère et l'épouse sont voilées : «Quoi ? On doit se défendre seuls ? Créer une milice ? On vit où, là ? Ce n'est pas la République que nous voulons [...] Manuel Valls a mis plus d'un mois à réagir, quelle communauté ne se sentirait pas vexée ?»

Il allume une cigarette, puis montre du doigt un groupe de jeunes qui passe dans une petite Clio un peu bousillée :

«Ça, c'est la troisième génération de fils d'immigrés. D'origine arabe, de confession musulmane, mais qui se revendique française.»

Si on continue de leur passer le message qu'ils ne sont pas des Français comme les autres, il ne faudra pas s'étonner des conséquences.»

Le maire, Philippe Doucet, a diffusé plusieurs communiqués pour soutenir les victimes. Il s'est rendu dans les deux mosquées de la ville, pour manifester sa solidarité. Pourtant, la semaine passée, lors d'un rassemblement spontané, il a été hué par une partie de la foule présente ce jour-là.

NE PAS TOMBER DANS LA PARANOÏA, NI LA VENGEANCE

La défiance envers la classe politique est largement perceptible. Elle est accusée par beaucoup de musulmans d'avoir favorisé un climat propice à l'islamophobie et aux amalgames. L'histoire du «pain au chocolat» de Jean-François Copé revient souvent. Malek :

«Comme plein de mes frères et sœurs, je sanctionnerai tous les partis qui font une hiérarchie dans les communautés et qui n'auront pas su réagir après [les agressions]. On ne réclame rien, si ce n'est, comme tout le monde, la justice et la paix.»

Samedi, le rassemblement s'est dispersé dans le calme. Dans la foulée, des petites groupes s'étaient alors formés, pour discuter. Deux garçons appelaient à ne pas tomber dans la paranoïa, ni dans la vengeance.

Trois femmes se demandaient comment améliorer l'image des musulmans en France et pourquoi les photos illustrant certains articles de presse montraient une voile intégral – alors que Rabia et Leila avaient le visage découvert.

En mai dernier à Argenteuil, une femme en niqab avait été interpellée par des inspecteurs. Des échauffourées avaient alors éclaté entre habitants et policiers, chaque partie accusant l'autre d'avoir fait dégénérer la situation.

Ce week-end, une nouvelle s'est rapidement diffusée à Argenteuil. Selon le CCIF, Mounia, une autre jeune fille voilée a été agressée samedi, dans la matinée, près d'Orléans.

Agressions de femmes voilées : «Quoi ? On doit créer une milice ?»

Tunisie : le pouvoir islamiste veut-il contrôler l'armée ?

Le général Rachid Ammar, symbole d'une armée républicaine, annonce à grand fracas son départ à la retraite et prédit la "somalisation" de la Tunisie. La rumeur court dans une opinion affolée: Ennahda pourrait chercher à placer ses hommes à l'état-major, comme Erdogan l'a fait en Turquie...



Marianne

Les Tunisiens se sentent un peu plus seuls depuis que le général Rachid Ammar, chef d'Etat-major, icône de la Révolution du 14 janvier 2011, a annoncé son départ à la retraite à 66 ans. Non par un communiqué laconique mais au cours d'une interview de trois heures sur la chaîne de télévision Attounissia au soir du 24 juin. Et quelle interview ! Après avoir longuement décrit une situation sécuritaire inquiétante, il a prédit la "somalisation" de la Tunisie si ne se produisait pas un sursaut des autorités. Le général Ammar est revenu sur les événements qui se déroulent depuis un mois, autour de Kasserine, près de la frontière algérienne: les djihadistes ont miné la montagne du djebel Chaambi, causant deux morts et de nombreux blessés graves chez les militaires. Il s'agissait, a-t-il révélé, d'un véritable camp d'entraînement. Il a fait le lien entre les terroristes d'aujourd'hui et ceux qui, à l'époque de Ben Ali, avaient commis plusieurs attaques non loin de Tunis, en jan-

vier 2007. Une fois ce tableau dressé, Rachid Ammar a annoncé qu'il partait. Une annonce que, dans l'opposition, la plupart des éditorialistes s'accordent à trouver étrange et regrettable. Houcine Abbassi, le secrétaire général de l'UGTT, l'Union générale des travailleurs tunisiens, l'a appelé dès le lendemain matin à revenir sur sa décision. Dans la rue, dans les cafés, dans les foyers, le départ du général Ammar, celui qui avait sauvé la paix civile pendant la Révolution, constitue le principal sujet de conversation et de tourment. " Comment peut-il décider de rentrer chez lui et de laisser le pays dans l'état qu'il décrit ? " s'interroge Samia, une infirmière de 51 ans qui vit à Ettadhamen, le grand faubourg populaire et ultra-pauvre de Tunis, à forte densité salafiste. " On ne fait pas confiance à la police mais on peut compter sur l'armée, c'est elle qui a assuré tout le déroulement des élections du 23 octobre 2011, poursuit-elle, elle a veillé sur nous comme elle le pouvait, mobilisée pour assurer le nécessaire pendant toutes les grèves qui paralysaient de nombreux secteurs depuis la Révolution..."

Electricité : coupez !

Chaque jour pendant plusieurs heures c'est le retour à l'âge de pierre. Tout s'arrête faute d'électricité. Attendre, rallumer les bougies et critiquer l'incompétence du gouvernement : que faire d'autre ?



Les habitants de Delga, un bourg situé dans le gouvernorat de Minya, en Haute-Egypte, sont en deuil et refusent de retirer le noir qu'ils portent depuis deux semaines, après le décès d'Ayman. L'enfant de 6 ans aidait son père à l'atelier lorsqu'une coupure d'électricité plongea les lieux dans le noir. Machinalement, Ayman a allumé une bougie. Mais il trébucha et percuta une bouteille de benzène qui prend feu. L'enfant décède suite à des brûlures de troisième degré. «La victime du courant électrique», c'est ainsi qu'il est surnommé par les habitants de sa bourgade et dans les pages des journaux qui publient la nouvelle de son décès. D'autres drames ont eu lieu tous les jours à cause des coupures de courant.

Depuis près d'un an, les pannes d'électricité sont de plus en plus fréquentes, de jour comme de nuit et les dégâts sont considérables. Avant le décès d'Ayman, celui de Madiha avait déjà défrayé la chronique. La jeune fille a sauté du wagon de métro immobilisé par une panne d'électricité. Quand elle traverse les rails pour atteindre le quai, l'électricité est rétablie, le métro se remet en marche et l'écrase. Des dizaines de personnes ont organisé des sit-in sur le quai de la station, où s'est déroulé l'accident. Ils brandissaient des pancartes réclamant des solutions à ce phénomène de coupures d'électricité qui met en danger la vie des citoyens.

«Ce ne sont plus de simples coupures de courant qui privent les gens d'électricité, cela est devenu une question de vie ou de mort. Les pertes matérielles sont évidentes», dit Saleh Nafie, cardiologue à l'Institut national du cœur. Ce médecin traite chaque jour des cas de malades qui risquent la mort à cause des coupures d'électricité survenant de manière intempestive. Une femme était hospitalisée en soins intensifs à Alexandrie, mais les appareils qui la gardaient en vie sont restés à l'arrêt durant 2 heures. Ceux qui doivent subir des interventions chirurgicales en urgence doivent attendre des heures et au risque de leur vie le temps que l'électricité revienne. Et même si les hôpitaux disposent de générateurs, ils ne peuvent que prendre le relais pour quelques heures.

PRÉTEXTES

Une consommation accrue, des centrales électriques en piteux état, un manque de gasoil, tels sont les prétextes avancés par le gouvernement pour justifier les mauvais services de ce ministère de l'Électricité, mais aussi ceux du Pétrole et des Finances. D'après les responsables, la seule solution est de rationaliser la consommation d'électricité par le biais de coupures régulières dans les différents gouvernorats du pays. Une situation qui a transformé la vie des Egyptiens en calvaire.

Mais certains responsables viennent de donner une lueur d'espoir, affirmant que le problème sera bientôt réglé, vite contredits par d'autres. «L'Égypte vit une crise d'électricité depuis plusieurs années et il est normal qu'aujourd'hui nous nous trouvions dans une telle situation», déclare l'ingénieur Radwan Abdallah, chef de la commission de l'énergie au Parti Liberté et justice des Frères musulmans au pouvoir.

Chaque détail dans la vie quotidienne est touché par les coupures de courant. Terrassés par la canicule, les gens sont privés de climatiseurs ou de ventilateurs. Les appareils ménagers finissent par tomber en panne à cause de ces interruptions fréquentes. Ces désagréments suivent les citoyens partout : banques, administrations, bourse...

«Les coupures ont lieu 2 à 3 fois par jour, et à chaque fois, il faut que j'attende une demi-heure pour préchauffer mon fer à repasser. Ceci me fait perdre de l'argent en plus du mécontentement de mes clients que je n'ai pas pu satisfaire à temps», se lamente Hamada, un repasseur.

Les commerçants, obligés de vendre à la lumière des bougies ou de baladeuses rechargeables, doivent redoubler de vigilance pour éviter de se faire voler. Sans compter les cas de vols de magasins ou de maisons enregistrés dans les zones éloignées, où les coupures de courant durent plus longtemps. Les supermarchés sont accusés de mal conserver leurs produits à cause des coupures. La liste est longue...

«Puisque c'est un fait accompli, que le ministère concerné fixe les horaires des coupures dans chaque quartier. Ainsi les gens pourront s'organiser», avance une cliente d'un coiffeur, mécontente d'avoir eu à attendre que ses cheveux séchent tous seuls faute de séchoir.

Des situations quotidiennes qui ont fait des coupures de courant un sujet d'actualité, déchaînant les



critiques, la colère et beaucoup de sarcasme. Les citoyens tentent de faire entendre leur voix pour pousser les autorités à régler le problème. Des mouvements de protestations populaires ont eu lieu : routes coupées et appels au non-paiement des factures d'électricité se sont multipliés ces derniers jours.

L'ÉLECTROMÉNAGER SOUFFRE

«Qui va nous dédommager pour nos appareils électroménagers hors d'usage à cause de ces coupures soudaines, répétitives et qui durent parfois plus de 5 heures. On ne peut pas supporter une telle situation et nous ne sommes pas convaincus des prétextes avancés par le gouvernement. On a du mal à croire ces responsables», dit Abdel-Fattah, un paysan de Bélbeis. Les habitants de cette petite ville du nord ont encerclé la centrale électrique et coupé la route agricole durant plus de 15 heures.

L'avocate et activiste politique Azza Saad a lancé une campagne portant le nom de Mech dafine (on ne paye pas) dans le gouvernorat de Minya. Une campagne qui, du jour au lendemain, s'est étendue dans tous les gouvernorats d'Égypte. «Si on paye les factures, c'est bien en contrepartie d'un service et si ce service n'existe pas, pour-

quoi nous demander de payer ?», explique Saad, en ajoutant qu'une équipe d'avocats est prête à défendre tous ceux qui ont décidé de ne pas payer les factures d'électricité.

Si pour les uns protester est un moyen de réagir, d'autres ont des procédés plus pratiques. En attendant que ce problème se règle, certains se facilitent la vie en achetant des générateurs. C'est le cas de beaucoup de magasins et d'immeubles. Ahmad Nader, habitant un quartier huppé de la capitale, s'est rendu au siège de la compagnie générale d'électricité pour s'informer sur les marques de générateurs. L'employé qui l'a reçu l'a informé avec subtilité qu'«au lieu d'acheter un générateur, la somme d'argent pourrait convaincre les fonctionnaires à ne pas couper le courant» dans son secteur.

Détail important, certains endroits ne sont pas concernés par les coupures d'électricité et leurs habitants sont très envieux : le quartier d'Al-Tagammoe Al-Khamés, où réside le président de la République, la rue où se trouve le domicile de ses parents dans le gouvernorat de Charqiya (Delta) et celle où habite le premier ministre dans le quartier de Doqqi au Caire.

«Je suis sûr aussi que toutes les rues où habitent des membres importants des Frères musulmans ne

subissent pas de tels désagréments», a lancé en direct à la télé Alaa Ghaneim, un étudiant. «La compagnie d'électricité ne va pas tout de même faire un recensement des Frères musulmans, c'est insensé», lui a répondu l'animatrice de l'émission.

Cette situation a ouvert la porte à un marché prospère : celui des torches, des baladeuses rechargeables et d'autres lampes de poche. Il faut trouver des alternatives, alors les vendeurs de bougies, de lampes et de générateurs se frottent les mains. Il suffit de faire un tour dans les grands souks des rues Gomhouriya, Ataba ou Abdel-Aziz pour constater la grande variété de marchandises exposées pour pallier les coupures de courant. «Même le prix des bougies a augmenté», affirme un client, déçu par les prix des lampes électriques qui varient entre 100 et 150 L.E. Ce dernier a opté pour une lampe à kérosène utilisée jadis dans les maisons rurales. Aujourd'hui, on en fabrique de nouveau car la demande est très forte.

Et en attendant des nouvelles qui pourraient tranquilliser la population ou apaiser sa colère, voilà qu'un autre problème a fait son apparition. Les coupures d'eau qui vont s'ajouter à la liste des désagréments dont souffrent au quotidien les Egyptiens.

Qatar : faut-il se méfier des apparences ?



L'Humanité

Comme l'a (peut-être) écrit Laotseu : «Le génie malin s'immiscie partout.» Rachat du PSG, soutien financier des rebelles en Syrie, organisation des Coupes du monde de handball en 2015 et de football en 2022, offensives médiatiques du groupe Al Djazira, désormais en anglais et en espagnol : il ne fait aucun doute que l'émir créateur de mirages tient plus que tout à son image.

Et ça marche ! Aujourd'hui, le Qatar, d'une superficie aussi grande que celle de la Corée, est sur toutes les lèvres. Preuve qu'il n'y a pas que la taille qui compte. Le Qatar, c'est le gaz mais aussi le pétrole, ressource reine du monde moderne, qui s'épuise de jour en jour. Une économie pétrolière... En outre, seulement 10% de la population est composée de nationaux. Ce sont des rentiers du travail des 90% restants, composés d'étrangers. Ceux-ci sont des Occidentaux venus investir où la main-d'œuvre est peu chère, surtout dans les secteurs de l'extraction ou des travaux. Une fois l'or noir

épuisé, comment le ? Qatar pourra-t-il encore attirer cette main-d'œuvre et rester une puissance ? La seule possibilité dont dispose l'émir est de maintenir une certaine attractivité, par le jeu des apparences. Ainsi, le Qatar doit jouer sur ses investissements à l'étranger, et donc renvoyer une image positive à l'extérieur.

Cependant, faire du sensationnel et créer des événements aussi grandioses que ceux évoqués précédemment ne suffit pas et ne suffira jamais à rendre puissance et prospérité à un pays condamné s'il ne trouve pas d'autres solutions face à la crise qui s'annonce.

Pour combien de temps ? encore ? Car, en fin de compte, les images ne sont que des images, et celles diffusées par l'émirat ne sont que des illusions d'optique. En effet, cette façade est condamnée à s'user, et le mirage que le Qatar a été risqué de faire place au pays pauvre qu'il aurait pu être sans la dépendance mondiale au pétrole. Ainsi, plutôt que de ne miser que sur celle-ci pour construire son futur, ce pays devrait peut-être se construire une économie durable à long terme.



Niger, la menace d'un nouveau Mali ?

Depuis des mois, enlèvements, attentats-suicides et attaques meurtrières planifiées depuis le sud de la Libye voisine ont plongé l'un des pays les plus pauvres de la planète, allié des forces françaises au Mali, dans la psychose jihadiste.

Marianne

Qu'arrive-t-il à un pays possédant une frontière commune avec la Libye, le Nigeria, l'Algérie et le Mali ? Et, en prime, un des plus gros sites mondiaux de production d'uranium, exploité par le géant français du nucléaire Areva ?

Rien de bon depuis déjà plusieurs mois. Des enlèvements à répétition, des attentats-suicides, une attaque de prison, avec, à chaque fois, l'ombre des divers groupes islamistes radicaux qui écumant son immense territoire et ceux des pays voisins. En quelques mots : les prémices d'une nouvelle crise sahélienne, la menace d'un Mali bis.

Ce pays s'appelle le Niger, un tigre énergétique mais encore un nain du développement puisque, en dépit d'un taux de croissance avoisinant les 10 % en 2013, il figure parmi les Etats les plus pauvres de la planète.

Longtemps abonné aux coups d'Etat et aux régimes autoritaires, le Niger bénéficiait, depuis les élections de 2011, d'un climat relativement démocratique, en partie grâce au nouveau président Mahamadou Issoufou, une des bonnes surprises du personnel politique ouest-africain. Seulement, ennemi convaincu et déterminé de l'hydre jihadiste, ce dernier n'a pas ménagé son soutien à l'opération «Serval» et a ouvert ses frontières aux forces spéciales françaises et américaines comme à leurs drones.

Il est logiquement devenu une cible des fous de Dieu et de leurs alliés dans le pays. Leur dernier coup d'éclat remonte au samedi 1er juin, quand trois détenus de la prison centrale de Niamey ouvrent le feu sur des gardiens et en tuent deux avant d'être eux-mêmes neutralisés.

Pour le ministre de la Justice et porte-parole du gouvernement, Marou Amadou, il s'agirait de proches du groupe terroriste nigérian Boko Haram, dont certains éléments ont épaulé ceux d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) lors des combats contre l'armée malienne puis les forces françaises.

A plus d'un titre, l'épisode de la prison a de quoi inquiéter les autorités nigériennes. Il révèle d'abord d'inévitables complicités, dans le personnel de l'établissement ou à l'extérieur, sans lesquelles les trois détenus n'auraient pu s'armer. Il illustre aussi, une fois encore, la

grande fragilité de l'appareil sécuritaire, qui n'a cessé d'être mis à mal depuis l'offensive jihadiste dans toute la zone sahélienne.

Le 23 mai dernier, il aura ainsi fallu l'intervention des forces spéciales françaises pour venir à bout du commando-suicide lancé à l'assaut de la caserne militaire d'Agadez, dans le nord du pays, siège de l'école des sous-officiers.

Visée aussi l'usine de traitement d'uranium de la Somaïr, une filiale d'Areva, à Arlit, la même où quatre employés français de la compagnie ont été enlevés en septembre 2010 et sont depuis retenus en otages. Outre 10 assaillants, 24 militaires et un civil ont été tués ce 23 mai.

Le Niger plonge à son tour dans les affres de la psychose, et Niamey le nonchalant se hérisse de check-points devant les bâtiments officiels et les ambassades. C'est un douloureux rappel à la menace terroriste qui ne s'est jamais vraiment dissipée depuis l'enlèvement dans un restaurant de Niamey, en janvier 2011, puis l'exécution, à la frontière malienne, d'Antoine de Léocour et de Vincent Delory.

A l'époque, la participation des forces spéciales françaises lancées à la poursuite des ravisseurs ne permettra pas d'éviter le dénouement tragique. Un dénouement qui sera même source d'une brève tension entre les deux pays, en raison de soupçons apparemment injustifiés sur d'éventuelles complicités parmi les gendarmes nigériens.

On n'en est plus là. Entre Paris et Niamey l'entente est totale, car nécessité fait loi. Inévitable, appuyée par la plupart des gouvernements ouest-africains, l'opération «Serval» a temporairement épargné au Mali la contagion jihadiste à la totalité de son territoire. Mais les métastases se sont déplacées, notamment vers le Sud libyen, transformé selon la plupart des observateurs en sanctuaire de tous les survivants de l'intervention française.

C'est de là, selon les autorités algériennes, que sont partis les membres du commando lancés en janvier dernier à l'assaut du site gazier d'In Amenas, à Tiguentourine (37 otages et 29 terroristes tués). Et, pour Mahamadou Issoufou, pas de doute, c'est encore dans le Sud libyen que s'est préparée l'attaque meurtrière de la caserne d'Agadez. Si les Algériens sont restés mesurés dans le propos, le président nigérien, lui, n'a pas fait dans le détail, dénonçant «un voisin [qui] continue d'être source de déstabilisation pour les pays du Sahel».

DES CRAINTES EN CÔTE-D'IVOIRE

La réponse de Tripoli a confirmé à ceux qui en doutaient encore l'orientation vert très foncé des maîtres de la nouvelle Libye, née de la guerre lancée par Nicolas Sarkozy et David Cameron contre Mouammar Kadhafi : la traque puis le refoulement par camions entiers, dans des conditions souvent chaotiques, de près d'un millier de Nigériens mais aussi de Maliens et de Sénégalais.

La tension entre les deux pays ne risque pas de retomber de sitôt et les Tchadiens y ont ajouté leur grain de sel, inquiets eux aussi de la préparation d'un «complot terroriste» les visant. Comment casser la nouvelle base arrière d'un jihadisme en pleine restructuration ?

La question a fait l'objet de plusieurs entretiens de Jean-Yves Le Drian, le ministre français de la Défense, lors de récents déplacements à Londres et Washington. Officiellement Paris n'entend pas modifier son plan de réduction d'effectifs au Mali, où plus de 4 000 hommes ont pris part à l'opération «Serval».

Mais la force interafricaine tarde toujours à prendre le relais et, surtout, la menace islamiste a changé de visage. Après avoir commis l'erreur, incompréhensible pour beaucoup, d'un affrontement central qui leur a coûté très cher, les chefs d'Aqmi, du Mujao et leurs acolytes se sont repliés sur la stratégie du terrorisme diffus.

Et tous azimuts : frapper tous ceux qui ont appuyé d'une manière ou d'une autre l'opération «Serval». Le Niger est en première ligne, comme le Tchad, mais aussi d'autres pays occupant une position stratégique dans l'ensemble ouest-africain.

C'est le cas de la Côte-d'Ivoire, où la crainte d'attentats terroristes est désormais prise très au sérieux, tant par les autorités locales que par la France, qui compte plusieurs milliers de ressortissants sur place. En l'absence d'une véritable coopération entre les Etats concernés, les capitales occidentales risquent d'être encore à la manœuvre pendant quelque temps.

A Washington, le Département d'Etat offre désormais une récompense allant jusqu'à 23 millions de dollars pour toute information permettant la capture des principaux dirigeants du Jihad Corporate. Dans le viseur, Mokhtar Belmokhtar, le dissident d'Aqmi tenu pour responsable de la tragédie d'In Amenas et peut-être aussi d'Agadez. Wanted aussi le porte-parole du Mujao, des cadres d'Aqmi ou Abubakar Shekau, le chef présumé de Boko Haram au Nigeria. La guerre commence à peine.

Printemps des peuples : aucun pays n'est à l'abri

Le Point A

aucun pays "n'est à l'abri" des troubles qui secouent le Brésil et la Turquie : dans un entretien exclusif à l'AFP, le président de la Banque mondiale, Jim Yong-kim, dissèque les poussées de fièvre à Rio et Istanbul et appelle son institution à lutter contre la "peur du risque". Installé depuis un an aux commandes du mastodonte du développement, cet ancien médecin et universitaire américain suit de près les manifestations de masse dans ces grands pays émergents qui ont porté la croissance mondiale à bout de bras ces dernières années, supplantant l'Europe et les États-Unis.

"Aucun pays n'est à l'abri de ce genre de mouvements de citoyens qui se mobilisent pour demander plus", assure le dirigeant de 53 ans, installé dans l'ancienne salle de bal de la Banque mondiale à Washington reconverte en centre de commandes de l'institution. Pour le "Docteur Kim", le Brésil comme la Turquie ont certes "fait beaucoup" pour redistribuer les fruits de la croissance ces dernières années, mais de "nombreuses inégalités subsistent".

AUCUN PAYS NE DOIT ÊTRE OUBLIÉ

Même si la Chine, leader des puissances émergentes, donne dans le même temps quelques signes de ralentissement, le dirigeant réfute l'idée d'une fin de cycle. "Il y aura des hauts et des bas, mais il est important de ne pas sur-réagir" à ces variations, assure M. Kim.

Le patron de la Banque mondiale a d'autres idées en tête et notamment son grand projet d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici à 2030. "Il y a encore 1,2 milliard de personnes qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour et c'est une tâche sur notre conscience collective", souligne-t-il. Ne craint-il pas de faire naître de fortes attentes ? "Je pense que de fortes attentes sont exactement ce dont nous avons besoin", répond-il, ajoutant qu'aucun pays ne "devra être oublié" dans cette lutte contre la pauvreté, notamment le Mali et les États du Sahel. "Cet objectif nous donne un impératif d'urgence que nous n'avions pas auparavant", dit-il, appelant chaque pays à réfléchir aux moyens de doper son économie.

Mais une autre contrainte se pose : la Banque mondiale a récemment sonné l'alarme sur les ravages du réchauffement climatique et doit désormais réfléchir aux moyens de soutenir la croissance sans aggraver davantage les émissions de CO2. Des pistes existent, assure M. Kim, évoquant notamment de petites centrales solaires ou éoliennes en Afrique. Le développement de l'agriculture doit également être encouragé, car il s'agit, selon lui, de la seule activité qui permette "de rejeter le carbone" dans la terre.

LE POIDS DES ÉMERGENTS

Mais M. Kim se veut réaliste. "Il sera impossible de s'orienter dès maintenant vers un monde sans énergies fossiles", assure-t-il, ajoutant que les pays émergents n'en accepteraient pas les conséquences. Ces pays "n'ont pas émis beaucoup de carbone et seraient aujourd'hui sommés de se priver d'énergie parce que nous, les pays riches, avons rejeté tant de carbone dans l'atmosphère. C'est inacceptable pour eux", dit-il.

Ce n'est pas le seul chantier de ce médecin d'origine sud-coréenne, arrivé aux États-Unis à l'âge de 5 ans. Une discussion sur le poids des pays émergents au sein de la Banque mondiale devra avoir lieu "dans quelques années", admet-il. "Les débats seront très tendus", prédit-il, se refusant de spéculer sur leur issue.

Plus discrètement, Jim Yong-kim a également lancé une réflexion en interne pour éradiquer "la culture de la peur" qui règne, selon lui, au sein de la Banque mondiale. Selon son diagnostic, certains des quelque 10 000 employés de l'institution seraient freinés par une "peur du risque" qui entraverait leur action et la prise d'initiatives. "Le développement est un business risqué", clame M. Kim. "Nous devons basculer d'une culture de la peur de l'échec à une culture où nous ferons tout pour avoir des résultats et en sachant qu'il y aura des échecs", dit-il. "Le plus grand risque serait de ne pas en prendre", conclut-il.



Tram, circulation

Les transporteurs déboussolés

Les transporteurs affiliés à l'Union nationale des transporteurs algériens (UNAT) ont réagi, hier, pour dénoncer les difficultés rencontrées en matière de circulation.

K. Assia

Plusieurs bus ont été immobilisés durant la journée de mardi après le blocage de certaines artères du centre-ville. La situation risque de se corser durant cette saison si aucune mesure n'est prise pour réorganiser l'activité. C'est ce qui ressort de la séance de travail ayant regroupé les transporteurs relevant de ce syndicat. Les opérateurs dénoncent le manque d'informations quant aux nouvelles modifications ou changements apportés par le plan de transport. «Nous ignorons tout ce qu'il prévoit». En soulignant les insuffisances en matière de communication, les transporteurs demandent une copie de ce document afin de s'adapter et se conformer selon eux aux changements. Il en est de même pour l'extension du tramway.



Les exploitants des lignes urbaines se disent surpris de constater que certains tronçons situés sur l'axe de Bir El-Djir ont été fermés pour travaux. Cette situation, pour le moins pénalisante, ne peut qu'entraver la bonne coordination pour une meilleure gestion du trafic, estiment-ils. Pour le porte-parole de l'UNAT au niveau local, cette situation fait craindre le pire aux opérateurs du secteur, car ils se retrouvent «face à un avenir incertain».

Tout en soulignant l'impact de la stratégie mise en place par le bureau local de l'Union nationale des transporteurs algériens pour la préservation des lignes existantes et la réactivation de celles suspendues, le responsable a indiqué qu'un travail de recensement et de réorganisation en fonction des nouvelles données démographiques et urbanistiques est lancé dans ce sens.

Une rencontre regroupant l'ensemble des transporteurs de la «ligne C» a été tenue en vue de s'assurer si toutes les conditions sont réunies pour garantir la «survie» de ces lignes.

Dans ce registre, tous les facteurs relatifs aux arrêts de stationnement, à l'itinéraire et aux nouveaux changements imposés par le tracé du tramway ont été passés en revue par l'ensemble des intervenants. L'objectif est d'éviter l'annulation de ces liaisons comme fut le cas des lignes 5, 14, 22, 6, entre autres. En optant ainsi pour le renouvellement de la base de données, l'Union nationale des transporteurs algériens, par le biais de son président local, milite pour l'instauration d'une nouvelle politique qui permettra à la fois d'assainir le secteur et d'avoir des données fiables quant à l'ensemble des lignes en activité.

Hassi Bounif

400 logements sociaux attribués après le Ramadhan

Djamel B.

En application des directives du Premier ministre relatives à la distribution de tous les logements sociaux seront attribués à leurs bénéficiaires après le mois de Ramadhan, dans la commune de Hassi Bounif, apprend-on de sources proches de l'APC. Nos interlocuteurs indiquent que la liste des bénéficiaires établie après une enquête approfondie a permis de rayer tous les demandeurs ayant déjà bénéficié d'un logement, d'une aide de l'Etat ou d'une parcelle de terrain à bâtir. Ces logements seront fin prêts à accueillir les familles bénéficiaires juste après le mois sacré, à l'issue des derniers travaux actuellement en cours, notamment le raccordement aux divers réseaux, l'aménagement des espaces verts et la voirie. A l'instar des autres communes de la wilaya, la commune de Hassi Bounif a bénéficié d'un impor-

tant programme de logements qui vient renforcer le parc logement de la commune. Nos sources signalent à ce titre qu'il est prévu la réalisation de plus de 1.200 logements dont 500 socio-localitifs. D'autre part, nos interlocuteurs indiquent qu'outre l'important programme de logements inscrits au profit de la commune, de nombreux projets ont été lancés au niveau des localités de la commune, notamment le raccordement des habitants de Douar Boudjemaa au réseau du gaz naturel, l'acquisition de nouveaux transformateurs électriques pour parer aux coupures d'électricité durant l'été. Signalons enfin que les responsables de la commune mènent une vaste opération de lutte contre les constructions illicites érigées sur des terres agricoles. Avant l'entame des démolitions, il sera procédé au recensement de toutes les constructions érigées après le recensement de 2007.

La concession des plages pose toujours problème

Pas moins de 11,6 millions d'estivants ont fréquenté les plages à travers le littoral du pays durant le mois de juin, a indiqué mardi, à Oran, le secrétaire d'Etat chargé du Tourisme. «Nous avons enregistré au cours du mois de juin plus de 11,6 millions d'estivants au niveau des 14 wilayas du littoral et Oran vient en tête avec plus de 2,3 millions d'estivants», a souligné M. Mohamed Amine Hadj Said qui a effectué une visite au complexe «Les Andalouses». Le secrétaire d'Etat a déploré l'exploitation anarchique des plages par certains pseudo-concessionnaires, invitant les collectivités locales «à céder la gestion des concessions des plages aux professionnels». «La solution

pour avoir un véritable produit balnéaire compétitif est de mettre la concession des plages entre les mains des professionnels qui ne cherchent pas le gain rapide comme certains aventuriers, mais veillent à préserver l'image de marque de leurs agences et leurs hôtels», a-t-il ajouté. Une délégation composée de représentants d'agences de voyages et des journalistes de la wilaya de Tamanrasset est arrivée au complexe «Les Andalouses» dans le cadre d'une initiative pour promouvoir les échanges touristiques entre les deux régions. Ce complexe touristique devra accueillir des estivants de la wilaya de Tamanrasset au mois de Ramadhan avec des tarifs attractifs.

Des inaugurations et du folklore

Plusieurs projets à caractère social et culturel seront inaugurés ou lancés à travers plusieurs communes de la wilaya d'Oran, dans le cadre des festivités de la célébration du 51^e anniversaire de l'indépendance, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Il s'agit notamment de la réception d'un bureau de poste et d'une place publique à Haï El Yasmine, de trois complexes sportifs de proximité à Haï Es-Seddikia, Haï Akid Lotfi et Hassi Ben Okba, d'une mosquée à Hassi Ben Okba, d'un club de loisirs pour jeunes à Mahdia (Oued Tlélat), de deux salles de soins dans les localités de Khdaïmia (Oued Tlélat) et de Moulay

Ismaïl (Boufatis) ainsi qu'un hôtel de police à Oued Tlélat. Les festivités verront également le lancement d'autres projets dont un siège de sûreté de daïra avec 8 logements de fonction à Oued Tlélat, d'un hôtel de police à Haï El Yasmine (Bir El djir, d'un siège d'une brigade de recherche et d'investigation (BRI), d'un centre d'activités sportives et de loisirs et un siège de la direction de l'action sociale à Bir El Djir. La soirée d'aujourd'hui sera marquée par des exhibitions qui seront exécutées par des jeunes sillonnant le boulevard de l'ALN (ex-Front de mer), du lycée Lotfi jusqu'au théâtre de verdure «Hasni Chakroun».

PTIC

Les retraités s'organisent

Une rencontre regroupant des retraités du secteur des postes et télécommunications sera tenue après-demain samedi au complexe sportif (ex-ASPTT) d'El Galia. Les participants auront à élire un nouveau bureau de wilaya lequel va représenter les retraités du secteur des PTIC. Cette rencontre sera présidée par le secrétaire de l'Union de wilaya et des cadres du secteur. **K. Assia**

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

- MIRI Mohamed, 86 ans, Haï Zitoune
- ABDERRAHMANE Djillali, 77 ans, Cité Petit
- SEDDIKI Fada, 53 ans, Plateau
- ZEBOUJ Alia, 79 ans, El-Hassi

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 chaâbane 1434				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h04	13h06	16h56	20h24	22h02



Logement promotionnel public

Des «souscripteurs» en colère

Mokhtaria Bensaâd

Sous un soleil de plomb, des centaines de citoyens étaient rassemblés à l'intérieur de la direction de l'Entreprise nationale de promotion de l'immobilier (ENPI) pour le retrait des imprimés et le dépôt des dossiers. Une opération sous tension. L'accueil et la réception des dossiers ne font pas l'unanimité parmi les souscripteurs au LPP (logement promotionnel public). L'expérience des programmes AADL et LSP n'ont rien changé. On assiste à chaque lancement de nouveau programme de logements au même spectacle de bousculades, disputes et colère de citoyens, toujours mal informés sur les dispositifs mis en place. A chaque opération, on craint le pire à cause d'une organisation toujours mal au point. Pour la majorité des citoyens

concernés, peu importe le type de programme, il faut s'inscrire dans toutes les formules. Pour d'autres, ils passaient par hasard. Attirés par la foule, ils ont décidé sur place de rentrer pour retirer les formulaires.

Pour avoir les imprimés, il faut d'abord s'inscrire à la réception pour avoir un ticket avec numéro. Ensuite, l'intéressé doit sortir de la réception pour aller à un service en face où il doit retirer le formulaire. Une foule est amassée devant ce service en attendant l'appel des deux agents mobilisés sur place. Dans une chaleur insupportable, tout le monde est à l'écoute de l'appel d'un des agents. Des citoyens étaient là depuis la matinée. Il était 14h30, ils n'avaient pas encore retiré le fameux formulaire. Les deux agents devaient faire l'appel comme à l'école et répéter le même nom plu-

sieurs fois au point où dans l'après-midi, la voix était éteinte. Il fallait faire preuve de beaucoup de patience avant de voir son tour arriver. Cette patience était mise à rude épreuve lorsque des gens arrivant à la dernière minute voulaient passer en premier. C'est ce qui créa une tension à l'intérieur de l'ENPI. Les citoyens n'ont pas hésité à dénoncer l'arrivée de ces inconnus comptant sur leurs interventions.

«Nous sommes ici depuis ce matin et nous ne comprenons pas pourquoi des gens qui viennent en dernier passent en premier», n'ont pas cessé de crier les souscripteurs. Devant cette tension qui commençait à monter, les deux agents tentaient tant bien que mal de calmer les esprits de peur que la situation ne dégénère.

Au total, Oran a bénéficié d'un programme de 23.000 LPP.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

«Le taitoire»



le piéton de l'instant, il oubliera le trottoir pour marcher «en deuxième

me file» pensant qu'il a son clignotant sur le fessier ; il traversera quand il voudra faisant signe à l'auto qui a freiné en extremis de faire attention. «Raak aveugle, tu ne vois pas que je coupe la route (attention couper la route n'est pas traverser la route), ya khi arriviste..., inal bou el kridi automobile..., tahia el djazair...». El boulici, en face, rigole, leur demandant de circuler, au moment où sa collègue boulicia, derrière son sifflet, tente de «dénouer un bouchon». Le code de la route est adapté à notre code de conduite. Qui ne céderait pas le passage à une ambulance qui avance toutes trompettes dehors à midi, heure de pointe des ambulanciers au resto de l'hôpital ? J'en passe et des meilleures... On peut installer une guitoune qui annonce un décès, et c'est toute la circulation dans un quartier qui est dérégulée. Adhama Allahou ajrak... Allah yaa-tik assabr ya Ci...visme.

Nous demeurons quand même de drôles d'oiseaux. Et comme les zouaouèche, chacun, s'exprime selon son appartenance à tel ou tel autre groupe ou famille. D'une manière générale, l'oiseau babil, chante, gazouille, jabote, piaille, piaule, ramage. Le piaillage est un appel bref, les oisillons piaillent pour réclamer de la becquée. Le gazouillis est un petit chant. Le pépiement est une série de petits cris brefs, peu sonores. Le babil est un chant répétitif qui ressemble à un récit humain. Mais contrairement au zouaouèche, l'homme, versatile et opportuniste, peut changer de vocalise. Prenons le piéton. Il traverse en diagonale et n'acceptera pas qu'un automobiliste lui rappelle, d'un coup de klaxon, qu'un passage protégé, c'est fait pour être utilisé. «Teire, teire, klitou lardh !». Ce même chauffeur, une fois sa voiture garée, redevenu

MASCARA

Régression des résultats scolaires

Khenouci Mostefa

Devant les faibles résultats enregistrés à Mascara dans les épreuves du BEM (Brevet de l'enseignement moyen), la direction de l'Education nationale a mis en place une commission pédagogique composée des cadres supérieurs, des inspecteurs spécialisés, apprend-on du communiqué rendu public par la cellule de communication rattachée à la direction. Selon le document, M. Bakli Nouar, directeur de

l'Education, soucieux d'améliorer les paramètres de son secteur, a pris une décision d'installer une commission ad hoc ayant pour mission de diagnostiquer les raisons réelles de cette défection scolaire et de trouver les solutions adéquates permettant de rattraper ce retard, considéré comme un faux pas à remonter. Le responsable du secteur a argumenté cette contre-performance, ajoute la communication, par le fait de la régression du nombre des élèves inscrits aux épreuves du

BEM, passant de 15.286 élèves durant l'année scolaire précédente à 11.918 élèves inscrits au cours de cette année. Le taux de réussite aux épreuves et du passage a atteint respectivement 50,63% et 64,13%. Dans le classement local, les élèves du CEM Tizi ont décroché la première place en obtenant un taux de 100% de réussite alors que leurs collègues du CEM Mansouri Mohamed de la commune de Alaïmia ont bouclé la liste en réalisant un taux de 16%.

TIARET

L'ODEJ s'implique contre la drogue

El-Houari Dilmi

Fidèle à ses missions entièrement dédiées à la frange juvénile, l'office des établissements des jeunes (ODEJ) de Tiaret s'implique à bras-le-corps dans la lutte contre ce véritable fléau qu'est la drogue et la toxicomanie. En effet, prenant activement part à une campagne de sensibilisation sur les dangers de la drogue, organisée conjointement entre la radio locale et l'ODEJ, ce dernier a organisé au niveau de son siège une exposition sur le fléau et projeté des supports vidéo sur le même thème, réalisés par la cellule audiovisuelle de l'office. Un plateau radio-phonique a également été or-

ganisé au niveau Radio Tiaret, animé par les cellules d'écoute activant au niveau des maisons des jeunes relevant de l'ODEJ. Des supports d'information, comme des kits-dépliants, confectionnés par l'office et faisant dans la prévention contre les dangers de la drogue et de la toxicomanie, ont, par ailleurs, été distribués aux jeunes, de même qu'un concours de dessin organisé à l'adresse des enfants de la tranche d'âge allant de 6 à 12 ans.

Les trois premiers lauréats ont été récompensés avec des prix symboliques remis par le directeur de l'ODEJ, M. Benameur Mourad. Intervenant à ce sujet, ce même responsable a émis le vœu de voir le mouvement associatif et la société ci-

vile s'impliquer plus activement dans la lutte contre ce phénomène dangereux pour la santé mentale et physique des jeunes, de même qu'il a appelé à la naissance d'une association spécialisée dans la lutte contre la drogue et la création d'un centre de désintoxication au niveau de la wilaya de Tiaret.

L'office des établissements des jeunes, sous la houlette d'une équipe pluridisciplinaire des plus actives, compte à son actif de nombreuses actions au profit de la frange la plus fragile de la société, un travail de terrain des plus efficaces, lui valant les vives félicitations du secrétaire d'Etat à la jeunesse, Belkacem Mellah, en visite dernièrement dans la wilaya.

EL-BAYADH

La rentrée scolaire passée au peigne fin

Hadj Mostefaoui

L'adoption du budget supplémentaire, la prochaine rentrée scolaire et universitaire (2013/2014) ont été les trois thèmes principaux inscrits à l'ordre du jour de la session ordinaire de l'APW, tenue ce mardi dernier en présence du wali d'El-Bayadh, des directeurs de l'exécutif et des 22 maires des communes de la wilaya. D'emblée le directeur de l'administration locale a présenté un rapport succinct et détaillé sur le budget supplémentaire, mettant en exergue une série de contraintes liées aux rares sources financières de la wilaya, qui ne doit sa survie que sur le concours et l'aide financière de l'Etat ainsi que sur les différentes taxes sur la valeur ajoutée, récoltées à l'échelon local et enfin sur celle prélevée sur le passage du GME qui constitue une véritable bouffée d'oxygène. Cette dernière manne est brutalement descendue au titre de cette année 2013 à 300 millions de DA. Une baisse des recettes fiscales qui contraint le gestionnaire de l'administration locale à revoir sans cesse ses copies et à serrer la ceinture de plusieurs crans puisque le budget supplémentaire (fonctionnement et gestion) qui est passé de 636.288.525,66 DA en 2012 à 526.166.525,91 DA en 2013, s'est répercuté par ricochet sur la ventilation des crédits lesquels ont sensiblement dévalé la pente. Secteur budgétaire par excellence, l'Edu-

cation a obtenu, durant cet exercice, la part du lion surtout en ce qui concerne la maintenance et les grosses réparations des établissements scolaires, en raflant pas moins de 117.137.000,00 DA, un secteur aux pieds d'argile qui ne cesse de tenir la dragée haute aux responsables locaux à la veille de chaque fin d'année scolaire et à ce titre il y a lieu de noter que la prochaine rentrée risque bel et bien d'être quelque peu compromise.

Il y a lieu de signaler la réalisation et livraison de 03 lycées, implantés respectivement chacun dans les chefs-lieux des communes de Mehara, de Tousmouline et de Brezina et enfin 04 autres établissements d'enseignement moyen attendus chacun à Rogassa, El-Abiodh et à El-Bnouh. Des retards dus essentiellement au rythme très lent des travaux, ainsi confiés le plus souvent à des entreprises de réalisation privées boiteuses qui arguent le manque de main-d'œuvre constaté auparavant par la commission de l'APW, chargée de l'éducation et laquelle n'a pas manqué de dénoncer avec rigueur le déficit en moyens et équipements matériels de chacune des entreprises reconnues comme défaillantes.

La wilaya d'El-Bayadh peut se targuer sans rougir qu'elle a atteint un taux de scolarisation très satisfaisant au niveau national et dépassant les 90%. En effet, l'on compte à travers son territoire pas moins de 134 éta-

blissements scolaires du primaire, 36 CEM et 16 lycées. Progressant doucement mais sûrement, l'effectif des étudiants inscrits au centre universitaire, prévu pour accueillir 2.000 places pédagogiques avec 1.000 lits, a atteint en cette fin d'année 450 inscrits. Des propositions de travaux de réfection de l'aile 08 ont été signalées par le directeur du centre, liées notamment à des imperfections et à des réserves émises lors de la réception définitive du centre à la prochaine rentrée universitaire. Rappelons enfin que ce centre universitaire, ouvert depuis plus de deux années, compte en son sein 05 filières avec comme prévision d'accueil de 816 étudiants lors de la prochaine rentrée.

Intervenant avant l'approbation de chacun des chapitres de ce budget supplémentaire, le chef de l'exécutif a tenu à rappeler aux 22 maires présents, dont certains ont hélas quitté discrètement la salle de réunion de l'APW lors des débats, qu'il leur faudrait être constamment à l'écoute de leurs administrés et des jeunes en particulier y compris ceux des zones enclavées, mettant ainsi l'accent sur la nécessité de veiller à mener à bon port l'opération de solidarité durant tout le mois sacré de ramadan. Il s'agit, selon le premier responsable de la wilaya, de semer la chaleur et le réconfort dans tous les foyers y compris sous toutes les tentes.

BREZINA

Les bénéficiaires de logements sociaux connus

Hadj Mostefaoui

Tenus en haleine depuis plusieurs mois, les habitants du chef-lieu de la daïra de Brezina viennent enfin de pousser un long soupir de soulagement et leur patience a été payante. A ce propos, l'on vient d'apprendre auprès de la cellule de communication de la wilaya d'El-Bayadh qu'une liste de

220 bénéficiaires de logements sociaux vient enfin d'être affichée sur les différentes places et lieux publics de la ville et portée à la connaissance des citoyens. Une commission a été aussitôt mise sur pied par la wilaya et devra ainsi recevoir et examiner sous toutes leurs coutures les demandes de recours émanant des candidats lésés par cette opéra-

tion. Selon cette même source, une liste similaire de 80 bénéficiaires de logements sociaux a été récemment affichée, cette fois-ci au niveau du chef-lieu de la daïra de Boualem en attendant qu'elle soit étalée dans les tout prochains jours au niveau des trois chefs-lieux des daïrates d'El-Abiodh Sid Cheikh, de Bougtob et enfin d'El-Bayadh.

CHLEF

Plus de 255 mille estivants sur les plages en juin

Bencherki Otsmane

Ce sont pas moins de 255.185 estivants à avoir fréquenté les plages de la wilaya de Chlef au cours du mois de juin dernier. C'est ce qui ressort d'un bilan établi par les services de la Protection civile. Il faut noter que les 26 plages autorisées à la baignade affichent chaque jour un nom-

bre croissant d'estivants. Selon la cellule de communication de la Protection civile qui vient d'établir le bilan du mois juin, le nombre d'interventions s'élève à 136 et cela sans aucune noyade signalée. Toutefois le bilan fait état de 189 personnes « sauvées d'une mort certaine » dont 64 enfants. Quinze personnes ont été secourues sur place,

tandis que 12 autres ont été évacuées vers les structures sanitaires. A titre de rappel, au cours de la saison estivale précédente, la Protection civile a déploré la mort par noyade de 5 personnes survenues dans des plages ou criques non surveillées. Pour sa part, la direction du tourisme estime que le nombre d'estivants atteindra les 4 millions cette année.

SIDI BEL-ABBÈS

Khaled en vedette incontestable et incontestée



Le King Khaled a enflammé les tribunes du stade des trois frères Amarouche de Sidi Bel-Abbès, lors de la deuxième soirée de la 6^{ème} édition du Festival de la chanson raï, qui s'est prolongée jusqu'aux premières heures de la matinée de ce mercredi. En star incontestable et incontestée du raï, Khaled s'est donné à fond pour marquer d'un sceau particulier cette soirée, la seconde du genre à Sidi Bel-Abbès, berceau de ce type de musique particulière. Khaled devait être à la hauteur de son statut de vedette internationale et répondre aux attentes de ces milliers de fans, tous sexes et tous âges confondus, venus dès la fin de l'après-midi prendre place sur les gradins du stade et attendre l'apparition sur scène de leur chanteur préféré.

Dès son entrée, peu avant minuit, l'enfant terrible d'Ekkmühl, quartier populaire d'Oran, a été fortement ovationné par son public, avant d'entamer son spectacle qui s'est prolongé jusqu'aux environs de deux heures du matin. Un spectacle au cours duquel Khaled s'est dépensé à fond pour sceller ses retrou-

vaillances avec un public pas seulement abassi mais également d'Oran, de Témouchent, de Tlemcen, de Saïda et même de la lointaine ville d'Alger, pourtant bastion indétronable du châabi, avec les incontournables chiyoukh du genre comme Zahi ou les défunts Hadj M'hamed El Anka et Hachemi Guerrouabi. Comme à l'accoutumée, dès le premier « contact » avec le micro, Khaled se laisse emporter par la musique, sa musique. En véritable bête de scène, il vit en communion avec son orchestre qui s'est montré « fidèle » au maître.

Khaled n'est pas un chanteur ordinaire. C'est aussi un habile joueur. Il joue avec le public, avec lui-même, avec ses musiciens, avec son corps et surtout avec ses cordes vocales. A chaque air, son tempo, son rythme, sa charge sonore. Khaled passe aisément d'un ton mélodieux à un ton grave et fort digne des ténors. Enchaînant les meilleurs tubes de son répertoire comme « Sbab Enti » (Tu es la cause), « Ebkkit Bladi » (Je pleure mon pays), une poignante chanson sur les haragas, « Chaba », un des succès

fruit d'une collaboration avec Safy Boutella au titre de l'album « Kutché », « Rouhi ya Wahrane », une reprise du défunt Ahmed Wahby ou encore « Bakhta », le fameux texte du défunt Abdelkader Khaldi, dédié à son amour éternel Bakhta et bien d'autres chansons encore. Avec Khaled, point de répit pour le spectateur. Ce dernier a longuement chanté et dansé au rythme de « Didi », « Wine el harba wine », une adaptation libre de « Zwits arwits », du chanteur kabyle Idir et surtout son actuel tube planétaire « On va chanter, on va danser ». En première partie, le public a eu à apprécier les grandes qualités du chanteur-danseur de Hakim Salhi qui a adapté, pour la circonstance, son tube « Sahraoui » pour devenir « Abassi ». Kader Japoni, la coqueluche des jeunes, a lui aussi emballé le public avec ses succès « Jour après jour », « Mama mia ». Cette deuxième soirée a tenu toutes ses promesses. Le service d'ordre assuré par les éléments de la sûreté de wilaya a été à la hauteur de sa mission, à la grande satisfaction des organisateurs et du public.



SOCIETE DE GESTION DES PARTICIPATIONS ETUDES ET ENGINEERING « GENEST »
GROUPE LABORATOIRE NATIONAL DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION
LABORATOIRE DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION - FILIALE OUEST

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
ET INTERNATIONAL OUVERT
N° 01/DG/L.H.C. Ouest/2013**

Le Laboratoire de l'Habitat et de la Construction - Filiale L.H.C. Ouest - lance un appel d'offres National et International ouvert pour l'acquisition des matériels in-situ et accessoires en trois (03) lots séparés :

1. **Pénétrromètres dynamiques lourds (P.D.L.).**
2. **Pressiomètres (Pressiomètres, Sondeuses et Camions porteurs).**
3. **Accessoires.**

Les intéressés par le présent appel d'offres sont invités à retirer les cahiers des charges originaux auprès de la Direction Générale du L.H.C. Ouest à l'adresse suivante : Cité AADL, Site 1377 logements Bâtiment 24/B - USTO - BIR EL DJIR, dès la parution de cet appel d'offres moyennant le paiement de la somme de Dix Mille (10 000,00 D.A.) Dinars.

Retrait du cahier des charges

Ne peuvent participer à cet appel d'offres que les candidats ayant retiré le cahier des charges et ayant les qualifications requises conformément aux cahiers des charges.

Dépôt des Offres

Les offres devront être accompagnées des pièces administratives réglementaires et techniques citées dans le cahier des charges et déposées au Siège de la Direction Générale du L.H.C. Ouest à l'adresse indiquée ci-dessus.

Présentation des Offres

Les offres doivent être présentées anonymement conformément aux instructions aux soumissionnaires figurant dans le cahier des charges.

Date limite de réception des Offres

La date limite de réception des offres est fixée à trente (30) jours calendaires à partir de la 1ère parution dans les journaux de cet appel d'offres.

Le registre des réceptions des offres et le cachet d'enregistrement de la Direction Générale feront foi.

Validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter le L.H.C. Ouest par :

- Téléphone : 041 27 78 63
- Fax : 041 27 78 64
- Email : lhco.dg@gmail.com / l.h.c.o@hotmail.fr



SOCIETE DE GESTION DES PARTICIPATIONS ETUDES ET ENGINEERING « GENEST »
GROUPE LABORATOIRE NATIONAL DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION
LABORATOIRE DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION - FILIALE OUEST

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
ET INTERNATIONAL OUVERT
N° 02/DG/L.H.C. Ouest/2013**

Le Laboratoire de l'Habitat et de la Construction - Filiale L.H.C. Ouest - lance un appel d'offres National ouvert pour l'acquisition de :

- **Matériels de laboratoire géotechnique, chimiques et contrôle de béton et routes en un seul lot**

Retrait du cahier des charges

Les intéressés par le présent appel d'offres sont invités à retirer les cahiers des charges originaux auprès de la Direction Générale du L.H.C. Ouest à l'adresse suivante : Cité AADL, Site 1377 logements Bâtiment 24/B - USTO - BIR EL DJIR, dès la parution de cet appel d'offres moyennant le paiement de la somme de Dix Mille (10 000,00 D.A.) Dinars.

Ne peuvent participer à cet appel d'avis d'offres que les candidats ayant retiré le cahier des charges et ayant les qualifications requises conformément aux prescriptions cahiers des charges.

Dépôt des Offres

Les offres devront être accompagnées des pièces administratives réglementaires et techniques citées dans le cahier des charges et déposées au Siège de la Direction Générale du L.H.C. Ouest à l'adresse indiquée ci-dessus.

Présentation des Offres

Les offres doivent être présentées anonymement conformément aux instructions aux soumissionnaires figurant dans le cahier des charges.

Date limite de réception des Offres

La date limite de réception des offres est fixée à trente (30) jours calendaires à partir de la 1ère parution de cet appel d'offres dans les journaux.

Le registre des réceptions des offres et le cachet d'enregistrement de la Direction Générale feront foi.

Validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter le L.H.C. Ouest par :

Téléphone : 041 27 78 63

Fax : 041 27 78 64

Email : lhco.dg@gmail.com / l.h.c.o@hotmail.fr



SOCIETE DE GESTION DES PARTICIPATIONS ETUDES ET ENGINEERING « GENEST »
GROUPE LABORATOIRE NATIONAL DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION
LABORATOIRE DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION - FILIALE OUEST

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
ET INTERNATIONAL OUVERT
N° 03/DG/L.H.C. Ouest/2013**

Le Laboratoire de l'Habitat et de la Construction - Filiale L.H.C. Ouest - lance un appel d'offres National et International ouvert pour l'acquisition des sondeuses et accessoires en deux (02) lots séparés :

1. **Equipements de sondage : Sondeuses et Camions porteurs**
2. **Accessoires et Matériels de fond**

Les intéressés par le présent appel d'offres sont invités à retirer les cahiers des charges originaux auprès de la Direction Générale du L.H.C. Ouest à l'adresse suivante : Cité AADL, Site 1377 logements Bâtiment 24/B - USTO - BIR EL DJIR, dès la parution de cet appel d'offres moyennant le paiement de la somme de Dix Mille (10.000,00 D.A.) Dinars.

Retrait du cahier des charges

Ne peuvent participer à cet appel d'offres que les candidats ayant retiré le cahier des charges et ayant les qualifications requises conformément aux cahiers des charges.

Dépôt des Offres

Les offres devront être accompagnées des pièces administratives réglementaires et techniques citées dans le cahier des charges et déposées au Siège de la Direction Générale du L.H.C. Ouest à l'adresse indiquée ci-dessus.

Présentation des Offres

Les offres doivent être présentées anonymement conformément aux instructions aux soumissionnaires figurant dans le cahier des charges.

Date limite de réception des Offres

La date limite de réception des offres est fixée à trente (30) jours calendaires à partir de la 1ère parution dans les journaux de cet appel d'offres.

Le registre des réceptions des offres et le cachet d'enregistrement de la Direction Générale feront foi.

Validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter le L.H.C. Ouest par :

- Téléphone : 041 27 78 63
- Fax : 041 27 78 64
- Email : lhco.dg@gmail.com / l.h.c.o@hotmail.fr

PENSÉE

La famille BENGUENDOZ, parents et alliés de Mostaganem, Marseille, Paris, Alger, Oran, Aïn-Azel, ont l'immense douleur d'annoncer le décès à l'âge de 87 ans de leur père, oncle,

BENGUENDOZ M'HAMED

survenu le 18/06/2013.

L'enterrement a eu lieu au cimetière de Sidi Benhaoua à Mostaganem le 21/06/2013 après la Sainte Prière du Vendredi. Cher père, par ta volonté, ton courage et surtout ton abnégation dans le travail, tu as élevé tes enfants en leur assurant tout le bien-être dans le monde, ce à quoi nous t'en sommes éternellement reconnaissants.

Toute la famille s'est réunie au grand complet pour prier Dieu Le Tout-Puissant de t'accorder Sa Sainte Miséricorde et t'accueillir dans Son Vaste Paradis où enfin tu connaîtras le repos éternel, toi qui as tellement travaillé pour nous. Merci cher père et repose en paix.

Société Algéro-Espagnole cherche :

*** 1 Ingénieur technico-commercial**

* Titulaire permis de conduire et possédant son propre véhicule.

* Résidant à Oran

* Maîtrisant l'espagnol et le français

Envoyer CV à l'adresse e-mail :

info@manprozar.com

**SPECIAL Ramadhan
Pour tes enfants d'abord.**

L'hôtel de la Résidence Cap Marina sis à Cap Falcon Aïn El Turck - Pieds dans l'eau - vous propose des séjours à des TARIFS ATTRACTIFS.

Appeler vite au :

0773.55.57.09 / 0770.26.45.66

041.26.51.98 / 040.26.51.99

**CLINIQUE DENTAIRE ZABANA
HORAIRES
RAMADAN**

*Dr. N. Sahraoui
Chirurgien - Dentiste*

La Clinique Dentaire Zabana sera ouverte :

Du Samedi au Mercredi : De 10 h 00 - 14 h 00
et de 22 h 00 - 00 h 00
Jeudi : De 10 h 00 - 14 h 00

Dr N. SAHRAOUI - Tél : 0555 11 49 95

RAMADAN MOUBARAK
1 Bis, Avenue Max Marchand (Immeuble Mitoyen lycée Lotfi) BT. A (1er étage)

MÉDÉA

Des renforts contre les feux de forêts

Rabah Benaouda

Prévenir autant que possible contre les feux de forêts et de récoltes, à travers une large et permanente sensibilisation des citoyens, en zones rurales plus particulièrement, lutter efficacement contre tous les foyers d'incendies de forêts et de récoltes qui se déclarent, le plus souvent, par mégarde et par négligences humaines, protéger au mieux la couverture végétale et permettre à nos agents d'acquiescer, d'année en année, l'expérience nécessaire et indispensable pour cela.

Telle est la ligne directrice de la direction générale de la Protection civile (DGPC), à travers sa direction centrale de l'organisation et de la coordination des secours, qui est suivie et qui guide, les activités estivales, plus particulièrement, de ses

«soldats du feu» qui, comme chaque année, appréhendent ces feux de forêts et de récoltes qui constituent le plus gros danger qui puisse menacer la couverture végétale.

Et c'est justement dans ce but, et à l'instar de toutes les régions du pays, que la «colonne mobile», allant dans ce sens et relevant de la direction de la Protection civile de la wilaya de Médéa, a été installée dans la matinée de lundi dernier, 1^{er} juillet, au parc de la Protection civile de Médéa-Béziouèche.

Une installation qui entre dans le cadre de la campagne estivale 2013. Une stratégie opérationnelle de la DGPC, à travers sa direction de la wilaya de Médéa, qui accorde une importance toute particulière à ces colonnes mobiles dont celle de la wilaya de Médéa qui mobilise, pour cet été 2013, pas moins

de 15 engins de différents types et un total de 60 agents, tous grades confondus, venus des 2 wilayas de Ghardaïa et Médéa. Une colonne mobile dont la mission s'étalera jusqu'au 31 octobre mais qui pourrait être prolongée au-delà, sur ordre de la DGPC, en cas de conditions météorologiques exceptionnelles.

Comme il reste à souhaiter et espérer la plus grande vigilance et l'extrême prudence de la part des populations rurales surtout mais également de ceux, parmi les citoyens, adeptes de promenades et randonnées pédestres, en milieu végétal tout comme ceux qui aiment les pique-niques. Car une simple étincelle, un mégot de cigarette jeté par mégarde peuvent provoquer l'irréparable, des dégâts incommensurables sur la couverture végétale.

Les résultats du BAC en recul

Pour cette année scolaire 2012/2013, dans la wilaya de Médéa, les résultats de l'examen du baccalauréat ont été caractérisés, eux aussi, par un recul de plus de 12% comparativement à la session de juin 2012.

Des résultats dont les taux de réussite de ces 3 dernières années, sont passés de 61,30% en 2011 à 56,62% en 2012 pour «descendre», un peu plus encore, et arriver à 44,31% pour cette année. C'est ce qui ressort de la lecture détaillée du communiqué de presse relatif aux résultats officiels et définitifs de cet examen du baccalauréat, session de juin 2013; ce qui nous a été remis, mardi dernier, par la cellule de communication de la direction de l'Education de la wilaya.

Des résultats qui ont confirmé, une fois encore, la domination totale qui se perpétue

depuis 2007, imposée par les élèves du lycée Khadidja Benrouissi de jeunes filles de Médéa-M'salla qui ont pris, comme toujours, la première place au classement des établissements avec un taux de réussite de 89%.

Ainsi, sur un total de 9.683 candidats scolarisés, ayant effectivement composé, seuls 4.271 d'entre eux, dont 2.650 filles, ont été reçus. Et la palme, dans le classement individuel, est revenue, une fois encore, aux filles qui dominent les garçons en «plaçant» 17 d'entre elles parmi les 20 premiers classés.

A la 1^{re} place, l'on trouve Nessrine Abdi du lycée Dr Mohamed Bencheneb de jeunes filles de Médéa, qui a décroché une excellente moyenne générale de 17,34%, dans la série Sciences expérimentales.

Elle est suivie à la 2^{ème} place, par une élève du même lycée et dans la même série, Hana-ne Fliti, avec une moyenne générale de 17,30/20. La 3^{ème} place étant revenue à Lydia Maked, du lycée Tayeb Melai-ka, de Ksar El-Boukhari, chef-lieu de daïra, situé à 64 km au sud de Médéa.

Quant au premier garçon, Mohamed Lyès Baghdadi, du lycée Rabah Bendaoud de Benchicao, une commune relevant de la daïra rurale d'Ouzera, située à 20 km, au sud-est de Médéa, il s'est classée à la 10^{ème} place avec une très bonne moyenne de 16,39/20 dans la série Technique mathématiques. Des résultats, enfin, qui ont donné à la série Génie civil, la 1^{re} place avec 70,93% de réussite et la 10^{ème} et dernière place à la série Lettres et philosophie avec 27,10%. **R. B.**

M'SILA

Le lait, les fruits et le reste

La promotion de la filière lait, le développement du maraîchage sous-serres et l'extension de la superficie arboricole fruitière sont les principaux axes du plan d'action arrêté, dans la wilaya de M'sila, pour développer l'Agriculture. La plasticulture est passée de 50 serres en 2001 à 600 en 2013 avec la perspective de «faire mieux» pour atteindre 20.000 serres, à l'orée de 2014, selon les services de la direction des Services agricoles qui soulignent qu'à la faveur des différents programmes de développement agricole et compte tenu de la nature du sol dans le Hodna, la plasticulture a «résolument décollé» dans cette wilaya. La culture sous-serre se concentre essentiellement dans la partie-sud de la wilaya, notamment dans les zones limitrophes de la wilaya de Biskra. Timide à ses débuts, la plasticulture a favorisé l'émergence de centaines d'exploitations familiales dans cette région dont la majorité prospère.

Le développement de la filière lait n'est pas la moindre des préoccupations, dans la wilaya

de M'sila où la laiterie «Hodna», entrée en production en 2003, a posé les premiers jalons du développement des activités d'élevage. Le nombre de vaches laitières qui était en 2003, dans cette wilaya, de 8.000 têtes a presque quadruplé pour atteindre, aujourd'hui, un total de 30.000 vaches. La quantité de lait collecté est passée de 3 millions de litres, en 2008, à 20 millions actuellement, avec la perspective d'atteindre 30 millions de litres, dans les deux prochaines années, selon le planning des Services agricoles. La laiterie «Hodna» est annuellement approvisionnée à hauteur de 20 millions de litres de lait sur le total de 50 millions de litres produits à M'sila.

Les efforts entrepris localement pour le développement de cette filière ont permis, en 2013, la création de 5.000 postes d'emploi. Par ailleurs, l'arboriculture fruitière connaît, au fil des années, une «progression remarquable», selon les Services agricoles. Avec 8.000 ha de vergers d'abricotiers, la wilaya du Hodna, qui produit une moyen-

ne annuelle de 600.000 q de ce fruit, est classée en 1^{re} position en Algérie, en matière de superficie vouée à cette spéculation.

Des efforts ont également été consentis pour développer et promouvoir l'oléiculture. Selon les statistiques des Services agricoles, la superficie consacrée à la culture des oliviers a atteint les 8.000 ha pour une production (saison en cours) de 750.000 q d'olives et 1,5 million de litres d'huile d'olive.

Les responsables locaux du secteur se disent conscients des atouts de la wilaya, en matière d'agriculture, et font part d'un «engagement résolu» pour développer davantage le travail de la terre. Ils rappellent notamment, dans ce contexte, que la wilaya de M'sila s'était classée, à l'issue de la campagne agricole 2012-2013, au 1^{er} rang à l'échelle nationale en matière de production de carottes.

Ils soutiennent également que la culture de différents légumes, crée annuellement une «énorme dynamique» illustrée par une offre de quelque 8.000 emplois saisonniers.

EL-TARF

Des promesses pour des améliorations

A. Ouelââ

La deuxième session de l'APW s'est tenue, mercredi dernier, en présence de tous ses membres, au nombre de 39, des directeurs d'exécutif et des chefs de daïra, avec comme ordre du jour l'approbation de la délibération n°02/2013. Le P/APW, Tridi Tarek, à l'ouverture des travaux, a fait part de la dynamique qui prévaut dans les différentes communes ayant trait au lancement de travaux multiples devant améliorer le cadre de vie des citoyens en matière d'amélioration urbaine, les routes, les logements, l'AEP et d'autres opérations en cours invitant les uns et les autres à persévérer dans cette optique, tout en saluant, au passage, les performances de certains sportifs sur la scène arabe avec l'obtention, par un jeune de Boutheldja, de la 1^{ère} place au 100 m, la médaille d'argent obtenue en haltérophilie, aux Jeux méditerranéens et l'accession du NBREK en régionale 2

Le wali, pour sa part, a indiqué que toutes les mesures ont été prises pour un Ramadhan et un été sans problème, en matière d'AEP et d'électricité avec la réception de 88 nouveaux postes appelés à améliorer la demande en énergie électrique.

Pour ce qui est du parc animalier de Brabtia, le wali a tenu à remercier tous ceux qui ont apporté leur contribution, parmi les entreprises publiques et privées ainsi que bienfaiteurs afin que ce joyau, devenu une véritable attraction pour les familles et leurs enfants qui viennent de plusieurs wilayas et que le statut d'EPIC lui permettra de mieux se porter. Pour les nécessiteux, par ailleurs, on signale que 15 milliards de centimes ont été consacrés au couffin du Ramadhan et que 22 restaurants seront ouverts à la rupture du jeûne.

GHARDAÏA

Campagne contre la drogue

Aïssa Hadj Daoud

«L'amélioration du sentiment de sécurité chez les citoyens», tel a été le slogan des deux journées de «portes ouvertes» organisées à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale pour la lutte contre les stupéfiants. Organisées par les services de la Police judiciaire de la Sûreté nationale de la wilaya de Ghardaïa, en collaboration avec l'Association de 'enfance heureuse' d'El Atteuf, ces deux journées «portes ouvertes» ont été l'occasion pour le commissaire Atallah Boukharouba, d'évoquer dans son allocution d'ouverture la dangerosité de l'utilisation de la drogue, quelle que soit la quantité consommée et de plaider en faveur d'une action commune multilatérale, concertée et solidaire avec la société civile, sans laquelle les efforts déployés en matière de lutte contre la drogue ne seront pas efficaces. M. Boukharouba n'a pas manqué de souligner dans son discours, les différences non seulement des situations géographiques face notamment à la question des trafics, mais aussi celles des positions par rapport à cette dernière. Comment concilier, en effet, la nécessité et les injonctions de lutte et d'éradication et les déclarations, sinon les dispositions légales prises, ça et là en faveur de la dépénalisation de la consommation et donc du commerce qui lui est rattaché ? La forte présence des services de sécurité sur le terrain contre ce phénomène se veut la première expression de l'intérêt et de la mobilisation de ses services dans la lutte contre ce néfaste fléau. C'est ainsi que les efforts déployés, les actions mises en œuvre et les importants moyens matériels et humains mobilisés ont permis, selon le bilan présenté par les deux officiers, M. Aloui Belaalmi et M. Tanjaoui Mehdi, dans cette lutte, montre à l'évidence que les efforts consentis portent dans la mesure où cela a permis aux services de sécurité de saisir, rien que pour les 5 premiers mois de l'année 2013, quelque 9,761 kg de résine de cannabis et 267 com-

primés de cocaïne, incriminant pas moins de 33 personnes. Ce bilan prouve, encore une fois, l'engagement incontestable de la police judiciaire dans le combat et le besoin que soient comblées les lacunes de la coopération judiciaire aux plans régional et local afin de donner corps à une véritable coopération constituant un maillage serré, seule garantie d'une victoire de la loi et du droit sur les narcotrafiquants. Halima Lahmar, a évoqué en présence d'une cinquantaine d'enfants de l'école privée «Erédouane» de la ville d'El Atteuf et de nombreux invités, dont le commissaire des SMA (Scouts musulmans algériens), de la wilaya de Ghardaïa, M. Ali Nedjar, les graves conséquences résultant de la consommation de la drogue. La consommation de la drogue par un individu, dit-elle, modifie ses fonctions physiques et psychiques, mais aussi ses réactions et ses états de conscience.

On appelle «drogue» souligne le Dr, Mme Halissat Fouzia, les produits créant une dépendance (addiction) et reconnus comme nocifs pour l'individu, commencer par le tabac et l'alcool, suivis de la drogue. La quête du plaisir, le désir de quitter la réalité ou de faire une nouvelle expérience sont souvent des moteurs de la consommation excessive de drogues, mais il faut savoir que cette consommation de stupéfiants entraîne très rapidement des conséquences néfastes. Un individu sous l'emprise de ses substances peut, en effet mettre sa vie et celle des autres en danger, de part la lenteur de ses réflexes, de ses réactions, mais aussi par les modifications de sa personnalité. Cela entraîne également une dépendance et d'importants risques pour la santé «overdose».

En marge de cette célébration de la Journée mondiale de la lutte contre la drogue, une attirante exposition a été installée au centre de la ville millénaire au 2^{ème} jour de ces «portes ouvertes», permettant aux visiteurs de découvrir les graves risques et les conséquences que peut entraîner la consommation de la drogue.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 chaâbane 1434				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h44	12h52	16h44	20h13	21h53



APARTEMENTS

■ A vendre F2. Acté. 3^{ème} étage. Plateau. Refait à neuf. Balcon. Vue sur le grand boulevard. Pas de promesse de vente - Tél : 0777.64.91.50

■ Vds 3 Apparts F5. WC. Cuis., douche avec baignoire, de 200 m² chacun. 2 Fc. 1 appartement par étage dans un immeuble de 3 étages nouvelle Const. Pas de voisins. Convient aussi pour une même famille - y compris terrasse. Situés Rue Sekkal Chaib angle Rue Al Ben Abi Taleb - SIDI BEL ABBES - Tél : 0553.78.71.14

■ Vds : F3 1^{er} 140 m² St Eugène - F2 1^{er} P/Victoires + F2 RDC rue Mostaganem - F3 RDC Bd Froment Coste - F3 RDC Bém-Saf - F4 5^{ème} Akid - F3 3^{ème} rue Khemiss 110 m² - F2 2^{ème} Hai Sabah - 0559.95.58.08 - 0551.53.51.85

■ Vds F3 1^{er} 2 Fc. Av. Tlemcen Promesse - F3 2^{ème} refait V. Mosquée - F3 1^{er} Mirachaux - F3 6^{ème} refait cité Mouloud Ferouan Ascenseur - F6 3^{ème} 160 m² Miramar 2 Fc. Bloc 3 locaux - F4 RDC + garage Pyramides USTO - 0558.95.58.08 - 0551.53.51.85

■ Vends F2 St-Pierre 550 U / F4 Grande Terre 3^{ème} 980 U / F4 cité des Falaises 2^{ème} 1350 U / F1 Miramar 2^{ème} 530 U - DUJWED EL-ADL - 0771.53.77.94 / 0796.74.05.52

■ Vds / Ech. F4 AADL Pépinière B. Djir, 16^{ème}, très bien ensoléillé, 02 ascenseurs, gardiennage, parking assuré, très commod. Vue panoramique (P.D. 11 millions DA) - études lites Prop. - Tél : 0550.540.880 - 0770.180.189 - 0550.266.514

■ TLEMCEM (Ag. Mektoou). Vds : 2 F5, 2 F3 Imma - 2 F4 Kifane - 3 F3 Boujlida - F4 Imama - RC 2 Appi inachevés Bel Air 115 m² - Tél : 0790.50.80.72

■ Akid Lotfi Vds bel F4 très propre refait à 100%, neuf, cuisine et SDB équipées, toutes commod. 3^{ème} étage dans un immeuble de 5 étages, double Fc., cité fermée et calme, très bon voisinage. Pr. Ap. visite - Courtiers et curieux merci de vous adresser - Tél : 0555.88.36.14

■ Location F3 pour Société (2 ans) 2ème étage. 90 m² + F3 Yaghoracion super luxe 3ème étage. Acté - A vendre + Loue F3 - Tél : 0550.61.97.09

■ A vendre F3 + salle de bain + cuisine état neuf, situé au centre-ville d'Oran. 2ème étage - Tél : 0778.94.20.55

■ Vds F3 meublé - Acté - au 2ème étage à Hai Akid Lotfi en face mosquée ElWafa meublé + Appart 250 m² Fr.Mr 6ème étage - Tél : 0771.53.78.74

■ TLEMCEM : Loue F4, 1er étage BUIYED pour fonction libérale UEM + F3, 3ème étage SIDI SAÏD 2.5 Union - Tél : 0555.61.28.79 / 0798.33.92.84

■ Loue une Pièce à ORAN pour six (6) mois avec cautionnement et loue une Baraque pour collabataire sans sanitaires - 0552.19.48.17

■ Loue 02 Apparts moyens F4 - 2ème étage. Sécurisé. Chauffage + chauffe-eau - Hai Yasmine - Pas d'intermédiaire - Contact : 041.28.21.78.HB - 0770.31.60.80

■ Loue 2 Pièces en plein centre-ville, bien situées, pour habitation ou profession libérale, pour personnes séjournant. Curieux s'abstenir - Tél : 0771.33.10.35 - 0555.87.78.00

■ Location à Courbet Jp Duplex individuel, cité fermée, bien sécurisée, avec garage, hammam, RDC : séjour, hall avec cuisine, Sal. et jardin. Ter. 4 Ch. et SDB. Terrasse avec buanderie. Vue Imprenable sur Oran - 0560.089.616

■ A vendre F3 - Acté avec Livret foncier - au 4ème étage. Refait à neuf. 85 m². Eau H24. Tél. mobile + internet - situé à la Cité Tounsi à AIN TEMOUCHEMENT - Prix après visite - Tél : 0799.75.94.86

■ TLEMCEM - Vends appartement centre-ville 70 m², 1er étage avec terrasse - état neuf, rénové. Convient pour profession libérale - Tél : 0771.78.83.16

■ Loue Apparts F2 et F3 Gd standing, tics commodités, garage, terrasses avec vue sur mer, sécurisés, à proximité de la plage de Cap Falcon (Ain El-Turck - ORAN). Possibilité location courte durée et réservation pour l'été - Tél : 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■ Vente bel F5. 1^{er} étage, aménagé en Duplex 1^{er} + 2^{ème} + Gde cour en haut. 200 m² - situé au Bd Millenium Cité CNL à côté de Bir El Djir - Tél : 0770.48.98.50

■ AG. I. Vd F4 3^{ème} 82.37 m² refait. Cité des enseignants Maraval - Vd F2 2^{ème} les Glycines Maraval. PO : 600 U - 0557.24.75.10 - 0770.64.32.07

■ Location : F3, 2^{ème} étage, meublé à Boulevard des Chasseurs - F3 1^{er} étage Akid Lotfi en face la Méridien - Tél : 0550.53.94.88

■ Loue F4 dans une résidence à Hai Yasmine, 2^{ème} étage, double façade, bien ensoléillé, avec ascenseur. Eau (H24). Parking et sécurité assurés - Contacteur : 0772.26.13.67

■ Vends appartement acté F4 St Hubert ORAN. Toutes commodités. Refait à neuf. 1er étage - Tél : 0552.81.02.46

■ Vends Appart F4 - 151 m² - 4^{ème} étage individuel. Rue Khial Salah - Medioni - ORAN - Tél : 0772.18.59.12 - 0560.11.4.68

■ A vendre Appart F5. 3^{ème} étage. Sup. 135 m² à Ain El Turck (Rond-point Dauphin). Acté - Tél : 0775.39.38.38

■ Vends ou échange F2 RDC centre-ville d'Oran contre Appart F3 à Oran et environs avec supplément - Tél : 0772.19.47.45

■ Couple avec 1 enfant cherche location d'un F2 Oran-ville. 14000 DA/mois, avance 4 mois max. - Contacteur : 0668.27.94.03

■ Loue F4 meublé à Dar Beïda + local pour Bureau avec sanitaires et soute, climatisé, meublé et équipé - convient pour assurance ou Ag. de voyages. Endroit stratégique Vieille Mosquée en face consulat de France - Tél : 0553.12.73.15

■ Location Appart + loue Bureau au Cville équipé de F4 meublé et équipé climatisé 1^{er} étage à Grande Terre Dar Beïda derrière - Aïrah El Djazair - parking disponible - Tél : 0553.12.73.15

■ Ain El Turck - Vds F3 neuf. 3^{ème} étage dans un immeuble sécurisé, cité fermée, parking assuré - curieux, intermédiaire s'abstenir - Tél : 0561.52.70.89 - à 12 H 00 - 14 H 00

■ SBA - MACTAA - A vendre joli studio bien aménagé, équipé, 5^{ème} étage avec une belle terrasse. Ensoléillé. Vue panoramique. Eau courante 24/24 + un grand balcon. Prix 400 U - Tél : 0661.44.60.39

■ A.V. F4. Acté. 98 m². 2e étage. 3 balcon. Vue sur mer et côté paysage. Alentour sécurisé. Bien aménagé. Sanitaires. Citerne d'eau 500 L + pompe à eau. Libre de suite. Cité 460 Logts LSP (Bousville) Ain Turck. P.D. 980 U - Tél : 0798.66.21.27

■ Loue F3, 2 pièces, 1 Gd salon. Balcon. 2 façades. 7e étage avec ascenseur. Miramar. ORAN - Tél : 0798.67.73.43 - 0790.59.95.26

■ Loue F2 + F3 meublés avec garage à Bouserville-plage pour saison estivale - Tél : 0778.03.98.73

■ Part. Vd F2 (P. Cuis. Douche. WC) rénové neuf, très propre, au RDC à St Pierre à côté mosquée Zine El Abidine C.V. d'Oran immédiate. Accepte Prom. de V. avec apport de 200 U. Libre de suite. Prix 400 U ferme. Acté - Tél : 0558.08.29.13

■ Bur. d'Aff. ISKENE Immob. Hai Sabah. Oran. Tél : 0560.70.21.30 - 0555.35.03.11 - Vente F3 RDC 90 m² USTO HLM - F3 1^{er} 80 m² Akid Lotfi - F4 5^{ème} Omara - F3 6^{ème} Omara avec ascenseur - F3 2^{ème} Maraval - F3 4^{ème} Akid

■ Loue à Bousville (Ain El Turck) ORAN F3 entièrement équipé dans rez-de-chaussée de villa plus garage pour le mois de Ramadhan - Tél : 0669.27.50.51

■ Bur. d'Aff. ISKENE Immob. Hai Sabah. Oran. Tél : 0560.70.21.30 - 0555.35.03.11 - Vds F2 3^{ème} Omara - F3 2^{ème} HLM - F2 Avenue St Eugène - F4 hall 1^{er} 136 m² St Eugène - (2) F2 3^{ème} Dar Essalem - F3 4^{ème} LSP Acte Dar Essalem - F3 6^{ème} Avenue Sid Chamhi - F3 modifié F4 Hai Chouhada

■ Vends F3 standing de 130 m² au 1er étage dans un beau vitré, grand hall, double façade, sans vis-à-vis. Acté et Livret foncier. Convient Prof. Libérale - Quartier Boulanger - Tél : 0669.74.56.55

■ Je mets à vendre une carcasse de 60 m² à Gambetta + un Appart F2 + F3 à Gambetta - Tél : 0559.60.19.33

■ TLEMCEM - A louer F3 - F4 meublés, locaux & Apparts, bungalow à Marsat Ben Mhidi - TF : 043.30.22.71 - P : 0793.24.78.88 - site Web : www.magnhaciou.net

■ Urgent : A vendre appartement 70 m² acté pour logement ou profession libérale RDC villa aménagée studio 75000 millions dinars négociables - 0696.25.10.08

■ Jeune couple cherche pour Achat F2 - Acté - à Oran ou aux environs d'Oran - Ne dépassant pas 300 Unités - Tél : 0792.89.40.23

■ ARZEW - Vends appartement F5 super luxe. Acté. 2^{ème} étage. 2 façades. Possibilité Promesse de vente. Cuisine équipée. Tél. Internet. Clim. - Cité Benboualid - Arzew - Tél : 0556.14.91.78

■ Vends un bel F4 très propre. Sup. 110 m². Acté. 3 façades. 1^{er} étage. Endroit très calme. Vue sur Boulevard Hai Es-Salem. ORAN-Ville - Tél : 0770.67.26.20

■ Vente appartement F3 centre-ville ARZEW. Rue principale : 02, Rue des Martyrs - Tél : 0796.46.26.40 - 0777.68.09.46

■ A vendre Appart Duplex F4. Acté. Hai Yasmine 4ème Périph. - 0550.21.81.31 - 0551.82.71.40

■ A vendre Appart 2 pièces cuisine à Sidi Bachir à côté de la Brigade avec Désistement - Prix après visite - N° Tél : 0771.66.46.04

■ A.V. Appart F4 Akid Lotfi 3e étage 92 m² - Appart F3 Akid Lotfi 1er étage 2 façades - Appart F4 Yasmine (2) 3e étage Promolormel Top - 0550.46.12.03

■ Loue Appart F3 au 2^{ème} étage dans un immeuble calme à Seddikia. ORAN - Tél : 0771.74.03.31

■ Vends bel F5. 1^{er} étage. Refait à neuf. Toutes commodités. 110 m² - Seddikia - Tél : 0553.54.14.19

■ Vds F4. Acté. Sup. 136 m² 3^{ème} étg. grand standing. Refait à neuf - face hôtel Royal - Prix 1 M 800 - Tél : + Internet + Wifi - Tél : 0791.72.84.86 - 0795.77.38 - 0553.80.02.92

■ Particulier vend un F3 RDC pour habitation ou profession libérale. Acté. Prix raisonnable - Plateau St Michel 09.41.91.23 et 0794.975.818 - Adresse : Route St Michel (près de la gare)

■ Loue Appart Cité Bensmir Ain El Turck. 2^{ème} étage. 82 m² : salon, 2 P., Cuis., SB, toilettes, hall - Tél : 0771.18.91.15 - 041.46.70.76

■ F1 acté à vendre à Cité Perret - Appeler : 0556.95.25.67 - Intermédiaire s'abstenir

■ Particulier loue à Port-Say (Marsa Ben Mhidi) Apparts équipés à 100 m de la plage. Réduction 50% sur le prix de location - Tél : 0797.97.44.17

■ Loue des Apparts dans immeuble meublé et équipé et toutes commodités. Garage, eau H24., dans un quartier résidentiel et calme pour famille. Trouville. Ain El-Turck. ORAN - Tél : 0777.65.23.63

■ A vendre Appart F5, 2 façades, 4^{ème} et dernier étage. 100 m². Cité Yaghoracion à côté de la salle de Chahrazed - Prix offert 13 - Tél : 0555.48.73.88

■ A vendre un Appart F4 à Ain Beïda - Tél : 0665.69.20.43 - 0773.97.93.81

■ A.V. Appart F3 spacieux 114 m² propre, cité calme CNL (4^{ème} Périph.) 4^{ème} étage, 3 façades. Acté - 0770.71.20.37 - 0551.50.20.20

■ Vends Appart F2 modifié en F3 (79 m²) au 1^{er} étage. Gd standing. Plateau St Michel tout près de la Ville Nouvelle et de l'hôpital. Courtier s'abst. - 0795.62.25.96 - 0553.58.36.61

■ A vendre Appart F4, 3 façades, 2^{ème} étage, acté, résidence « Sofas Léonor » Akid Lotfi. Oran. Refait à neuf. Curieux, Intermédiaire s'abstenir. Prix après visite - Tél : 0770.196.100 ou le 0660.625.861

■ A louer Apparts 2 F3 standing (150 m²) au 1^{er} et au 2^{ème} Cité Petit. ORAN - Tél : 0770.48.98.50

■ A vendre F3, 3^{ème} étage. 80 m². Hassi Ben Okba - ORAN - Tél : 0550.37.40.70

■ A Canastel : Vends 2 appartements de type F3, cuisine équipée, hall, salon, 2 chambres, SDB et toilettes. Prix 9.800.000 DA / Unité - Tél : 0560.34.71.35

■ Vends appartement F3. Rez-de-chaussée. 108 m² à Ain El Turck / Oran - Prix offert 850 M. - Tél : 0773.88.63.43 - Fixe : 041.44.29.28

■ Vends à ORAN Résidence Felouachine Bt Sonatrach bel F4, 125 m², 5e étg. Acté. Refait à neuf. Résidence clôturée. Hurv, H24 - PD : 17 MDA négoc. - Tél : 0775.54.64.33 (Voir Site Oued Kniss)

■ A vendre F6 étage de villa 1er étage, convient habitation ou fonction libérale, sur boulevard (Bd Viviani à côté du Trésor). Sup. 334 m² - Tél : 0556.14.10.85

■ A vendre appartement R+1. Désistement (F5) à Hassi Bouif (O.P.G.I.) - Tél : 0668.44.57.46

■ A louer Appart 02 pièces + cuisine + haouche, tout équipé et climatisé dans la Résidence Soraya à Bouserville - Tél : 0560.48.29.17

■ A louer F3 duplex au 3^{ème} étage Hai El Yasmine. Complètement refait - Tél : 0771.14.26.42

■ A vendre F3. Acté. R.D.C. 3 façades. Maraval. Convient profession libérale, bureaux ou habitation - Tél : 0790.51.10.78

■ Particulier loue F4 Duplex 104 m² Hai Yasmine - Tél : 0554.23.03.71

■ Vends Appart F5. Sup. 225 m² grand Stand. 2 façades. 3ème étage avec ascenseur dans un immeuble propre. Possibilité Promesse de vente. Bd Zirout Youcef - Tél : 0560.02.31.70

■ A vendre appartement F3 standing. 3ème étage. 3 Pces, cuisine, SDB, WC + hall et couloir - cité et parking surveillés - Akid Lotfi - Prix après visite - Tél : 0555.42.13.97

■ Vends ou échange contre F4 lot de terrain 203 m² contantant 2 locaux 80 m² et 40 m² avec WC électricité 380 V + eau à Boutléfis Hai Naib - acté + livret foncier - Tél : 0771.84.99.48 / 0771.22.59.90

■ Loue pour vos vacances estivales des appartements standing équipés tout confort et pieds dans l'eau à MERS EL HADJADJ-plage - ORAN - Tél : 0773.40.11.01

■ Partic. Vd Appart Gd standing meublé 118 m² / 5^{ème} étage avec Gd Sal. + 2 Gdes P. + Cuis. Italienne, équipée de toutes commodités - SDB + WC + Gd balcon vue sur mer, situé à Résidence Belle Vue nouvelle Const. en face Agly Oran El Djir. Libre de suite - Tél. ou par propriétaire : 0790.67.30.47. Pr. Ap. visite

■ Oran appartement F3, hall, chauffage, chauffe-bain, bien situé à Cité Zabana. ARZEW - Contacter le 0557.04.49.02 ou 041.42.92.28

■ A vendre un bel appartement F3 à Mostaganem-ville 1^{er} étage, entièrement rénové, eau H24, cuisine et SDB équipées. Bon voisinage. Parking assuré - 0797.38.01.49 - 0790.46.00.92

■ ARZEW Affaire à saisir. A vendre à la Cité Ahmed Zabana F4, 92 m². Ensoléillé. Alarme. Réservoir 2 m3. 5ème étage. Tél. - Prix 715 unités. Visite après 17 H 00 sauf week-end - Tél : 0556.86.44.18

■ A vendre Appart F4 acté au 1^{er} étage à Hai Seddikia 340 Logts Les Verts, refait à neuf, vis-à-vis endroit très calme, ensoléillé (curieux s'abstenir) - Tél : 0665.26.89.31

■ ORAN. Plein centre Miramar vends F3, 1^{er} étage dans un immeuble propre et fermé, bon voisinage idéal. Prix demandé 970 U négociable - 0771.00.96.49

■ ORAN : A vendre Appart F3, 7^{ème}, 2 façades, vue sur mer, à côté Police 11^{ème} - PD. 950 U - Tél. 0551.59.91.22 - 0554.56.21.31

■ Loue pour saison estivale à Marsat El Hadjadj (ex-Port-aux-Poiles-plage - ORAN) appartements F2, proximité plage, ambiance famille, parking et sécurité assurés - Tél. 0560.95.89.72 - 0661.82.60.15

■ Particulier : Vend à ORAN Appart F4 à Akid Lotfi. Acté. 3^{ème} étage double façade, immeuble de 05 étages, deux voisins par palier - Tél. 0561.78.06.57

■ Affaire à saisir - Loue une très bel Appart F4 en 4^{ème} étage, équipé, ensoléillé, en plein boulevard imama - Tlemcen - Tél : 0780.79.96.36

■ A vendre appartement F4 - 3 façades - Acté - 96 Logements Cité Ahmad CNEP 4ème étage Yaghoracion. Habitation endroit tranquille. Prix après visite - 0772.94.81.89 - ORAN

■ MOSTAGANEM : Location Appart Haut standing Duplex. 162 m² meublé, nouveau Front de mer Mostaganem, vue panoramique sur mer, au 5^{ème} étage Salamandra + garage - Tél. 0550.51.60.95

■ A vendre Appart au centre ville d'Oran à côté du marché Michelet, F3 cuisine, SDB, 02 balcons, 3ème étage, en bon état - Tél : 0780.91.13.78 - Intermédiaire s'abstenir

■ Hôtel à vendre Mdina Djdidia ORAN, double façade sur 120m² avec 3magasinsRDC + 04niveaux - 0771.78.83.16 - 0770.50.12.25

■ A vendre / Echange (contre M.M. + Comp) Appart F3 aménagé en F4 Cité 1500 Logts USTO (en face L'Université) - Tél : 0697.80.72.15

■ Vds villa 320 m² Castors R+1 - Maison de Maître R+1. 125 m² Hammam Bouhadjar - Maison de Maître 2 façades R+1, 4 locaux + garage Boufatias - Carcasse 100 m² R+2 1ère 70% Bouserville-plage - 0558.95.58.08 - 0551.53.51.85

■ Vds villa R+2 La Lofa 250 m² neuve de luxe, 2 Gds salons, 6 Ch., 1 garage 2 Vch., 2 terrasses, 2 Cuis., SDB, 3 WC + hammam + puits + 2 jardins. Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0698.79.42.07

■ TLEMCEM (Ag Mektoou) : Vds carcasse 1000 m² plateau Lalla Setti + 450 m² Bt R+1, 2 T. 300 m² Sid Otm. - Tél : 0790.50.80.72

■ Vends très belle villa Canastel Nouveau. R+1. Jardin. Garage - Tél : 0560.22.29.68

■ A louer villa meublée, aménagée, équipée et climatisée, 03 pièces, hall et 02 SDB, avec toutes commod. Ht standing, pour saison estivale. Endroit pour famille, tranquille et sécurisé - Tél : 0559.27.71.79 ou 0773.47.06.62

■ Vds à SIDI BEL ABBES : Habitation. RDC : douche publique. 1^{er} étage : 15 Sup. 267 m². Hai El Moustachta (Hôpital) - Tél : 0794.03.56.27

■ Vds : Villa RDC sur boulevard à ES-SENIA - ORAN - composée de 5 Pcs + cuisine - cour + 2 locaux en activité commercial - Sup. 225 m² - Tél : 0550.02.48.03

■ Loue Maison équipée pour famille à Bouserville - Ain El Turck - Garage + jardin + climatisation - 100.000,00 DA / mois - Tél : 0771.25.30.34

■ Vds belle Maison de Maître 150 m² récente - Quartier calme. Bon voisinage. Toutes commodités - Contacter le 0550.30.09.97 - 0662.16.43.95 - Curieux et intermédiaire s'abstenir

■ A vendre Carcasse R+2 - 140 m² - à Rocher - Actée - Tél : 0774.92.79.90

■ Vente ou à louer à partir 10 Juillet à Coralès et à 40 m de la plage : Gde villa équipée de tout, climatisé, chauffe-bain, eau H24 avec puits, garage pour voiture - Curieux s'abstenir - Tél : 0775.96.05.20

■ A vendre à REMCH : Grande Maison 690 m² au Boulevard du centre-ville - Prix après visite - Curieux et intermédiaire s'abstenir - Tél : 0553.52.83.44

■ Vds villa actée R+1. 150 m². Terminus 31 Belgaid. Libre de suite. PD : 27 - Lot 2 F. 156,5 m² Bahja Avenir PD : 13 - Tél : 0664.46.45.21

■ Vds villa 250 m² actée + Certif. de conformité R+1. Bâtie 168 m² tics commod. Garage 3 V. et local à ORAN-EST à 1 mn de l'école, CEM, lycée, Hôpital, T. Bus 103, Pt, C1, P1, C1, 61 face jardin d'Enf. Endroit calme et résido. Prix nég. Aff. - 0699.25.49 - A.T.H.

■ A vendre Maison à Cité Petit - Sup. 141,67 m² et 10 m de garage - Tél : 0772.49.58.98

■ V. Villa actée R+1. 150 m². Terminus 31 Belgaid. Libre de suite. PD : 27 - Lot 2 F. 156,5 m² Bahja Avenir PD : 13 - Tél : 0664.46.45.21

■ Vds villa 250 m² actée + Certif. de conformité R+1. Bâtie 168 m² tics commod. Garage 3 V. et local à ORAN-EST à 1 mn de l'école, CEM, lycée, Hôpital, T. Bus 103, Pt, C1, P1, C1, 61 face jardin d'Enf. Endroit calme et résido. Prix nég. Aff. - 0699.25.49 - A.T.H.

■ A vendre Niveau de villa super F3 + jardin + cour. Toutes commodités. Entrée individuelle. P/Fonction libérale - Ville de Médinet - Tél : 0561.59.61.08

■ Loue villa coloniale meublée (neuf) vue sur mer + jardin propre + terrasse + internet + piscine à air (enfant) 15 m² quartier résidentiel à Trouville Ain Turck

■ Vds local + S/Sol de 170 m², 2 rideaux auto. Faç. 11,50 m + entrée côté immeuble - fini 100%, bien placé, convient toutes activités ORAN-Est - Hay El Yasmine - 0669.26.70.05

■ Loue local à Cité Petit de 300 m² à usage commercial, dépôt, agence - Tél : 0669.49.80.56

■ Vds local commercial 150 m² - 4, Bd Benzerdjeb. ORAN - 3 niveaux - 3 vitrines - Tél : 0561.97.50.41 - Prix après visite

■ Loue très beau local très bien situé. Sup. 80 m² avec 2 rideaux élect. Toutes commodités. Situé sur grand Bd Mordich côté Capotchino (Point du Jour) - Tél : 0792.10.33.80

■ Urgent : A vendre F2 - 70 m² - Acté au R.Ch. de villa à Canastel ORAN. Prix : 750.000.000 - 0696.25.10.08 - Possibilité profession libérale

■ ORAN - Choupot / Particulier loue un grand local de 250 m² avec sanitaires + eau disponible 24 h x 24 h - utile pour activité sportive (salle de sport) - Tél : 0699.16.81.35

■ ORAN : A vendre local 21 m² (WC + Elect. + Eau) à Hai Chouhada Es-Sabah - P.D. 320 U - Tél : 0554.56.21.31 - 0560.69.00.65

■ Loue hangar à la Zone Industrielle NEDJMA à 5 Km d'ORAN. Superficie 760 m² couverts, hauteur 6 m - conviendrait dépôt - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0780.12.66.95

■ A.V. Centre commercial dans construction nouvelle RDC + 2 étages centre-ville Hassi El-Ghella - W. A. Témouchent - 0699.10.74.86 - 0559.84.32.02

EMPLOIS

■ Assurance recrute Femme poste pré emploi sans / avec expérience, diplôme en économie - Envoyer CV + Photo par mail : Assurances2a3125@hotmail.fr

■ Ecole de Formation recrute Secrétaire de direction. Expérience exigée - Contacter : 0795.25.03.19 - 041.36.75.74 - ubs5d@gmail.com

■ Cherchons Commerciale Femme (F.F.) sérieuse pour tenir magasin. Habitant Bir-El-Djir ou environs immédiats - Contacter : 0550.30.09.97 - 0662.16.43.95

■ EURL cherche Technicien Supérieur en Electronique et en Maintenance électronique avec expérience d'au moins de 3 ans - Appeler au 0557.12.82.85 (H.B.)

■ L.B.Z. Station de lavage recrute Personnel qualifié - sise au centre-ville ORAN - Tél : 0773.52.06.00

■ Cherche Jeune Homme entre 18 ans et 25 ans pour boucherie fine spécialité poulet pour déssage et préparation du poulet rôti au niveau de Akid Lotfi - Contactez le 0559.45.60.11 - 0558.93.58.92

■ ETPBH cherche pour ses projets en Algérie, des Coffreurs / Ferrailleurs, ayant travaillé en Espagne - Contacter Tél : 0770.896.950

■ Vds : Magasins 55 m² - 33 m² à Akid Lotfi - Magasin à Plateau pour activité commerciale - Dépôt 2.500 m² à El Kerma - 0550.53.94.88

■ A louer très beau local très bien situé, 19 m², sur Boulevard Colonel Amirouche - Tél : 0697.67.30.21

■ Vente 3 locaux commerciaux en activité (Cafétéria - Boulangerie - Vulcanisateur) sur trois façades. Superficie 264. Situés à Sidi El Houari en face la banque - Tél : 0772.45.69.27 - 0662.65.61.77

■ AIN TEMOUCHENT : A vendre local plein centre-ville R+1. Superficie : 2 x 56 m² (Acte + Livret foncier) + Haouche mitoyen. Superficie 256 m². Acté - Contact : 0770.49.31.98

■ Vds mezzanine aménagée à Hai El Yasmine et magasin à l'intérieur Cité ARCOPRIM Akid Lotfi (ORAN) - Tél : 0771.88.46.00

■ Vends local commercial double façade situé au Bd Adda Benaouda - Plateau - ORAN - Superficie 72,38 m² - Tél : 0794.96.49.52

■ ISKENE IMMO. Hai Sabah. ORAN - 0560.70.21.30 - 0556.57.71.77 - Locaux à vendre : 74 m² Sabah - 26 m² Sabah - 40 m² HLM - 40 m² Sabah sous-sol 205 m² - 40 m² Boulevard Maraval

■ Loue un grand hangar de 720 m² couvert 7 m de hauteur façade sur R. à 150 m de l'autoroute de Misserghine - Tél : 0555.30.68.57

■ A louer local 20 m² y compris le grenier (Sedda) avec vitrine, situé au début de l'Av. St Eugène du côté Castors. Prix de location 28.000 DA. Visite à partir de 17 H 00 - Tél : 0776.07.90.14

■ MASCARA - Loue local restaurant. Sup. 100 m². Zone 12. Route Alger - Tél : 0770.97.59.59

■ Vends local 49 m² et sous-sol 51 m². Acté à Akid Lotfi ARCOPRIM - ORAN - Mob : 0561.324.406

■ Vends local 34 m². Acté. 2 façades. Non aménagé. Situé à Hai El Yasmine - ORAN - Tél : 0775.21.15.56

■ A vendre un grand local de 612 m² (RDC + 2 sous-sols + étage) tout près du théâtre centre-ville Oran. Convient siège Sté, banque, assurance... etc. - Tél : 0550.54.07.04 - 0560.24.14.12

■ BENI SAF : Vds un Dortoir 16 Ch. + 3 magasins + logement de fonction. Prix : 2 Mr 500 - Tél : 0668.51.53.31

■ Local à vendre à 400 Logts LSP Ain Turk. Sup. 51 m² deux façades - Tél : 0773.68.62.30 - 0770.53.24.43 - (SVP à ne pas déranger après 18 h 00)

■ Loue à Akid Lotfi (Oran) Prom. Dynamic. Résidence Mezzaghena. 02 locaux avec soupenne (120 m² + 108 m²). Rideaux élect. Façades + escaliers granite. Convient siège banques, assurance, laboratoire... (10 U 6 8 U) - Tél : 0667.43.42.73 / 0661.20.65.35

■ A louer : Magasin Alimentation Générale en pleine activité au centre d'Ekemühl - Prix après visite - Tél : 0773.83.98.46

■ Loue café EL NADJAH (Plateau) Oran. Sup. 267 m² - pour Assurance - CNEP - Point de vente (Djezza - Nedjma - Mobilis) etc. - 0779.36.95.90 - 0550.76.63.06

■ A.V. : Local Akid Lotfi 33 m² refait à neuf + 58 m² + 37 m² + 2 locaux Yasmine - A vendre villa 192 m² Millenium. Top - 0550.46.12.03

■ Loue local 180 m² de 5 pièces. Convient siège Sté - Ecole... etc. - Loue Hammam + Sauna + Loue F2 et F3 - Le tout à Paradis-plage Ain Turk - 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

■ A vendre Bain maure + villa R+2, garage pour 02 voitures + terrasse. Surface 350 m² - La Corniche (EL-AN-ÇOR) - N° Tél : 0778.10.61.25 - 0773.82.49.66

■ A vendre Boulangerie en activité. Murs et Matériels à USTO Cité 1500 Logts. ORAN - Tél : 0555.10.23.84

■ A louer plusieurs Bureaux administratifs de 15 m² à 250 m² avec sanitaires centre-ville A/TEMOUCHENT - Tél : 0795.18.80.78

■ Cité Djamel (Coopérative Hai Ennou) : A louer 02 locaux de 145 m² jumelés - les locaux sont sur boulevard bien situés - Tél : 0775.16.69.63

■ Vends Hôtel 300 chambres. 3 étages. Chauffage central. Eau chaude. Bâche d'eau. Puits - Construit en 1995 - Contacter Mobile 0791.48.93.27

■ Location local de 80 m² de 2 rideaux à 209 St George Castors à côté de lycée Mustapha Haddam (les grossistes des œufs) ORAN - 0773.58.19.91 - 0561.35.34.18

■ Local à vendre à USTO bien, aménagé avec une sédda d'une superficie de 12 m². Prix négociable. Possibilité de Promesse de vente - 0551.39.03.03 - 0667.74.72.23 - 0559.23.92.52

■ Vends Parc Fab. Agglomérés de 2.000 m² en Zone d'Activité avec très belle villa à MOSTEFABEN BRAHIM - Tél : 0772.24.67.33

■ A vendre : 4 magasins jumelés 100 m² avec soupenne - bien situés Boulevard de la daïra ES-SENIA - ORAN - 0550.45.59.02 / 0772.65.74.93

■ A vendre local acté 12 m² - Endroit commercial Hai El Yasmine 1 - Tél : 0661.42.47.28

■ Sté met en vente des locaux commerciaux à GUYEL-Est - Tél : 0560.03.83.85

■ Location ou Vente 2 locaux mitoyens avec soupenne à l'intérieur Cité ARCOPRIM Akid Lotfi - ORAN - Tél : 0558.46.57.38 - 0667.11.71.30

■ Location d'une salle des fêtes au centre-ville d'Oran plus de 300 personnes - Tél : 0661.20.18.24

■ A louer local en duplex + de 70 m² à Résidence El Boustène C.V. (Miramar). Convient cabinet médical, d'avocat, labo... etc. ou autre commerce - gardiennage, assuré - sanitaires + eau + gaz - Tél : 0557.01.36.44

■ Vends local + S/Sol de 170 m², 2 rideaux auto. Faç. 11,50 m + entrée côté immeuble - fini 100%, bien placé, convient toutes activités ORAN-Est - Hay El Yasmine - 0669.26.70.05

■ Loue local à Cité Petit de 300 m² à usage commercial, dépôt, agence - Tél : 0669.49.80.56

■ Vends local commercial 150 m² - 4, Bd Benzerdjeb. ORAN - 3 niveaux - 3 vitrines - Tél : 0561.97.50.41 - Prix après visite

■ Loue très beau local très bien situé. Sup. 80 m² avec 2 rideaux élect. Toutes commodités. Situé sur grand Bd Mordich côté Capotchino (Point du Jour) - Tél : 0792.10.33.80

■ Urgent : A vendre F2 - 70 m² - Acté au R.Ch. de villa à Canastel ORAN. Prix : 750.000.000 - 0696.25.10.08 - Possibilité profession libérale

■ ORAN - Choupot / Particulier loue un grand local de 250 m² avec sanitaires + eau disponible 24 h x 24 h - utile pour activité sportive (salle de sport) - Tél : 0699.16.81.35

■ ORAN : A vendre local 21 m² (WC + Elect. + Eau) à Hai Chouhada Es-Sabah - P.D. 320 U - Tél : 0554.56.21.31 - 0560.69.00.65

■ Loue hangar à la Zone Industrielle NEDJMA à 5 Km d'ORAN. Superficie 760 m² couverts, hauteur 6 m - conviendrait dépôt - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0780.12.66.95

■ A.V. Centre commercial dans construction nouvelle RDC + 2 étages centre-ville Hassi El-Ghella - W. A. Témouchent - 0699.10.74.86 - 0559.84.32.02

TERRAINS

■ Cherche Pâtissier Professionnel pour Chama, Zlabia... etc. - Contacter : 0771.85.21.77

■ Affaire à saisir : A vendre un superbe lot de terrain une seule façade en face l'autoroute, situé à Brédéa. Daira de Boutléis. S. 258 m². Acté + Permis - Etude toutes propositions - Tél : 0780.79.96.36

■ Vente lot terrain. Acté (251 m²) à Pépinière Lotissement Mostakbal 3. Commune de Bir El Djir - ORAN - Mob : 0560.170.301 - 0557.190.190

■ BOUZEDJAR - Vends lot de terrain acté avec livre foncier 200 m² - Tél : 0664.68.96.49

■ A vendre terrain. Sup. 560 m² à Belgaid - viabilisé - à proximité de l'Ecole IKRAA - - Tél : 0560.95.34.87

■ Particulier vend terrain à BOUSFER V. 830 m² (2 Actes), Livret foncier et Permis de construire - Tél : 0770.69.90.94 et 0558.10.99.19

■ A vendre terrain à Bouzedjar-plage vue imprenable sur la mer. 200 m². Acte plus Livret Foncier. Prix après visite - Tél : 0551.66.51.39

■ Vends lot terrain de 1.000 m² 2 façades (Poss. Prom. de vente) au centre d'Oran (à côté Karguentah) - Cont. 0558.86.81.80 - 0770.83.74.27

■ Vends lot de terrain de 152 m² avec 10 m de façade - Acté - à TAFRAOUI - Oran - Tél : 0550.61.97.09

■ V / Terrains résidentiels : 870 m² 26 m de façade - 840 m² 25 m de façade à Point du Jour + end 2 carcasses jumelées 215 m² chacune en R+1 très bel endroit à Canastel (Bon prix) - Tél : 0550.97.51.93 - AG. F/Mer

■ TLEMCCEN : Vds terrain à CHETOUANE 595 m². Acté + Permis de construire - Tél : 0699.05.00.61

■ Vds / Ech. 3 lots terrain. Actés : 2 x 150 m² (9,5 x 15,75) mitoyens à Coop. Bahja Avenir - Belgaid près du nouveau stade et pépinière 8,8 m² - 137 m² 2 Faç. à Benfha en face la gendarmerie (5 millions DA) - Etude ites propos. - Tél : 0550.540.880 - 0550.266.514

■ V / Terres agricoles à Tillet : 21 + 14 Ha à la sortie de Tillet vers Alger à 800 m de l'autoroute Est - Ouest (accès par Zaghiou) - Tél : 0550.97.51.93 - AG. F/Mer

■ Vente terrain 500 m² deux façades. Acté. Situé à Fleurus - Tél : 0658.12.96.53

■ Vds : Lot 170 m² D.F. Akid Lotfi - Lot 212 m² 1 F. Canastel - 200 m² 1 F. Cité Djamel - Lot 260 m² Fernandville - 200 m² Senia Bahi Amar - Lot 280 2 F. Es-Senia - 0560.18.38.27

■ Vends lot de terrain 120 m² à TAMZOUQHA St Maur. W. 46 - Acté avec PM - 10 m de façade - Tél : 0661.33.01.80

■ A vendre un terrain agricole à Sidi Bakhti - BOUTLEUIS - de 3 Ha avec Livret Foncier. PO 450 U - PD 500 U - Tél : 0557.07.71.44 - 0793.78.78.11

■ A vendre terre agricole 19 Ha plantée en olivier (2.500) sise à Mers El Hadjadj avec Acte de Concession - Tél : 0555.53.39.35

■ Vds un vieux Bâti à Cité Petit. Sup. 221 m² - 10 m de F. Avec Acte + L.F. - P. démolir - Tél : 0772.80.29.04

■ A vendre terrain Agriculture 22 Ha - 400 - Adresse : ME-HDIA - O/Tléat (Acté) - Tél : 0552.50.87.58

■ A vendre des terrains : 200 m² - 270 m² - 205 m² - 225 m² - 1.000 m² à Canastel + 500 m² - 240 m² - 225 m² à Fernandville... etc. - Tél : 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■ A vendre un lot de terrain de 200 m² bien situé à Fernandville - ORAN - Tél : 0778.42.46.56

■ TLEMCCEN - Particulier vend des lots de terrain : Acte. Livret foncier. Certificat d'urbanisme - Contacter : 0551.48.88.75 - 0550.63.60.81

■ Vds terrains agricoles : 8 Hect Briaya - 10 Hect Boufaïs - 14,7 Hect Tafraoui - 8 Hect Ain Bayda - 4 Hect acte de concession Ben Okba - Fernandville 728 m² - 31 Hect Boufaïs - Dépôt 1.000 m² 2 Faç. Gâç. Gâç. 750 couvert - ISKENE IMMO. - Tél : 0560.70.21.30 - 0555.35.03.11

■ A vendre terrain sup. 120 m² Acté - à Port-aux-Poules (Mars El Hadjadj) 10 m façade - PO : 3.650.000 - PD : 4.200.000 - Tél : 0555.08.03.11

■ A vendre 2 lots de terrains 750 m² (100 m² Bâti Maison) situés entre Sun House et hôtel Cham's. Actés + terrain 170 m² Place Vassasse C.V. Ain Turk - Tél : 0795.18.63.67

■ Vds terrain 04 Ha avec dépôt 7.000 m² à la Zone Industrielle à Hassi Ameur - Pour tout renseignement : 0550.53.94.88

■ Particulier vend terrain agricole superficie 3 Hectares. Acté (Concession). Situé entre Boustfer-plage et Boustfer-village - Tél : 0661.20.55.32

■ 2 Lots de terrains de 150 m² - 150 m² Matsoukh - 8.000 m² urbanisable + Acte + LF + Permis de construire - Villa Ain El Balda - Bureau d'affaires Hai Sabah USTO - 0555.35.03.11 - 0560.70.21.30

FÉLICITATIONS

A l'occasion de ta brillante réussite au BEM de notre cher et adorable



CHABANE MOHAMED EL MUSTAPHA

la famille CHABANE et tes grands-parents te félicitent et te souhaitent d'autres très grands succès à l'avenir INCHA ALLAH - Encore bravo et Good Luck. Ta tante Amina qui t'adore.

FÉLICITATIONS

Les familles BOUGHAFOUR et HALFAOUI félicitent leur fille



ZAKIA

pour l'obtention du Bac avec mention (Session 2013). Pleins de succès pour l'avenir.

FÉLICITATIONS

Toutes mes félicitations à



DOUNIA BEKKOUCHE

pour sa réussite au B.E.M. Je te souhaite une bonne continuation pour tes études et un avenir meilleur. Ta HABIBA qui t'adore

FÉLICITATIONS

A l'occasion de la brillante réussite au Baccalauréat de notre chère nièce

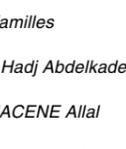


BELHADRI IKRAM,

toutes les familles BELHADRI et FREÏFER lui présentent leurs félicitations et lui souhaitent d'autres réussites dans ses études. Nièce

FÉLICITATIONS

Les familles BELHAOUARI Hadj Abdelkader et HADJ HACENE Aïlal félicitent leur enfant



Abdelkader

pour avoir décroché son brio son Baccalauréat scientifique.

FÉLICITATIONS

DJERADI Amina félicite sa sœur HOURIA pour l'obtention de son Doctorat es Sciences en physiques énergétique avec mention Très Honorable et félicitations des jurys tout en lui souhaitant d'autres succès et un Joyeux Anniversaire.



FÉLICITATIONS

MOUMENCHA Mohamed El Amine Lycée Lotfi - Mon fils, à l'occasion de ta réussite au Bac, toute la famille te souhaite beaucoup de bonheur et d'autres succès Ton père Zinou qui t'aime bien



FÉLICITATIONS

C'est avec une grande joie et satisfaction que j'ai appris la nouvelle de ta réussite au B.E.M. avec une moyenne de 16,50 - Bravo « NAZIM » nous sommes fiers de toi, surtout ton défunt papa. Ta grand-mère MALTI Djamilia qui t'adore beaucoup



Très bonne affaire

Vente masque chirurgical anti-poussière 3 plis

Tél : 0661 41 62 35

FÉLICITATIONS

A l'occasion de la réussite au Brevet avec mention de notre fils



ANIS HICHEM CHIKHI,

nous le félicitons et lui souhaitons plein de succès dans sa vie.

FÉLICITATIONS DE MARIAGE

De mon fils AHMED FOUATIH Aïi Avec Madame AHMED FOUATIH Amina

Je ne peux pas vous décrire ma joie de cette union, qui j'espère nous donnera une excellente progéniture. Mon cœur balance entre une joie et un bonheur sans limites et la tristesse du fait d'être empêché d'assister au mariage. J'envoie toute mon affection, aux deux tourtereaux, à ma femme, à mes enfants, à mes amis et à notre grande famille respectable. Votre père Belkacem

FÉLICITATIONS

Les familles KHERRAZ et SAKET de SFISEF félicitent leur adorable



Mohamed Chafik

pour sa réussite au B.E.M. et lui souhaitent beaucoup de succès. Ton père

ANNIVERSAIRE

SEGHIER FERIEL dite Petit Chat A l'occasion de ton troisième anniversaire, ton papa Nasreddine, ta maman Sanae ainsi que ta sœur Djihène sans oublier ton papy Cheikh, ta mamy Dilla, ton oncle Amine, ta tante Nisrine et tous tes petits cousins Wail, KENZA et Kawthar te souhaitent un Joyeux Anniversaire plein de joie, de bonheur et de réussite dans ta vie INCHA'ALLAH.



FÉLICITATIONS

TSOURIA BELAID MOHAMED Grand salut Mohamed De la part de toute la famille et toutes les félicitations grandes avec l'espérance d'une autre qualification d'un steward et tu m'accompagne à La Mecque. On t'adore Mohamed cette année la 6^{ème} et la prochaine la licence. Ton papa qui t'aime TSOURIA BELAID Aïi



FÉLICITATIONS

Bravo MAHAMED FOUAD pour ton passage en 6ème. Grand-mère Mamy N'BIA, Grand-père Papy MISSOUM, Papa HOUARI, Maman et tes frères te félicitent. A d'autres succès... le BEM, le Baccalauréat, l'Université... INCHA'ALLAH !



FÉLICITATIONS

Mille félicitations et un grand bravo à notre fille

MAOUCH Leïla Najet pour sa réussite au Baccalauréat. Ta maman et tes sœurs Abla et Emma te souhaitent un avenir radieux.

FÉLICITATIONS

Un joli poupon prénommé Youcef Seddik est venu égayer le foyer de la famille SOUILAH de Mohammadia et d'Oran. En cet heureux événement, son oncle Mohamed, sa grand-mère, ses tantes et toutes les familles SOUILAH, MENNAD, CHAOUI, BAKIR, LOUACH et MERABTI félicitent les parents et souhaitent au nouveau-né une longue vie. Son oncle Mohamed

FÉLICITATIONS

Les familles BENDJELLOUL et KALAFAT félicitent leur fille



BEMERINE Khadija Nour Houda

pour sa réussite au Bac et lui souhaitent d'autres succès. Bravo.

DIVERS

- Vends Groupe électrogène 230 KVA - Tél : 0770.33.54.28 - Curieux s'abstenir
■ A vendre deux Cuves en inox (citemes) en bon état. La capacité de chacune 800 litres sur socle - Tél : 0661.98.09.22
■ Vends Compresseur à air de 100 L. Marque ATLAS COPCO état neuf + Dams Sautouse marque SUBARU France état neuf + Groupe électrogène 15 KVA neuf - Tél : 0560.30.63.53
■ Zone d'Activité HAMMAM BOU HADJAR : Huilerie - Conserverie d'olives en activité à vendre, matériel italien et espagnol très peu servi. Sup. 1304 m² + 04 Ha d'oliviers (08 ans d'âge) - Tél : 0559.10.15.19
■ A louer Licence de café (W. D'ORAN) - 0772.57.58.23
■ Je suis un taxieur je cherche Location Numéro de taxi ORAN - 0667.24.82.19
■ Vends Forge qui fonctionne avec du coke, double fonction, équipée 2 souffleurs et Gde turbine pour l'extraction d'air. La forge est neuve. Marque russe - 0663.30.34.50
■ A vendre Machine à crème CARPIGIANI 3 Bras + 2 Frigos. Bonne occasion - Tél : 0773.41.00.12
■ A vendre Matériel boulangerie : 2 Fours Rotatifs Bongare 10/61 - 1 Pétrin - 2 Façonneuses - 1 Diviseuse - 2 Refroidisseurs Tél : 0556.47.14.43
■ A vendre Matériel coiffure et esthétiques - Intéressés appeler : 0781.19.30.16
■ A vendre Matériel de Salle de sport complet. Bon état - Contacter : 0774.00.45.72 - 0561.19.77.09
■ TLEMCCEN : Loue des Chambres froides prix compétitifs - Tél : 0558.44.64.57
■ Vds Concasseur Italien 40 m3/J - B. état général. Sans moteur + Moules injections plastiques neuves + Presse carreau Granito pour pièces détachées + 12 Moules - Tél : 0560.22.29.68
■ Vends 2 Disjoncteurs MT 630 A en 10 KV MERLIN GERIN + 630 A en 30 KV + Câble tripolaire MT 180 M 3 x 70 CU - Tél : 0663.72.27.57
■ Cherche Equipement pour poulet de chair de 3.000 sujets et une grande chambre de plastique - Tél : 0772.47.06.88 - ORAN
■ Pour toutes vos annonces publicitaires sur tout journal contactez CANAL SUR. Meilleurs tarifs - SBA : 048.54.01.10 / 0771.623.347 - TLEMCCEN T/F : 043.27.25.15 - P 0551.00.30.40
■ Location Chambre froide + matériel de Cacher + A vendre Poussoir électrique avec pompe sous vide - Tél : 0550.97.68.63
■ Particulier vend Société de radio-taxi sise à ORAN - Tél : 0661.20.55.32
■ A vendre bateau de plaisance MAXUM 2700 (Bayliner) moteur Mercruiser 330 CV. 10 m HT, couchage pour 2 adultes 3 enfants. Etat impeccable. Pour info et visite au 0554.32.21.81
■ Vends pour le mois de Ramadhan Lait de vache 100% et déniché l'ancienne R. de Missirghine à 150 m de l'autoroute Oran - Tlemcen - Tél : 0555.30.68.57

- Ecole EL-KHAWARIZMI Ain El Turkuk vous propose formations à la carte et accélérées - Inform. - Tourisme - Educative - Langues étrangères Angl. Franç. Espagn. et autres pour adultes et enfants durant la saison estivale - RN Bouiseville N° 52 - Tél : 0780.800.894 / 895 - 0661.73.84.13
■ TLEMCCEN (Z.I. CHETOUANE) : Eurl TRAPACT cherche Agent Comm. (Permis conduire) + Secrétaire - Envoyer CV par e-mail : timpap@hotmail.com
■ A vendre : Chambre froide Négative en parmeaux sandwich capacité 100 m3 - Groupe frigorifique semi hermétique + BIDOZER + 15 CV - Evaporateur 75 état neuf - Tél : 0775.08.09.72
■ Vends Matériel de Salon de coiffure Dame en très bon état (presque neuf) disponible à ORAN - Contacter : 0561.14.06.26
■ TLEMCCEN : Location Bulldozer D155 A et Nivelieuse Komatsu + Case Komatsu, état neuf - Tél : 0661.22.55.60
■ Crèche EL RIHEB vous offre : Assistance psychologique - Programme éducatif riche - Informatique, préscolaire - Travail l'été - Tél : 0558.78.45.68 / 0791.17.22.95 (Choupot) Oran
■ Vends Bateau de pêche 7,20 fabriqué en Italie et deux moteurs IVECO et RENAULT - Tél : 0771.14.21.87
■ Loue Licence de café 1ère catégorie. Libre de suite - Tél : 0663.170.333
■ A vendre Embarcation semi-rigide de marque LOMAC 4 m 10 avec moteur YAMAHA « 30 » + Remorque très bon état à ORAN - Tél : 0790.33.90.15
■ ETS YOUSFI - Installation plomberie. Chauffage central. Maintenance & réparation toutes marques des chaudières - 33 rue Larbi Boulengour - YOUSFI, TOUFIK@HOTMAIL.FR - Mob : 0779.84.68.30 - Tél/Fax : 041.501.896
■ Entreprise Travaux Bâtiments tout corps d'édif cherche des Projets en : Démolition - Maçonnerie - Construction - Peinture - Ferronnerie (Etude - Réalisation) - Appeler Amine : 0771.85.21.77
■ Vends Billards neufs SAM 80 et 90 et leurs accessoires - Tél : 0550.48.52.45 - 0661.26.71.78
■ A vendre 3 Machines à glace Carpijiani 3 bras d'occasion + plusieurs Chaises et Tables + Machine à imprimer sur bande rigide - Tél : 0771.86.73.03 - 0556.08.18.20
■ SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » : Machine « Gobelet Papier / Plast. » - Conditionneuse - Souffleuse...etc. - 036.65.33.34 à 38
■ TLEMCCEN - Entreprises, Prof. libérales & Particuliers : Pour toutes vos publicités adressez-vous à CANAL SUR MARKETING & PUB. T/F 043.27.25.15 - P. 0551.00.30.40
■ Prends en charge Travaux de : Démolition. Gros Œuvres. Maçonnerie. Aménagement. Peinture. Plomberie. Décoration façade - Clés en main. Fourniture et Pose avec Contrat et Garantie - E-mail : omar25majd@gmail.com - Tél : 0555.94.04.33 - 0770.97.35.82 - Oran
■ Vds 2 Chaînes italiennes pour fabrication de carrelage granito (Longinotti) : 1 Machine autom. 640 m² par 8h année 2000 T.B.E. - 1 Machine semi-automat. 400 m² par 8h année 1994 en marche - Avec tout l'équipement nécessaire - 0781.67.31.33
■ ORAN : Vends Machine soufflage A.D.S. - Contacter Sid Ahmed : 0779.36.68.26

- ORAN - A vendre Matériel complet de DJ - 2 Lecteurs « Pioneer » CDJ 200 - 1 Table de mixage « Pioneer » DJM 600 - 1 Ampli « Norton » N1000 - 4 Enceintes « Peavey » 2 satellites + 2 Cassettes basses - Tél. Mob : 0550.722.315
■ A vendre Niveauuse « Faun Frisch » 105 très bon état année 1981 lame avant et centrale. Moteur Deutz - Tél : 0550.89.09.86 - 0773.47.43.24
■ Solutions frigorifiques. Ets RACHEDI. Réalisation des chambres froides. Groupe frigorifique BITZER. Evaporateurs LU-VE Contardo - Formule ANSEJ / CNAC / ANDI - Nacer Froid : 0550.16.66.41 - Belgaïd (La Poste)
■ TLEMCCEN - A vendre Matériel complet de Confiteries en très bon état - Tél : 0557.06.18.65
■ Vends : 1 Bateau BONET 60 L. bon état - 1 Bateau VICTUS 90 L. état neuf + Four à dalle 4 plats pour pain Trad. ou pâtisserie - 1 Diviseuse PANI - Tél : 0552.55.55.31 ou 0792.57.06.65
■ Vente : 1 - Conditionneuse fromage portion marque KUSTNER. 2 - Conditionneuse Yaourts en pots Marque MECAPLAST. 3 - Conditionneuse fromage fondu triangulaire marque KUSTNER type DELTA - Tél : 0558.46.57.38 - 0667.11.71.30
■ WWW PACK INDUSTRY fabricant des étiquetteuses automatiques linéaires, machines de pose d'étiquettes adhésives, présentation en rouleaux sur tout type de contenant (bouteilles, flacons, boîtes...) - Tél. 021.35.19.05 - Mob. : 0770.52.96.12
■ Vds Turbo Mélangeur pour PVC - PEBO et PEHD - 02 Machines d'injection + Essoreuse + Granulatrice - Oxyde de Titane + Acide Stéarique - Tél : 0551.26.64.94
■ Vends 1 Plieuse MBO année 92, TBE, 4 Poches + 2 Couteaux électroniques + Complexe présélection 16 à 32 pages format 72 x 102 (G.F) - Tél : 0550.21.98.09 - Prix 250 U fixe
■ Pour les superettes et les grandes surfaces, CARRIER propose une large gamme de Climatiseurs Gainables (centralisés) - Pour plus d'infos : 0560.47.43.03 / 0560.03.39.18
■ Distributeur officiel des Climatiseurs (Split) marque CARRIER. Vente en gros et détail (ORAN) - Tél : 0560.47.43.03 / 0560.03.39.18
■ Vente des Equipements pour Chambres froides. Distributeur officiel : Groupe frigorifique BITZER. Evaporateur LUVE - Tél : 0560.47.43.03 / 0560.03.39.18 (ORAN)
■ Vends 1 Boudineuse état neuf à 2 sorties pour chewing-gum marque C.E.E. - Tél : 0661.22.10.03 / 0661.22.74.74
■ Institut Selman Oran agréé par l'Etat - Formation HSE. Spécialise mois de Juillet, Agent de sécurité et Superviseur HSE en mode accéléré. Emploi du temps adapté - 041.33.13.97 - 0554.58.58.08
■ A vendre un lot de 300 Pcs de congélateur vitré. Prix 16 000 DA - Veuillez nous contacter au : 0773.627.833 - E-mail : cityline11@yahoo.fr
■ Salon d'esthétique et de rajeunissement Mme TABET Esthéticienne diplômée de Paris vous propose : Epilation définitive sans douleur, en quelques séances - Lifting naturel - Traitement rides effet Botox - Tél : 0779.91.39.81 - ORAN - Visite sur RDV
■ Pharmacien, préparateur en pharmacie, fabricant cosmétique ; pour vos préparations : On dispose des matières premières de base pour fabrication, Excipients et Actifs - Contact. 0560.00.18.04 - H.B.
■ Matière première : Copeaux de savon pur végétal conient pour savon de Toilette, Marseille... Origine indonesienne - Contact. (Heures de bureau) : 0770.81.54.56

PENSEE

Triste et douloureuse fut la journée du 03 Juillet 2000 où nous a quittés subitement et à jamais notre cher regretté père et grand-père pour un monde meilleur

« EL HADJ KADDA HABIBI »

laissant derrière lui un grand vide difficile à combler. Comme cela est dur de l'admettre « PERE KADDA », un mot perdu dans la réalité dont nous sommes privés, prononcé à jamais

Voilà déjà 12 ans qu'il nous a quittés, une image éteinte que nous ne voyons que dans nos rêves et dans nos pensées silencieuses.

Jamais un jour ne passe sans que nous t'évoquons dans nos cœurs, car le malheur de t'avoir perdu ne nous a pas fait oublier le bonheur que tu as apporté et les conseils que tu nous as donnés. Malgré tout on a toujours besoin de tes conseils.

Si seulement nous avons l'occasion de ressentir ton parfum qui nous manque tellement, le parfum paternel que nous avons perdu, mais Le Bon Dieu en a décidé autrement. Nous ferons de notre mieux pour honorer ta mémoire et suivre tes conseils.

En ce douloureux souvenir, toute la famille « HABIBI », nous demandons à tous les amis et à ceux qui l'ont connu et aimé, d'avoir une pieuse pensée pour toi frère et père.

Que Dieu Tout-Puissant t'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille dans Son Vaste Paradis. Repose en paix cher père - « A Dieu nous appartenons et à Lui nous revenons » -

« TON FILS AEK ET SES ENFANTS »



40ÈME JOUR

Cela fait déjà 40 jours, le 25/05/2013, que nous a quittés subitement notre très chère

MALIKA YOUSFI.

Ma sœur bien-aimée je n'arrive pas à faire ton deuil, je pleure ton absence et tu me manques terriblement, toi l'amie, la confidente, juste la femme exceptionnelle. Tu as fait un grand sourire et tu es partie, sans même nous dire au revoir, rejoindre un monde meilleur. Le temps n'effacera jamais l'image de ton sourire, de ta bonté, ta générosité envers tout le monde. Je demande à tous ceux qui l'ont connue, en particulier ses collègues du Trésor de Sidi Bel Abbès, d'avoir une pieuse pensée pour elle.

Nous appartenons à Dieu et à Lui nous retournerons.

Ses frères, ses sœurs et toute sa famille



Ordre Régionale des Médecins Dentistes Région de Tlemcen

40ÈME JOUR

Le Président et les membres du Conseil de l'ordre des chirurgiens dentistes, région de Tlemcen, très affectés par le décès de Mme BENZINEB HAFEDA née HAMZA CHERIF, survenu le 27/05/2013 à Oran, sœur de notre collègue et membre de la S.O.R. Dr. TABET ZATLA née HAMZA CHERIF AMINA, cela fait quarante jours qu'elle nous a quittés pour un monde meilleur. Nous prions humblement Dieu Le Tout-Puissant de lui accorder Sa Grande Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons. P. Le Bureau : Dr A. DERRAR

40ÈME JOUR
Triste fut le 30/05/2013 jour de la disparition de ZELLAL HAFSA et c'est déjà le 40ème jour que la mort est venue nous arracher un être très cher ; tu as laissé un grand vide que nul ne peut combler et ton absence est si douloureuse à supporter, mais nous nous inclinons devant La Volonté de Dieu. ALLAH Yarhamak Ya HAFSA. Ton mari, ton fils DJILLAL et ta fille FERIEL

PENSÉE
Une pensée pour toi Pupuce MOKRANI SAMIRA
Par une journée de Juillet un rayon de soleil nous a quittés. Pleurer ne te fera pas revenir, mais je ne peux pas me retenir ; tout ça pour te dire que Twahachnek - ALLAH Yarhamak ma cousine. Ta cousine BENANTAR YAMINA

PENSÉE
A GHALEB Redouane
Cela fait sept ans depuis que tu nous as quitté pour un autre monde. Tu nous as laissé un vide que ne peut le remplacer personne. Ta maman Fatéma qui pense à toi toujours. ta grand-mère, toute ta famille REFFES

Office public de Maître MEMOU NASR EDDINE Commissaire-priseur près le tribunal de Sidi Bel Abbès
Avis de Vente aux Enchères Publiques Avec Admission de Soumission Cachetées
Le Jeudi 11 Juillet 2013 à 10 h 00 Au Bureau du Commissaire-priseur
I. A la demande de L.A.W.G.R.E.U. SBA
V. DAEWOOD LANOS Imm. 01230-101-22 AG Réformé
II. A la demande de CPA Agence 406 SBA
Lot de Mobilier de Bureau usagé
Conditions de vente : Voir cahier des charges. Le Commissaire-priseur

VACANCES D'ETE 2013
MAROC - TUNISIE - ISTANBUL
- D.P. HOTEL 3 - 4 - 5 ETOILES
- RESERVATION ET CONFIRMATION
RAHMANI VOYAGES
02, Rue Bendida Bel Abbès SIDI BEL ABBES
Tél : 048 54 86 68 - Fax : 048 54.17.62
Email : rahmanivoyage@yahoo.fr
rahmanivoyage2@gmail.com
Site Web : www.rahmanivoyage.com

NIHEL VOYAGES ORAN
Voyage en TURQUIE vol direct ORAN - ISTANBUL sans escale Avec AIR ALGERIE
1er Départ le 12 Août et retour le 21 Août 2013
2ème Départ le 21 Août et retour le 30 Août 2013
3ème Départ le 30 Août et retour le 08 Septembre 2013
4ème Départ le 08 Septembre et retour le 16 Septembre 2013
Tél : 041 456 866 / 041 456 729
Mob : 0770 787 809 -10 / 0770 999 057
0770 106 766 / 0770 674 829

A la recherche
DES AUTOMATICIENS
Conditions : Diplôme dans la filière. Connaissance dans l'automate SIEMENS version STEP 7. Expérience professionnelle minimum 03 ans. Résider à Oran.
DES MECANICIENS ENIGNS
UN CHEF D'ATELIER MECANIQUE
UN MAGASINIER / ACHETEUR - DEMARCHEUR
Conditions : Diplôme dans la filière. Expérience professionnelle minimum 03 ans. Résider à Oran. Les personnes répondant aux conditions sont priées d'envoyer leur CV avec photo à l'adresse Email : nousrecrutonsoran@gmail.com La Direction Générale

Société sise à Zone Industrielle ES-SENIA ORAN
Recrute un (une) Pharmacien (ne) véhiculé (e), dégage du service national, pour le poste de Directeur Technique, expérience souhaitée, maîtrisant français et anglais, disponible dans l'immédiat. Envoyer C.V. + photo par Email à l'adresse : medrecru31@gmail.com

Entreprise de Travaux Publics
Recrute :
02 Ingénieurs en Travaux Publics
avec un minimum de (05) ans d'expérience. Envoyer C.V. au : 041.45.21.52

PENSÉE
A la mémoire de notre très cher fils BELHADRI Mohamed Noredine dit Danil décédé à l'âge de 11 ans. La famille BELHADRI et BENYAHIA. Triste fut la journée du Mercredi 04 Juillet 2012 où tu nous as quittés à jamais notre fils « Danil ». Ton départ fut brutal et sans retour. Seule la foi en Dieu Le Tout-Puissant nous aide à oublier et d'apprendre à vivre sans toi, alors que tu occupais notre cœur, nos pensées et nos prières les plus ferventes. Puisse Dieu l'accepter dans Son Vaste Paradis. Que tous ceux qui t'ont connu et aimé pour ta bonté, ta modestie, ton humour, ton radieux sourire et ton courage aient une pieuse pensée pour toi. Ton papa et ta maman Nadia et ton frère Mourij, ton grand-père Mohamed, tes grands-mères, tes oncles et tes tantes et toute ta famille continueront à te chérir et à vivre avec tes souvenirs et que jamais ne t'oublieront - Ina Lillah Wa Ina Illathi Rajjoune. Ton papa et ta maman

40ÈME JOUR
Cela fait 40 jours que nous a quittés subitement Madame BENEDEDOUCHE née OUAZENE OUIZA
laissant derrière elle un grand vide irremplaçable. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour elle et prions Dieu de l'accueillir dans Son Vaste Paradis. Familles : BENEDEDOUCHE - OUAZENE - MELLAH - de Bir El-Djir - Ain El-Turck - Es-Senia - Oran - Tlemcen - Khemis Miliana.

PENSÉE
La famille REFFES
A leur cher enfant GHALEB Lahcein.
Que fut triste cette année - 05-07-2011 - où le destin nous frappa brutalement. Je suis triste comme mère mais rien n'a changé. Tu as pris ton envol vers un autre monde, mais tu resteras toujours présent en nous. Ta mère Fatéma, ta grand-mère, tes oncles et tantes

Pensée
Le 05/07/2013 - C'est toujours avec tristesse qu'arrive le 05/07/2009 le jour où nous a quittés à jamais notre très cher père Mr BENATIA Hadj Med né le 07/10/1926. Depuis ce triste jour, notre vie n'est plus la même. Quatre ans de douleur se sont écoulés sans toi à nos côtés. ALLAH Yarhamek Ya Hadj Aziz. Que Dieu Le Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis - Repose en paix. Tes enfants
إنا لله وإنا إليه راجعون

Pensée
CHAHID : ZENAGUI Aii Dit «ALLAL » né le 07-05-1936 à ORAN.
Ali a grandi à Ville Nouvelle « Sabalate Tolba » et issu d'une honorable famille oranaise. Il a lutté les armes à la main le 19-05-1956 pour que l'Algérie retrouve sa liberté. Il tomba au Champ de l'Honneur sous les balles coloniales en 1959 dans la région de l'Ouarsenis. Cela fait 54 ans depuis qu'il nous a quittés, et à l'occasion des 51 ans de l'indépendance, on demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui et pour tous les martyrs d'Algérie. Son neveu : ZENAGUI Meliani

PENSÉE
MOKRANI SAMIRA
Juillet 2004 - 2013
Des nôtres, d'autres êtres chers t'ont rejointe. Nul n'est éternel ! Si jeune je t'ai perdue mais si grande tu demeureras ma Hanouna !
Ta maman MOKRANI Nadia

DÉCÈS
La famille BENMANSOUR a l'immense douleur de faire part du décès de son frère et père BENMANSOUR Sid Ahmed survenu à Pau (France). L'enterrement aura lieu le Vendredi 05 Juillet 2013 à Ain El Beïda. Les obsèques auront lieu le même jour Vendredi 05 Juillet au domicile de sa sœur Leïla BENMANSOUR à Bir El Djir - ORAN.
إنا لله وإنا إليه راجعون

DÉCÈS
Les familles HADJEB - TERBECHÉ - ABDELRAHMANE - ZADAM - DRAOU et ALIMOUSA ont le regret d'annoncer le décès de leur mère et grand-mère HADJEB YAMINA née TERBECHÉ née en 1931, décédée le 02/07/2013. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons.

PENSÉE
BAKHTI Bounouar. Deux années d'écoulées et tu restes toujours présent dans nos cœurs, nos pensées et nos âmes. Nous sommes encore aux aguets espérant entendre la porte s'ouvrir et entendre ta voix mais la réalité est là pour nous rappeler cette date fatidique du 04 Juillet 2011. Ta femme, tes enfants et toute la famille demandent à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour toi. Que Dieu Le Tout-Puissant et Miséricordieux t'accueille dans Son Vaste Paradis. ALLAH Yarhamek

SNTF

La guerre du CP continue

Le conflit syndico-syndical pour le contrôle du comité de participation (CP) s'est poursuivi cette semaine entre les protagonistes au sein de la Fédération nationale des cheminots (FNC).



A. Mallem

En effet, un «avis aux travailleurs», signé du secrétaire chargé de l'organique à la FNC, M. Affati, et affiché en date du 27 juin dernier dans les structures de l'entreprise, vient de soulever l'ire des membres de la coordination régionale du CP de Constantine qui crient à l'illégalité et ont demandé au DG de la SNTF de «mettre fin à ces dépassements». Se présentant hier à notre bureau de Constantine, MM. K. Benahmed et L. Belmokhi, qui occupent respectivement les fonctions de coordinateur régional du CP et de membre de cette instance, tout en exprimant de vive voix leur indignation devant «les manœuvres répétées du chargé de l'organique de la FNC» qui cherche, selon eux, «à entraîner l'entreprise ainsi que les cheminots dans une impasse», nous ont remis une lettre qu'ils ont signée et adressée au directeur général de la SNTF pour, d'une part, dénoncer «l'entrave à la constitution et au fonctionnement du comité de participation» et, d'autre part, l'alerter sur «les conséquences graves qui peuvent en résulter des actes irresponsables de cette personne». Et en conclusion, les plaignants ont demandé au premier responsable de la SNTF de prendre les mesures qui s'imposent.

Au cours de la discussion, ces membres du CP nous ont rappelé la dernière initiative, prise le 23 juin dernier, par le président du CP, et que nous avons expliquée dans ces colonnes, pour dévoiler, selon eux,

«les méfaits de Affati qui a lancé une campagne de dénigrement des responsables du CP», déclarant que «l'auteur de cette nouvelle sortie de celui qui prétend faire dissoudre le CP ignore, ou fait semblant d'ignorer que cette prérogative est détenue par l'employeur et que le mandat de cette structure expire légalement le 14 mars 2014». Mais, explique M. Benahmed, «il est en train de faire croire aux travailleurs que le mandat du CP a expiré et les invite à préparer les élections pour son renouvellement». Et son collègue Belmokhi d'enchaîner: «La majorité des travailleurs savent que Affati fait dans la manipulation et qu'il ne représente que lui-même, car le mandat de l'instance qu'il représente, la fédération des cheminots, a expiré depuis belle lurette». Et en agissant de la sorte, il cherche tout simplement à brouiller les cartes pour échapper aux résultats des contrôles de l'audit lancés dernièrement dans des structures sociales, «résultats qui risquent de l'éclabousser, lui et ses acolytes», soutiennent nos interlocuteurs.

Le mis en cause, Affati Noureddine, n'a pu être joint hier pour lui demander d'exprimer son point de vue concernant cette question du renouvellement du conseil de participation. Les nombreux appels que nous avons faits en direction de la fédération des cheminots ou de la direction générale de la SNTF n'ont pu aboutir. Il en a été de même pour les appels téléphoniques en direction de ses partisans au niveau de la direction régionale de Constantine.

Les souscripteurs d'El Menia reviennent à la charge

A. El Abci

Les souscripteurs aux lotissements d'El Ménia sont revenus à la charge en organisant, hier, un rassemblement devant le cabinet du wali, pour protester contre leur situation qui tarde à trouver un dénouement et ce, depuis plus d'un quart de siècle maintenant, disent-ils. En effet, selon un des animateurs du mouvement de contestation, ils sont plus de 400 citoyens à avoir souscrit au lotissement d'El Ménia qui compte 720 lots de terrain à bâtir, en 1998 et qui attendent depuis une solution à leur problème mais en vain. « Actuellement nous ne demandons pas l'attribution des terrains auxquels nous avions souscrit et que près

de la moitié d'entre nous ont réglé à 100%, pendant que le reste à réglé 10% comme 1^{er} versement, mais juste les compensations et indemnités promises», déclarent les concernés. Et d'expliquer que suite à un sit-in, tenu il y a 15 jours dans les mêmes lieux, ils ont été reçus par le chef de cabinet du wali, qui «tout en excluant la possibilité de les faire bénéficier du lotissement d'El Ménia, n'en a pas moins reconnu notre droit, dira-t-il, à des compensations». Et de proposer, ont-ils ajouté, «un règlement rapide de notre cas et ce, par indemnisation en lots de terrain situés ailleurs, ou en logements dans les nouvelles cités en construction, notamment, à Ali Mendjeli». Cependant, affirmera no-

Des étudiants honorés

Au cours de la cérémonie marquant la clôture de l'année universitaire 2012/2013, les responsables de l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine ont honoré une centaine d'étudiants lauréats de la 26^e promotion en sciences islamiques, laquelle a été baptisée du nom du président défunt Chadli Bendjedid. Un proche parent de l'ancien président a été également honoré à cette occasion. La même cérémonie protocolaire s'est déroulée à l'université Constantine 1 (Mentouri) et a permis d'honorer 46 étudiants, lauréats de 6 facultés, qui ont obtenu des distinctions dans pratiquement toutes les disciplines scientifiques et littéraires.

Mise en service commerciale du tramway

Le ministre des Transports, M. Amar Tou, est attendu aujourd'hui 4 juillet à Constantine, pour présider à la cérémonie de mise en service commerciale du tramway de Constantine. Rappelons que ce nouveau moyen de transport, qui commence à s'inscrire dans le paysage urbain de Constantine, a subi depuis un mois une période d'essai qui a vu les rames circuler à vide entre les deux stations principales, celle du stade Benabdelmalek située en amont, et la station terminale de Zouaghi située à un peu plus de 8 kilomètres.

Une annulation sans avertissement

Prévu pour hier matin à 9h, la rencontre régionale des commerçants affiliés à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a été annulée la veille et ce, sans que les organisateurs avertissent la plupart des participants et des invités. Ce qui fait que dès le matin, les invités se sont présentés au lieu indiqué par l'invitation qui leur avait été adressée, un restaurant privé situé dans la zone industrielle le Palma, et c'est seulement là qu'ils ont appris que la rencontre a été annulée.

Les raisons ? Les personnes trouvées sur place ont affirmé que tous les responsables du syndicat des commerçants ont été appelés à Alger pour participer à une rencontre plus importante rentrant dans le cadre des festivités du 51^e anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse.

A. M.

Des retraités des caisses d'assurances demandent un traitement spécial

A. E. A.

Une cinquantaine de retraités des caisses de sécurité sociale, Cnas, Casnos, Cnr, Cacobath et Cnac, ont tenu hier, à la maison du syndicat «Benhamouda», une assemblée générale pour débattre de la défense de leurs droits sociaux et de leur «situation de marginalisés».

Les retraités des caisses de sécurité en question ont, tour à tour, présenté un état des lieux dans leurs secteurs respectifs, mettant en exergue les divers dysfonctionnements qui entravent la satisfaction de leurs revendications. Ainsi et selon le président de la coordination qui regroupe lesdites sections syndicales, Rabah Antri, les points qui reviennent le plus et auxquels les retraités tiennent particulièrement peuvent se résumer, pour l'essentiel, en quatre préoccupations et revendications.

Ainsi et pour ce qui concerne les centres médico-sociaux (CMS) des différentes caisses, les retraités de ces dernières demandent des guichets spéciaux pour eux, à l'instar de l'administration des P et T et de la Sonelgaz, qui offrent également d'autres avantages à leurs retraités, dira-t-il. Concernant plus spécialement les retraités de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnas), la coordination dénonce le fait que les retraités de cette caisse et même ceux mutualistes, possédant la carte « chifa »,

soient contraints de payer d'abord les prestations aux CMS et de se faire rembourser après. C'est-à-dire faire la chaîne deux fois, déplorera-t-il. Et d'ajouter, que c'est là une situation on ne peut plus bureaucratique, et la coordination propose en la matière que les retraités mutualistes (couverts à 100%) ne soient astreints qu'à la présentation de la carte « chifa », alors que les autres retraités n'auront à payer que les 20% de la mutuelle. Selon le coordinateur, le directeur de la Cnas a promis de régler ce problème mais les retraités ne voient rien venir, dira-t-il. L'autre point soulevé par les retraités de la Cnas, concerne les prestations et analyses du centre d'imagerie, demandant qu'ils leur soient accordés des facilités d'accès, à l'image de quota et des plages horaires spéciales. Les retraités et les sections syndicales des différentes directions desdites caisses de sécurité sociale, demandent l'attribution de locaux pour leurs activités.

Le secrétaire général du bureau de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR), Abdesslem Rebreb, questionné sur ce sujet, considère, pour sa part, qu'il ne reconnaît aucun organisme ou structure qui n'a pas l'aval de la FNTR et que par conséquent, il ne peut faire de commentaire et encore moins apporter la caution de son bureau.

Ali Mendjeli Trois facultés fonctionnelles à la rentrée prochaine

Les facultés d'architecture, de gestion et techniques urbaines et des sciences politiques de la nouvelle ville universitaire seront fonctionnelles dès la rentrée universitaire 2013-2014, a-t-on appris mercredi auprès du rectorat de cet établissement de l'enseignement supérieur.

S'exprimant en marge de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2012-2013, M. Mebarek Ferrouk, vice-recteur chargé du développement et de l'orientation, a précisé que 12.000 places pédagogiques entièrement équipées, soit 4.000 places pour chacune de ces facultés, seront disponibles dès la rentrée universitaire prochaine.

Une enveloppe financière de près de 1,4 milliard de dinars a été mobilisée à la faveur du programme quinquennal 2010-2014 pour l'équipement de l'ensemble des facultés de ce nouveau pôle universitaire dont les travaux de réalisation ont

dépassé 90%, a-t-il dit. Les moyens financiers permettront l'acquisition de tous les équipements pédagogiques nécessaires aux espaces de lecture (bibliothèques), aux amphithéâtres et à l'administration, en plus des équipements informatiques, de tirage et de reprographie, de climatisation et de sonorisation, a-t-il expliqué.

S'étalant sur une superficie de plus de 170 hectares, la réalisation de ce gigantesque projet, premier du genre en Algérie et en Afrique, a nécessité, après plusieurs réévaluations, une enveloppe de 40 milliards de dinars, a souligné le vice-recteur. La ville universitaire de Constantine, située près de la nouvelle ville Ali-Mendjeli, devra abriter au total 13 facultés et 19 résidences, un complexe sportif, un parc scientifique, une bibliothèque de 3.000 places, un auditorium, quatre salles de conférences et des logements d'astreinte.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

25 chaâbane 1434

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h33	12h38	16h29	19h58	21h37





TUBPROFIL Spa
Unité Petits Tubes & Tôles Profilées
BP 23 Hassi Ben Okba
Zone Industrielle Hassi Ameur (Oran) 31295
Tél / Fax : +213 (0) 40 229 152
E mail : tubprofil_oran@yahoo.fr

**ATTRIBUTION PROVISoire DES MARCHES
DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
ET INTERNATIONAL
RESTREINT N° 01 ET N° 02/2003**

L'entreprise TUBPROFIL Spa, par son unité PETITS TUBES et TOLES PROFILEES zone industrielle HASSI AMEUR, donne avis d'attribution provisoire pour les marchés portant sur la « Fourniture, installation et mise en service d'une TOUR DE REFROIDISSEMENT A CIRCUIT OUVERT », conclu avec la société de SPIG/Italie et « Fourniture, installation et mise en service des BATTERIES DE COMPENSATION D'ENERGIE REACTIVE » conclu avec la société de SCHNEIDER ELECTRIC / Algérie.

Soumissionnaire	SPIG/ Italie	SCHNEIDER ELECTRIC/ Algérie
Notes		
Avis d'appel d'offres N°	01/2013	02/2013
Note Technique	60/60	50/60
Note Financière	40/40	29/40
Note Totale	100/100	79/100
Montant	56 250.00 • / HT	4 563 000.00 DA/TTC

Toute soumissionnaire désirant introduire un recours portant contestation de l'attribution ainsi réalisée, dispose à compter de la première parution du présent avis, d'un délai de dix (10) jours pour procéder au dépôt de son recours auprès du secrétariat de la commission des marchés de l'unité PETITS TUBES et TOLES PROFILEES / TUBPRODIL Spa zone Industrielle HASSI AMEUR W. ORAN.

TUBPROFIL Spa Unité P.T.T.P. Z.I. HASSI AMEUR. Tél : +213 (0) 40 22 91 52 – Fax : +213 (0) 40 22 91 52 E-mail : tubprofil_oran@yahoo.fr

**« VIVA MOTOR » LANCE UNE VENTE PROMOTIONNELLE
POUR L'ETE 2013 SUR SA GAMME ET CELLE DE YAMAHA.
LIVRAISON DANS L'IMMEDIAT A LA LIMITE DU STOCK.
POUR TOUT ACHAT CONTACTEZ NOTRE RESEAU DE DISTRIBUTION**



ALGER-AIN BENIANE : 0770 335 963, **ALGER-ROUIBA** : 0550 701 823
BEJAIA-IFRI : 0558 455 620, **BEJAIA VILLE** : 0553 481 369, **ORAN** : 0795 730 819
TISSEMSILT : 046 478 821, **GUELMA** : 0770 206 032, **TIZI-OUZOU** : 0555 035 152
EL BAYADH : 0560 085 870, **DJELFA** : 0661 366 209, **ANNABA** : 0770 123 493
CONSTANTINE : 0770 313 428, **SETIF** : 0770 531 355, **BBA** : 0560 085 870
JJEL : 0770 979 858, **TEBESSA** : 0555 278 830, **MOSTAGANEM** : 0550 390 171

**Importante Société à Oran recrute, dans l'immédiat,
des Ingénieurs et Techniciens Supérieurs
dans les spécialités suivantes :**

- * Mécanique engins (motorisation, hydraulique, systèmes)
- * Electromécanique - * Electronique
- * Informatique

Conditions exigées :

- Diplôme dans la filière
- Résidence wilaya d'Oran
- Expérience souhaitée
- Sens du travail d'équipe
- Libre de tout engagement

Il est offert un cadre de travail agréable ainsi qu'une rémunération attractive.

Lieu de travail : Zone Industrielle Es-Sénia

Les candidats doivent adresser leur demande, accompagnée de leur CV et lettre de motivation, par mail à l'adresse suivante :

recrut.anonyme@hotmail.fr



Redland Briqueterie de Hacine (W) MASCARA

Dans le cadre de son extension la briqueterie de Hacine recrute :

- 01 MECANICIEN INDUSTRIEL
- 02 INGENIEUR EN ELECTRICITE
- 03 ELECTROMECHANICIEN
- 04 MECANICIEN VEHICULE LEGER
- 05 CHAUFFEUR ENGIN
- 06 CHAUFFEUR CAMION LOURD
- 07 CHAUFFEUR VEHICULE LEGER

Expérience exigée minimum 05 ans pour :

1. DIRECTEUR DE PRODUCTION
2. RESPONSABLE MAINTENANCE
3. AUTOMATICIEN
4. MECANICIEN ENGIN - LOURD

⇒ **CONDITIONS**

Lieu de travail Hacine - Mascara

⇒ **AVANTAGES**

Salaire selon les compétences

Transport assuré

Possibilité formation à l'étranger

Veillez envoyer vos CV au numéro de Fax : 045-80-03-79



مؤسسة التربية والتعليم الخاصة الحياة
ECOLE PRIVÉE EL-HAYET

Agrément
Ministériel N°49

FÉLICITATIONS

Le fondateur du groupe scolaire El Hayat School, tient à féliciter ses élèves et ses staffs administratif et pédagogique pour les brillants résultats réalisés lors des examens des trois cycles, dépassant ainsi toutes nos prévisions jusqu'au taux de 100 % de réussite au baccalauréat session Juin 2013.

Primaire
Moyen
Secondaire

GAMBETTA
Place Fantanel
Gambetta, Oran
Tél : 041 53 25 85

Précolaire
Primaire

MARAVAL - Annexe
21, Rue Soudani Ammar,
MARAVAL, Oran
Tél : 041 34 85 55

MOSTAGANEM-Ville

Vends superbe lot de

terrain en face de l'hôtel

Sahel.

Superficie 500 m².

Convient pour locaux de

commerces et appartements.

Prix après visite.

Tél : 07.72.21.16.46



INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL

INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL - IBS -
ECOLE DE FORMATION AGREEE PAR L'ETAT
INSCRIPTIONS OUVERTES POUR L'ANNEE
ACADEMIQUE 2013 - 2014

- 1 - SPECIALITES DIPLOMATES
- BTS Assurances
- BTS Banque
- BTS Comptabilité et Gestion
- BTS Gestion des Ressources Humaines (GRH)
- BTS Marketing
- BTS Commerce International
- BTS Informatique / Option Base de Données
- BTS Secrétariat de Direction
- BTS Infographiste Maquettiste
- BT Secrétariat Bureautique
- BT Comptabilité
- BT Agent de Transit et Dédouanement
- CMP Assurances
- CMP Opérateur en Informatique
- CAP Agent de Saisie
- 2 - PROGRAMME SPECIAL ETE :
- COURS DE FRANÇAIS, D'ANGLAIS, D'ESPAGNOL,
MATHS ET PHYSIQUE
- POUR TOUTE INFORMATION ET ORIENTATION,
CONTACTER :

IBS - INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL -
Tél : 0795 250 319 - 041 36 75 75
ADRESSE: 22, BOULEVARD VIVIANI, SANANES, ORAN
e-mail : IBS5dz@gmail.com

ANNIVERSAIRE

*Les familles TRARI-TANI - SMAIL -
SENOUSSAOUI - BOURICHE souhaitent
un Joyeux Anniversaire à leur fille*

Sarah pour ses 6 ans.

*Tata Setty et ton frère Younès te souhaitent
Joyeux Anniversaire et te souhaitent longue vie.*



FÉLICITATIONS

*Les familles BENDAHOUA et MIMOUN
félicitent leur fille*

BENDAHOUA Hasnia

*pour sa réussite à l'examen du Baccalauréat
et lui souhaitent d'autres succès à l'avenir.*



Football / WA Tlemcen L'effectif prend forme



M. Benboua

C'est désormais officiel. L'ancien driver du CRB Ain Fakroun, Nabil Neguiz est le nouvel entraîneur du Widad de Tlemcen. Ce dernier, qui avait réalisé une accession historique parmi l'élite avec le CRBAF, s'est engagé pour une saison avec la formation de la ville des Zianides, avec comme principal objectif de remettre le WAT à sa véritable place dans les plus brefs délais. Neguiz a signé avant-hier son contrat au siège du club et entamera ses nouvelles fonctions la semaine prochaine. Il est même fort probable qu'il soit secondé dans sa mission par l'ancien joueur Kherris Kheireddine qui connaît bien la maison. Ainsi, et après plusieurs semaines de tergiversation, la direction du club a fini par trouver un successeur au technicien Benyellès, lequel a quitté le club en fin de saison.

En tous cas, Nabil Neguiz s'est dit heureux d'entamer une autre aventure, estimant que son objectif sera de mener sa nouvelle formation vers l'ac-

cession la saison prochaine. « Diriger le WAT est un nouveau challenge pour moi. Avant de signer mon contrat, je me suis entendu sur tous les aspects avec la direction qui a montré un réel désir de m'engager. On a évoqué également l'objectif de l'équipe qui dépendra de l'opération recrutement, même si mon but primordial est de construire une équipe compétitive et homogène, tout en visant une place sur le podium », a affirmé le nouveau coach du Widad. Par ailleurs, le groupe Meliani, sur lequel les supporters nourrissent l'espoir de remettre le club dans la cour des grands, veut désormais se pencher sur le volet recrutement où des contacts ont été établis avec des joueurs.

D'ailleurs, on croit savoir que plusieurs éléments devront parapher leurs contrats durant les heures à venir, à l'instar des deux portiers Sofiane Benmoussa et Hicham Mezaïr, les deux défenseurs Layati et Megueni ainsi que les attaquants Cheraitia et Tebbal. De quoi rassurer le fidèle public des Ciel et Blanc. Outre le fait que ces joueurs ont

acquis une grande expérience que se soit en Ligue une où deux, la direction du club a surtout donné la priorité aux éléments qui ont déjà porté les couleurs du WAT, tout en insistant sur l'importance de former un groupe solide. Selon le manager Hebri Kamel, d'autres joueurs ont émis le vœu de revenir au sein de leur ancien club et avec lesquels la direction est en contact permanent, à l'image de Kada Benyacine (USMBA) et Zazoua (NRBR).

Il restera cependant le cas de l'attaquant Ghazali, toujours lié au WAT jusqu'en 2014. Recruté au mercato hivernal de la saison 2013-2014, l'ex-joueur de l'ESS n'a pas répondu à l'attente. Il sera certainement mis sur la liste des libérés, sauf si l'entraîneur Neguiz décide de le repêcher. Enfin, et pour ce qui est du stade de l'intersaison, les coéquipiers de Sameur devront se contenter d'un regroupement à Tlemcen, et plus spécialement dans la forêt de Lala Setti et ce contrairement à ce qui a été annoncé, à savoir la préparation de l'équipe en Tunisie.

USM Annaba Mourad Slatni de retour pour relever le challenge

C'est officiel ! Mourad Slatni vient de prendre les commandes de la barre technique de l'USM Annaba. C'est l'intéressé lui-même qui nous a confirmé cette information, la décision ayant été prise après une réunion avec les membres du CA et le président Abdelhamid Boudiaf outre le comité des supporters. Une deuxième rencontre devait avoir lieu mardi soir avec les responsables du club pour tracer la feuille de route et fixer les objectifs. Sur son départ du vieux club annabi, Hamra, avec lequel il a réalisé une bonne saison, Slatni dira: «J'ai toujours affirmé que la priorité est accordée à Hamra. Toutefois, avec le retard pris dans la préparation et les promesses non tenues du président vis-à-vis des joueurs concernant leurs arriérés au moment où bon nombre d'entre eux ont été contactés par des clubs, je ne pouvais pas donc cautionner cette situation. A noter que la reprise des entraînements est prévue vers la fin de cette semaine ». Côté supporters, les fans espèrent un retour du club au premier plan.

T. Zgaoula

IRB Maghnia - Soucieux de l'avenir du club Les fans interpellent les autorités locales

Chergui Abdelghani

Dépité par ce qui se passe actuellement au sein de leur club favori, les fans de l'IRB interpellent les autorités locales afin d'intervenir et mettre fin à cette situation catastrophique que vit actuellement le club phare de la ville frontalière. «Ils ne veulent ni tenir l'AG ordinaire pour présenter les bilans, ni entamer la préparation pour la nouvelle saison 2013/2014. L'ultimatum fixé par la LNFA pour le dépôt du dossier d'engagement a été fixé au 15 juillet et jusque-là personne ne s'en soucie. Nous ne comprenons pas la position actuelle du bureau du CSA dont les membres ne veulent ni démissionner ni entamer le travail pour préparer le nouvel exercice. Ceux qui ont refusé Zitouni endossent l'entière responsabilité de cette situation jamais vécue par le club. Nous interpellons le wali, le chef de daïra et le P/APC pour sauver ce qui reste à sauver car, à ce train, le club, créé en 1928, risque de disparaître. Nous exigeons la dissolution du présent bureau et la tenue d'une assemblée gé-

nérale électorale dans les plus brefs délais, ainsi que le retour de Zitouni. Aussi l'intervention du DJS concernant la composante des membres de l'AG où l'association des anciens joueurs a un très grand rôle à jouer. Nous réitérons notre appel aux anciens joueurs pour ne pas rester les bras croisés et céder ainsi le terrain aux opportunistes qui n'ont rien à voir avec le sport en général et le football en particulier. Nous les tenons responsables aussi pour leur mutisme. L'IRB n'appartient pas à un groupuscule mais à toute la ville de Maghnia », ont déclaré des dizaines de supporters qui nous ont sollicité afin de faire entendre leurs voix auprès des autorités concernées.

La situation du club de la ville frontalière ne suscite guère l'optimisme et risque l'implosion. Les créanciers se bousculent au portillon, l'AGO n'a pas été tenue, l'exode massif de joueurs vers d'autres lieux et le risque du forfait général plane. Seuls les autorités locales et à leur tête le P/APC sont en mesure de mettre fin à cette situation et placer le club entre de bonnes mains.

US Remchi Des renforts en attendant la reprise fixée à la mi-juillet

Chergui Abdelghani

La direction de l'USRemchi semble avoir pris toutes ses dispositions afin d'entamer le nouvel exercice sous de bonnes auspices. En effet, après avoir réussi à convaincre la majorité des cadres qui ont rempli pour une autre saison et après le recrutement de certains joueurs susceptibles d'apporter un plus à l'équipe et dont on dit le plus grand bien, le président Louassini Houari est à la recherche d'un entraîneur et ce après l'échec des négociations avec Abdelkrim Benyellès en l'occurrence. Selon une source proche du

club, des contacts sont établis avec le coach Kacemi, l'ex-driver de Hamra Annaba et l'E Sour El Ghozlane. Si les négociations aboutissent, le nouvel entraîneur aura la rude tâche de hisser les rouge et blanc vers le podium qui reste l'objectif principal de la nouvelle direction du club. La tâche sera d'autant plus ardue quand on sait la présence d'équipes huppées tels que le SAM, le GCM, l'OMA, le CRT et autres WAM et RCR. Selon notre source, les dirigeants du club remchaoui ont fixé la date de la reprise des entraînements au 15 juillet alors qu'un stage d'avant saison est programmé au centre «Grand Bleu» à Tipaza.

• Negrodo plaît à City

Selon The Daily Mail, Manchester City pourrait bientôt formuler une offre au FC Séville pour Alvaro Negrodo. Manuel Pellegrini en aurait fait sa priorité. La clause libératoire du joueur est à 20 millions d'euros.

• Liverpool sur Villa

Le club de Liverpool veut poursuivre son mercato au rythme effréné. Selon Metro, le club de la Mersey pourrait transmettre une offre de 14 millions d'euros au FC Barcelone pour s'attacher les services de David Villa. Le meilleur buteur de l'histoire de la sélection espagnole est également sur les tablettes de Tottenham.

• Offre de Chelsea pour Rooney

Outre Cavani et El Shaarawy, Chelsea s'intéresse à l'attaquant de Manchester United, Wayne Rooney. Un intérêt renforcé depuis le retour de José Mourinho. The Daily Telegraph affirme que les Londoniens sont sur le point de transmettre une offre de 23 millions d'euros aux Red Devils. Ils devront tout de même attendre le chèque pour faire face à la concurrence d'Arsenal et surtout celle du PSG.

• Touré à Liverpool

Dans les tuyaux depuis plusieurs semaines, le transfert de Kolo Touré à Liverpool a été officialisé ce mardi. Le défenseur ivoirien, ancien joueur d'Arsenal, arrive au club en provenance de Manchester City. Il a déclaré «rejoindre l'un des meilleurs clubs d'Angleterre» sur le site internet du club de la Mersey.

• Soldado intéresse Tottenham

Selon The Daily Star, les Spurs de Tottenham seraient prêts à formuler une offre de 20 millions d'euros pour Roberto Soldado. Valence exigerait 10 millions de plus. D'autres clubs qualifiés pour l'Europa League ne verraient jamais leur nom dans une transaction avec une telle somme d'argent...

• Accord ASSE-BVB pour «Aubam»

L'AS Saint-Etienne et le Borussia Dortmund seraient tombés d'accord sur 15 millions d'euros pour le transfert de Pierre-Emerick Aubameyang, selon la Gazzetta dello Sport. L'attaquant gabonais avait donné sa préférence aux vice-champions d'Europe.

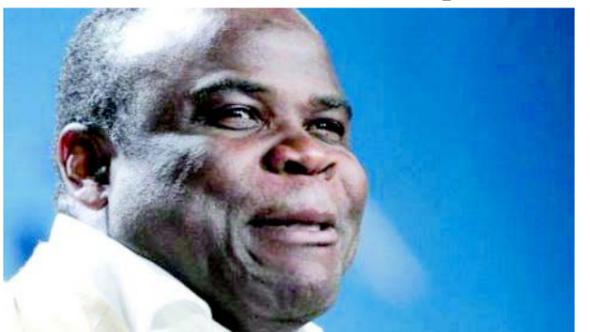
• Séville sur Gameiro

Le transfert d'Alvaro Negrodo vers l'Atletico Madrid étant imminent, le FC Séville aurait jeté son dévolu sur Kévin Gameiro, selon Marca. Les Sévillans entendent profiter du statut de remplaçant de l'ancien Lorientais à Paris pour l'attirer à un prix raisonnable. Seul problème : les 2 millions d'euros nets par an touchés par le joueur, qui est, cependant, prêt à baisser son salaire, toujours selon le quotidien madrilène.

• Kaka veut rester au Real

Actuellement en Chine, Kaka s'est exprimé sur son avenir. «J'ai un contrat au Real Madrid. Il y a un nouvel entraîneur et, quand il aura commencé son travail, nous nous réunirons pour échanger nos idées. Mais ma première intention est de rester au Real Madrid», a insisté le milieu offensif brésilien de 31 ans, cité par As.

Jugé pour abus de confiance Basile Boli s'en tire à bon compte



On connaissait le gentil Basile Boli, celui qui a fait gagner l'OM et qui présentait le Loto Foot avec Didier Roustan. Mais tout homme a sa part d'ombre.

Ce mardi, l'ancien défenseur central était jugé devant le tribunal correctionnel de Nanterre pour abus de confiance dans le cadre de la gestion d'une association de coopération avec l'Afrique. La justice soupçonne en effet Basilou d'avoir détourné 250 000 euros de fonds

publics entre 2007 et 2008 lorsqu'il était président de l'association Entreprendre et réussir en Afrique (Era). De l'argent qui devait servir à aider des migrants d'Afrique de l'Ouest à se réinstaller dans leur pays pour y monter des projets économiques. Finalement, une peine de deux ans de prison avec sursis et 30 000 euros d'amende ont été requis à l'encontre de l'ex-Marseillais. La décision a été mise en délibéré au 15 octobre.



- 07.15 Sabah El-Kheir
- 09.00 Saïdati
- 10.00 Djazirat el hadaya
- 10.30 Atfal el tamatim
- 10.45 Sirate el houb
- 11.30 Iktichaf El affaq
- 12.20 Skoune el aamaq
Documentaire
- 13.00 Journal télévisé
- 13.30 Yaoumiat el moudares
Feuilleton
- 15.00 Mahla di aachiya
- 16.30 Abtal kourat
- 17.00 Rawaie taht el maa
- 17.50 Hadith dini
- 18.00 Journal télévisé amazigh
- 18.20 Taqdar tarbah
- 19.00 Rafif wa aakrem
Feuilleton
- 20.00 Journal télévisé
- 20.45 Martyre de la guillotine
- 21.00 Emission
- 00.00 Journal télévisé



19.45 Carnet de voyage d'Envoyé spécial

Présenté
par **Guilaine
Chenu,
Françoise
Joly**



Les bons plans immobiliers des pays en crise. S'offrir une maison sur une île grecque pour le prix d'un studio à Paris, c'est possible. La crise contraint les Grecs à brader leur patrimoine immobilier. En Espagne aussi, les prix s'effondrent : jusqu'à moins 50 %. Les étrangers en profitent. Parmi eux, Eva et François, des Lyonnais qui rêvent de s'installer dans les Cyclades, ou Marie-Pierre et Patrick, qui ont acheté un appartement à Barcelone.



JEUDI



19.50 Falco



**- Le petit chaperon rouge
Avec Sagamore Stévenin,
Clément Manuel, Alexia Barlier**
Lucie Delgrange, une jeune fille de 18 ans déguisée en petit chaperon rouge, est retrouvée dans un parc au petit matin. Falco remarque qu'elle respire encore faiblement. Peu après, Eva et Chevalier déterminent le lieu où Lucie a passé la soirée. La fête bat encore son plein... Falco interroge la meilleure amie de la victime. Parallèlement, l'inspecteur est en proie à des cauchemars récurrents.



19.45 Bandidas



Avec Penélope Cruz, Salma Hayek
Mexique, 1880. Tyler Jackson, représentant de la New York Bank and Trust, monte un complot pour s'accaparer les terres des paysans, et permettre ainsi l'extension du chemin de fer américain. Parmi ses dernières victimes, Sara Sandoval et Maria Alvarez. Pour se venger, celles-ci braquent les agences de la NYBT et redistribuent le butin aux expropriés. L'inspecteur Quentin Cooke est chargé de retrouver les deux "bandidas".



19.45 Wall Street : l'argent ne dort jamais



Avec Michael Douglas, Shia LaBeouf
Jake Moore est un jeune et talentueux trader de Wall Street et travaille dans la société de son mentor, Louis Zabel. Au bord la faillite, ce dernier est dans le collimateur de la réserve fédérale et soumis à une grosse pression. Dans le même temps, Gordon Gekko, sorti de prison sept ans plus tôt, assure la promotion d'un livre. Mais sa fille Winnie, la petite amie de Jake, ne veut plus entendre parler de lui.



19.55 Homeland



**- Agent double
Avec Claire Danes, Damian Lewis**
L'unité de la CIA n'a plus de nouvelles de Brody depuis plus de 12 heures. David Estes suggère de mener une enquête poussée sur Roya Hammad. Carrie reçoit finalement un appel de Nicholas lui demandant de mettre sa famille à l'abri. Si Jessica accepte immédiatement de quitter sa maison, Dana s'emporte violemment. Max et Virgil se rendent dans l'appartement de Quinn pour s'assurer de sa fiabilité. Ce qu'ils y trouvent inquiète Saul.

21.40 Workinggirls



**- Lipdub
Avec Laurence Arné, Vanessa David**
Hélène annonce à ses collègues qu'elle a enfin rencontré un homme de sa vie après s'être inscrite sur un site de rencontres. Karine a décidé de réaliser un clip vidéo afin de mieux faire connaître la société auprès des annonceurs. Pour cela, la DRH cherche une chanson entraînante et gaie. Lorsqu'elle soumet son choix aux employés, elle se heurte à Stéphanie, la déléguée syndicale, qui a composé une petite mélodie.



- 09.00 bonjour d'Algérie week-end
- 12.00 journal en français
- 12.25 Massadjid oua tarikh
- 13.20 Prière du vendredi (direct)
- 13.45 Ahabab E'cheikh El Arbi Ben Sari
- 14.20 Réflexions
- 15.10 Les déracinés
- 16.20 Dessins animés
- 16.50 kayfa souni'ate
- 17.15 Takder tarbah
- 18.00 Journal en amazigh
- 18.25 Dar da meziane II
- 19.00 Journal en français
- 19.30 Canal azur
Documentaire
- 20.00 Journal en arabe
- 20.45 L'Algérie des algériens
Documentaire
- 22.10 Mon amie, ma soeur
- 23.45 Chant patriotique
- 00.30 Journal en arabe



19.45 N'oubliez pas les paroles



Présenté par Nagui
Nagui et son équipe ont concocté une émission spéciale placée sous le signe de la musique, de la bonne humeur et de la générosité. Le principe de ce jeu musical et convivial reste le même : il s'agit toujours, pour les candidats, de participer à un karaoké géant qui fait appel à la mémoire. Seuls gagnent ceux qui parviennent à chanter la chanson jusqu'au bout sans se tromper. Six personnalités ont répondu présent et donneront leurs gains à des associations.



VENDREDI



19.50 Les experts



**- Sens dessus dessous
Avec Laurence Fishburne,
George Eads, Eric Szmanda**
Toute l'équipe des experts est mobilisée pour une opération dans un casino de Las Vegas, visant à arrêter deux dealers en flagrant délit. Alors que Catherine surveille les trafiquants sur des écrans de contrôle avec le détective Vartann, Archie découvre au sous-sol le cadavre d'une employée de l'hôtel. Cette dernière s'occupait de coordonner un défilé de lingerie organisé dans l'établissement.



19.45 Faut pas rêver



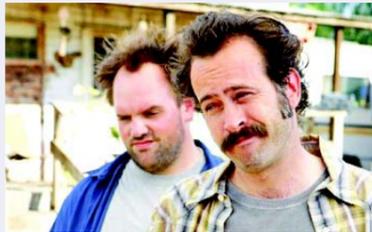
**- Tanzanie
Présenté par
Tania Young**
L'animatrice sillonne le nord du pays, notamment le parc du Tarangiré et le territoire masai en compagnie de Rokoiné. "Serengeti, animaux sous surveillance". Pour conserver le fragile écosystème de ce parc national, vétérinaires, scientifiques et gardes travaillent au plus près des bêtes. "Hadzabés, chasseurs invisibles". Chembé et les siens tentent de perpétuer leur mode de vie ancestral. "Liamba, bateau de légende".

19.50 NCIS : Los Angeles



**- Le bon, la brune et les diamants
Avec Chris O'Donnell, LL Cool J**
Une jeune hôtesse de boîte de nuit est la cible de tireurs en pleine rue. Son patron, Johannes Waaldt, ancien trafiquant d'armes d'envergure internationale, est aujourd'hui à la tête d'un projet de purification d'eau en Afrique. En démarrant l'enquête, Kensi découvre que Deeks est infiltré auprès de Waaldt sur ordre de Granger. Les agents sont persuadés qu'il se trouve en mauvaise posture et décident d'intervenir.

23.55 Earl



**- Karma et cinéma
Avec Seth Green, Jason Lee**
Il y a dix ans, Earl s'est rendu coupable d'avoir dérobé un poney. Cet affectueux animal devait servir à réaliser le rêve de Buddy, un enfant gravement malade et sur le point de mourir. Stupéfait, Earl apprend que Buddy n'est pas décédé. Comment se faire pardonner ? Earl comprend qu'il va devoir faire preuve d'une sincérité désarmante pour obtenir le pardon du jeune homme...



19.55 Madagascar 3 : bons baisers d'Europe

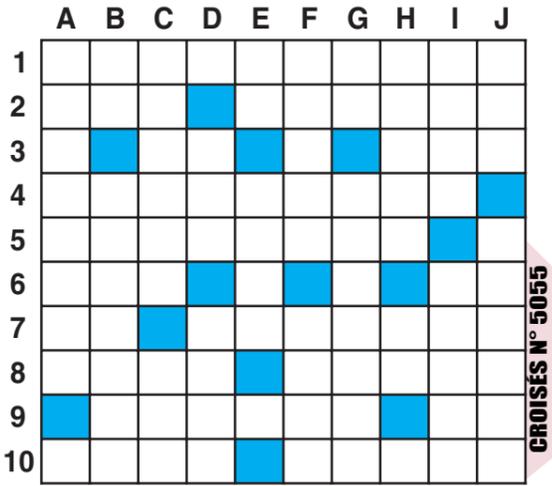


Alex le lion, Marty le zèbre, Gloria l'hippopotame et Melman la girafe sont toujours en Afrique. Ils souhaiteraient rentrer à New York. Mais leurs amis les pingouins sont partis à Monte Carlo avec leur avion. Les animaux réussissent à les rejoindre et les retrouvent dans un casino. Ils sont alors pris en chasse par le redoutable Capitaine Chantal Dubois mais réussissent à lui échapper. Dans les Alpes, Alex et les siens croisent la route d'un cirque itinérant et y voient un bon moyen de retourner enfin aux Etats-Unis. Ils se font passer pour des artistes.

21.25 Comme un chef



Avec Jean Reno, Michaël Youn
Passionné de cuisine, le jeune Jacky Bonnot rêve d'étoiles et de grandes brigades. Il ne s'épanouit guère dans les petits restaurants qui l'emploient et finit toujours par se faire renvoyer. Obligé de travailler dans une cantine pour gagner sa vie, il croise la route d'Alexandre Lagarde, grand chef ultra-médiatique. Ce dernier a perdu l'inspiration et se retrouve menacé par le groupe propriétaire de ses établissements.



Horizontalement:

1. Ecureuil volant.
2. Et comment ! Romans noirs.
3. Un bout à tirer.
Filet à l'anglaise.
4. Exécutais.
5. Perchent et piaulent.
6. Tourné retourné. Note.
7. Réfléchi.
Anneau qui fait alliance.
8. Abouta.
Cylindrée de 1000 cm³.
9. Sensible. Dans le coup.
10. Difficile à croire si c'est un peu ! Base assise.

Verticalement:

- A. Reprend, à ce titre, les affaires du parti.
- B. Pris. Crâner (La).
- C. Marché au noir. Confusion dans la case de l'oncle !
- D. Latin, c'est là le hic ! Cella grecque.
- E. Dans le coup. Fait comme-ci, comme-ça.
- F. Boulotte. Rides.
- G. Pronom.
Bernacle ou bernache.
- H. Salope. En suite.
- I. Fort. Mousse à son début.
- J. Point du jour.
En écrasant.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°5054

F	U	L	M	I	N	A	N	T	E
O	B	E	I	T	M	E	A	T	
R	U	S	T	I	N	E	L	I	
F	O	N	G	L	I	E	R		
A	B	O	Y	E	I	G	N	E	
I	P	E	R	I	O	S	T	E	
T	A	N	N	A	R	U	S		
U	B	N	I	V	E	L	E		
R	E	V	E	R	N	E	U	F	
E	L	I	S	E	N	T	X	E	

FLECHES N°5054

V	A	E	T	V	I	E	N	T
E	C	H	E	R	S	I		
T	I	R	R	S	T	E		
E	O	R	P	A	O	N		
M	O	U	E	S	I	L		
E	L	E	V	E	S	E	M	
N	I	E	E	E	R	R	E	
T	V	S	A	L	L	E	S	
S	I	S	U	L	E	S		
E	N	T	R	E	E	S		
T	R	U	E	U	N			
E	S	T	S	O	T	T	E	

FOUILLIS N° 5054 PRETENDANT (Pré - Temps - Dans)

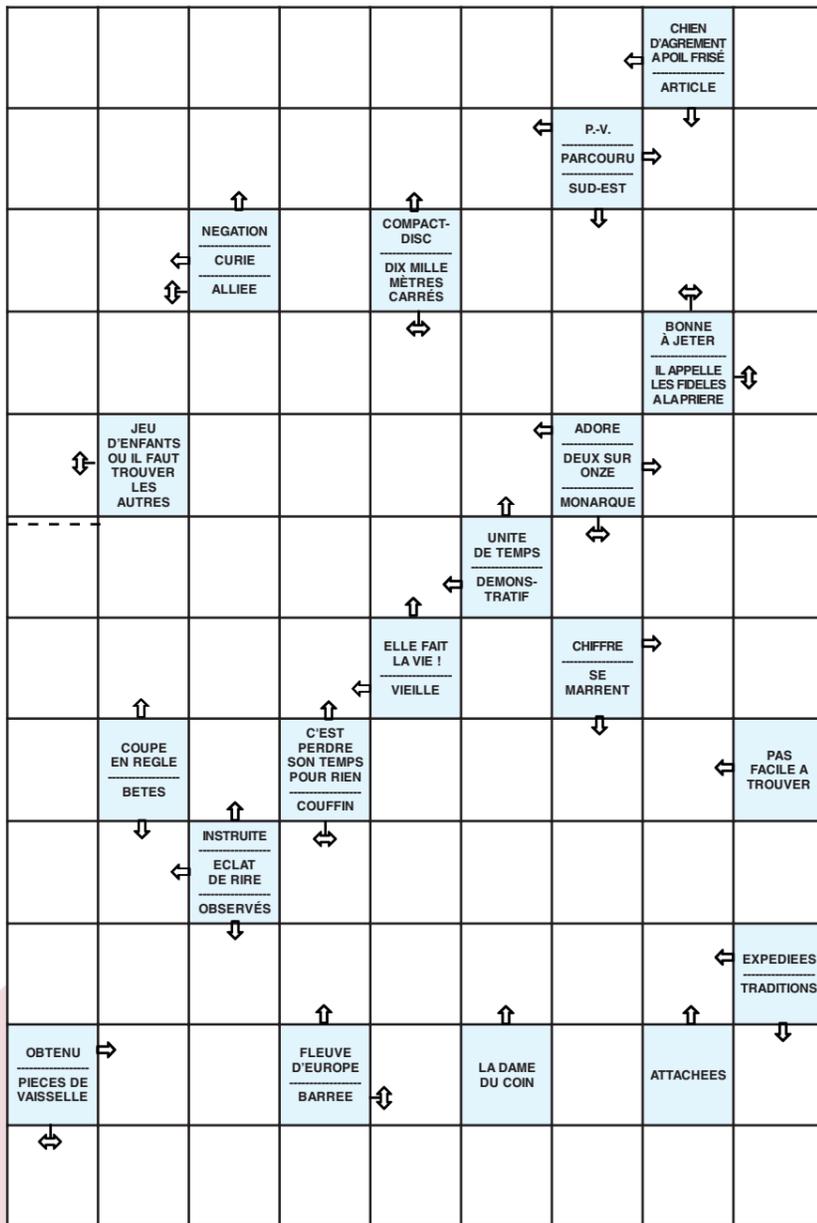
CODÉS N° 5054

1	I	D	E	S	T	O	N	A	R	M	U	L	P
14	B	C	H										

1	A	M	R										
14													

7	3	13	2	13	3	4	13	8					
11	1	5	13	3		12		9	10				
4	5	13	2		4	8	8	10	8				
2	13		13	7	9	6	13	3					
6	13	10		1	12	13		12	8				
1		12	13	8		7	11	9	10				
12	1		8	13	12	5	1	4	5				
17	13	8	5	13		4	15	8					
13	3		1		12	9	5	13	13				
	1	4	2	13		12	13	3	14				
1	5	5	4	3	13	8		4	14				
15	4		12		6		12	13	9				
15	9	16	13	2	13	12	5		3				
4	12	10	5	4	15	13		8	5				
13	8		8	5	13	6	6	13	8				

Jeux proposés par Chérifa Benghani



FLECHES N° 5055

- ARBRE – ARTISAN – AUBE – ATTENTION – AUSSI – BAPTEME – BOULIER – BROSE – BUSE – CERTIFIER – CHENIL – CHEVAL – CHOSE – CONFIANCE – DETENIR – DRAPEAU – ECHANCRURE – ECOLE – ECRASER – FORUM – GRUE – HAMAC – HASARD – LICE – MORDICUS – NEIGER – OBUS – OUTRE – PACTE – PANIER - PAON – PERCHE - PLAIRE – POLITESSE – PREAU – RADIS – SAVANT – TALUS – TERTIO – TIRER – TRACAS – TROUER – TRUFFE – VERSO.

S	A	C	A	R	T	R	E	I	F	I	T	R	E	C
I	U	U	A	R	E	C	N	A	I	F	N	O	C	O
D	B	L	S	M	B	R	I	N	E	T	E	D	S	E
A	E	H	A	S	A	R	D	R	E	S	A	R	C	E
R	E	R	I	T	I	H	E	C	O	L	E	H	S	A
P	O	I	L	E	R	C	T	N	A	V	A	S	T	T
E	U	A	P	C	P	E	C	I	L	N	E	T	T	E
M	A	R	A	H	E	U	P	A	C	T	E	R	R	
E	E	T	N	O	R	A	V	R	I	N	U	E	E	T
T	P	I	I	S	C	E	U	L	T	F	R	S	U	I
P	A	S	E	E	H	R	O	I	F	I	S	E	O	O
A	R	A	R	C	E	P	O	E	A	O	U	R	R	N
B	D	N	C	H	E	N	I	L	R	R	R	T	T	O
B	O	U	L	I	E	R	P	B	G	E	S	U	B	A
N	E	I	G	E	R	S	U	C	I	D	R	O	M	P

FOUILLIS N°5055

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est un oiseau qui jase.
- Mon 2e, c'est scotchier.
Mon tout, c'est boire de l'alcool avec excès.

Bélier 21-03 au 20-04
Le ciel vous est particulièrement favorable en ce moment sur le plan personnel. Profitez-en. Il faudrait penser à des transformations sensibles dans votre attitude envers les autres.

Taureau 21-04 au 21-05
Vous voulez toujours aider ceux pour qui vous nourrissez des sentiments profonds. Vous vous rendez compte que vous avez plutôt tendance à ne pas leur rendre vraiment service.

Gémeaux 22-05 au 21-06
Vous vous demandez si vous avez raison d'agir de façon un peu cavalière vis-à-vis d'une personne que vous ne portez pas dans votre cœur.

Cancer 22-06 au 22-07
Malgré certaines incertitudes dans le déroulement des opérations, votre forme physique vous permet d'effectuer un long parcours même si on cherche à vous mettre des bâtons dans les roues.

Lion 23-07 au 23-08
Malgré certaines difficultés mineures, votre forme va revenir au grand galop. Cela aura beaucoup d'incidences positives pour les décisions que vous aurez à prendre. Vous y gagnez en lucidité. Votre efficacité sera à son optimum, l'ambiance du jour est bonne.

Vierge 24-08 au 23-09
Vous éprouvez le désir de tout transformer à la hâte. Vous recherchez une plus grande compréhension dans vos relations avec vos proches. Vous aspirez soudainement à plus de communication et d'échange avec une personne qui semble vouloir s'éloigner de vous.

Balance 24-09 au 23-10
Des problèmes familiaux peuvent brusquement survenir si vous ne prenez pas garde à ce que vous dites. La parole est d'argent mais le silence est d'or.

Scorpion 24-10 au 22-11
Vous pourriez traverser une période difficile mais votre dynamisme vous aidera à mener à bien une entreprise délicate. Vous pourriez recevoir très vite les fruits de vos efforts.

Sagittaire 23-11 au 21-12
Vous aurez bon moral. Les craintes non fondées au sujet de votre avenir s'envoleront bientôt. Même si vous doutez de l'issue favorable à votre situation, vous ne pouvez que sourire à la vie. Vous pouvez croire maintenant que c'est votre tour d'avoir cette chance !

Capricorne 22-12 au 20-01
Les planètes vous sont moins favorables aujourd'hui. Cela accentue votre sens du devoir ce qui signifie que certaines obligations personnelles ou familiales deviendront soudainement une priorité pour vous, à la surprise générale.

Verseau 21-01 au 18-02
Vous aurez à vous battre pour vaincre un obstacle imprévu mais la chance vous aide à surmonter cet inconvénient passager. La vie a décidé de vous sourire, profitez-en pour mettre de l'ordre dans vos affaires de cœur.

Poissons 19-02 au 20-03
De réelles possibilités vont se faire un jour. Essayez de ne pas céder aux craintes et aux doutes sans fondement. Aller de l'avant est positif, tout ce que vous avez à faire est de croire en vous.



Attentat déjoué au Canada

La police canadienne a annoncé, mardi, l'arrestation de deux Canadiens accusés d'avoir préparé un attentat à la bombe contre le parlement provincial de Colombie-Britannique, sur la côte pacifique. John Stewart Nuttall, 38 ans, et Amanda Marie Korody, 28 ou 29 ans, ont été interpellés lundi, jour de la fête nationale du Canada, alors qu'ils avaient l'intention de faire exploser des cocottes-minute piégées dans l'assemblée législative de Victoria, a indiqué la Gendarmerie royale du Canada (GRC, police fédérale). Les deux suspects se sont «radicalisés» après avoir été «inspirés par l'idéologie d'Al-Qaïda», ont affirmé les enquêteurs, qui ont été mis sur leur piste en février par les services de renseignement canadiens. Ils sont accusés d'avoir pris des mesures pour concevoir et par la suite placer des engins explosifs à un endroit public pré-déterminé dans la ville de Victoria, en Colombie-Britannique, dans le but de causer la mort ou des dommages corporels graves le jour de la fête du Canada», selon la GRC. Rien n'indique que les deux Canadiens étaient liés aux auteurs de l'attentat de Boston, ni aux deux suspects de Toronto.

L'affaire Snowden provoque un imbroglio diplomatique avec le président bolivien



Le président bolivien Evo Morales a finalement pu quitter Vienne, mercredi, où son avion est resté bloqué treize heures, après s'être vu refuser l'espace aérien de plusieurs pays européens soupçonnant qu'il transportait l'informaticien américain en fuite, Edward Snowden. M. Morales était en route, mercredi après-midi, pour les îles Canaries, où son appareil devait faire une escale avant de regagner la Bolivie. L'imbroglio diplomatique s'est produit quelques heures après que M. Morales a déclaré, en marge d'une visite mardi à Moscou, que son pays était prêt à accueillir le fugitif recherché pour espionnage par les Etats-Unis et réfugié actuellement dans un aéroport à Moscou. «C'était quasiment comme un enlèvement de près de 13 heures», a protesté le président bolivien, furieux, lors d'une conférence de presse à l'aéroport autrichien. Il a notamment pointé du doigt la France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne qui ont, selon La Paz, refusé à son avion le survol de leur territoire. Il s'agit «d'une erreur historique», a-t-il lancé, «d'une provocation (...) envers la Bolivie et toute l'Amérique latine, c'est une agression envers l'Amérique latine».

Réserves du Mali sur le Bénin : la FAF retient son souffle



Les réserves techniques formulées par la fédération malienne de football auprès de la FIFA contre deux joueurs de l'équipe nationale du Bénin sont fondées, a-t-on appris auprès de la FAF. Toutefois, à la FAF on rassure que la fédération malienne s'est prise en retard et a dépassé le délai de 48 heures pour déposer ses réserves. Du côté de Dely Ibrahim, on a estimé que même si la FIFA prenait des sanctions, ce sont la fédération béninoise de football ainsi que les deux joueurs incriminés qui devraient être sanctionnés. Le résultat du match Mali-Bénin (1-1) devrait être homologué. La fédération

maliennne a formulé des réserves contre le gardien de but et un défenseur de l'équipe du Bénin qui n'ont pas accompli ensemble des formalités auprès de la FIFA pour changer de nationalité. Sur ce plan, la fédération béninoise a fauté, ce qui explique le fondement des réserves de la fédération malienne. Or, aucune réserve n'a été formulée sur la feuille de match Mali-Bénin, le règlement de la FIFA prévoyant un délai de 48h pour le dépôt des réserves. La fédération malienne de football a été informée bien en retard de cette affaire et ses réserves ne sont pas recevables dans la forme, ajoute-

t-on à la FAF. L'affaire sera traitée avant la fin du mois de juillet en cours par la FIFA. Cependant, les récentes réserves formulées contre l'Ethiopie et dont l'équipe a perdu son match face au Botswana font craindre le pire à la FAF. De ce fait, à la FAF, on indique que «l'on s'attend à tout». En ce sens, le président de la FAF a demandé au sélectionneur national, Vahid Halilhodzic, de rester en contact avec les joueurs et de les maintenir mobilisés pour le dernier match de qualification au 3^e tour des éliminatoires du Mondial 2014. Il s'agit en fait du match Algérie-Mali, prévu le 6 septembre à Bli-da et comptant pour la 6^e et dernière journée du deuxième tour qualificatif au 3^e et dernier tour des éliminatoires de la coupe du monde. L'Algérie s'était qualifiée bien avant le match contre le Mali à la faveur de ses victoires à l'extérieur contre le Bénin et le Rwanda. Mais avec le risque que le Mali récupère les trois points du Bénin, le match Algérie-Mali qui était sans enjeu, deviendrait capital pour la qualification au 3^e et dernier tour.

Kamel Mohamed

Un groupe armé attaque le ministère de l'Intérieur à Tripoli

Un groupe armé a attaqué, mardi soir, le siège du ministère libyen de l'Intérieur à Tripoli, forçant sa fermeture, selon des témoins. Des coups de feu ont été entendus vers 22h00 dans le périmètre du ministère mais il n'était pas clair s'il s'agissait d'affrontements ou de tirs de sommation, selon des témoins. Plus tard, des hommes armés ont encerclé le ministère situé sur la route de l'aéroport et ont bloqué l'entrée principale avec des tas de sable, avant de quitter les lieux, selon un responsable de sécurité accusant un groupe de la ville de Zenten d'être derrière l'attaque. Ces nouvelles violences interviennent une semaine après



des affrontements meurtriers à Tripoli faisant cinq morts et une centaine de blessés. Par ailleurs, une voiture a explosé dans la nuit de

mardi à mercredi près d'une patrouille des forces spéciales de l'armée libyenne à Benghazi, faisant deux blessés parmi les soldats.

EDITORIAL

Par M. Saadoun

DANS LE NOIR

L'Egypte entre dans le noir. La manière dont se profile l'éviction de Mohamed Morsi - à l'heure où ces lignes sont écrites, l'armée n'a pas encore annoncé sa «feuille de route - va peser sur l'avenir. Que l'armée le démette au nom d'un mouvement de rue - fut-il très puissant - est clairement une sortie du droit. On ne sait pas quel sera le sort de Morsi - qui se disait prêt à «donner sa vie» pour défendre la «légitimité» et la «démocratie» - mais les Egyptiens n'auront pas la même lecture des événements.

Pour les uns, l'armée n'a fait que servir le «peuple» et l'a aidé à accomplir une «deuxième révolution». Pour d'autres, elle vient de commettre un coup d'Etat contre le premier président égyptien élu. Cette lecture divergente au sein de la population égyptienne n'est pas sans conséquence pour l'avenir. Actuellement, c'est le rapport de forces brut qui joue. Les formes légales et les règles ne sont pas respectées. Même si certains se réjouissent du fait que les Frères musulmans échouent et sont renvoyés du pouvoir - voire embastillés dans des camps -, cela ne sera pas sans conséquence sur l'avenir. La polarisation actuelle entre deux camps se per-

petuera dans la manière dont sera lu et interprété «l'échec de Morsi». Pour les «gagnants» du jour, c'est une victoire de la démocratie, pour les «perdants», c'est une atteinte à la démocratie. Mais sur le fond, c'est la grande victoire de la «rue» dans un bras de fer physique qui sort des règles. Cette «rue» semble aujourd'hui en défaveur des islamistes. Mais ne l'oublions pas, la foule est versatile et pourra, dans quelques mois ou dans quelques années, se retourner contre les «révolutionnaires» d'aujourd'hui.

Si l'Egypte ne sombre pas dans des violences généralisées - certains évoquant un «scénario algérien» que nous ne lui souhaitons pas -, elle aura néanmoins été incapable de régler le problème majeur qui se pose dans le monde arabe: celui de l'institution de règles pour l'accession au pouvoir et les fins de mandat. L'échec, réel des Frères musulmans, n'est pas une victoire de la démocratie, ni de l'Etat de droit. C'est un échec qu'une partie de la population n'admettra pas car il n'a pas été

«sanctionné» par des moyens légaux mais par la rue. Le vocable de «révolution» est un peu trop galvaudé et il ne peut masquer cette réalité. Quand des démonstrations de rue justifient une intrusion de l'armée pour débarquer un président élu, on «institue» la rue comme «institution politique». Cela peut permettre à certains de faire de la poésie sur la révolution permanente mais de manière prosaïque cela ouvre un champ très large d'une manipulation permanente de la rue.

Une partie de ceux qui se sont opposés au président Morsi n'ont aucun souci de démocratie. Dans le meilleur des cas, ils sont en faveur d'un suffrage censitaire, sur le fond ils considèrent, de manière hautaine, que les «électeurs analphabètes» ne doivent pas avoir un droit de vote. Ceux-là sont «conséquents». Ils ne sont pas gênés que l'armée prenne le pouvoir et l'exerce. Mais ceux qui continuent de se présenter comme des démocrates ont tort de se réjouir. La rue est versatile. Et personne ne croit que l'Egypte va connaître durant les prochaines années une prospérité à même d'apaiser les tensions sociales. Le terrain est fertile pour faire jouer la rue... contre les institutions.

Djezzy installe des défibrillateurs dans ses directions

Djezzy vient d'installer des défibrillateurs aussi bien à Alger que dans ses directions régionales à l'intérieur du pays, indique un communiqué de l'opérateur. «L'utilité du défibrillateur est vitale : en cas d'arrêt cardiaque, il peut sauver des vies en délivrant volontairement et de manière brève un courant électrique au cœur pour rétablir un rythme cardiaque normal», explique la même source. Par ailleurs, Djezzy vient d'acquérir une ambulance. Ces nouvelles acquisitions font partie du programme santé de l'opérateur dont les employés sont soumis périodiquement à des contrôles médicaux, conclut le communiqué.

François Hollande en Tunisie



Le président français François Hollande sera ce jeudi et vendredi en Tunisie, pays qui expérimente une transition politique et sociale souvent agitée mais où, selon Paris, «le Printemps arabe a le plus de chances de réussir». Cette visite d'Etat, dernière d'une série de voyages du président français au Maghreb après l'Algérie en décembre 2012 et le Maroc en avril, s'inscrit dans un contexte de vives tensions régionales, en Egypte ou en Libye. «S'il y a un pays où ce qu'on a appelé le Printemps arabe a le plus de chances de réussir, c'est probablement la Tunisie», a déclaré mardi le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, à la chaîne de télévision I-télé. «C'est un pays qui n'est pas très grand, qui a un niveau de développement important, où il y a une tradition du respect de la femme qui est importante, un pays qui a des ressources économiques, mais il faut l'aider», a-t-il ajouté. Lors de sa visite, François Hollande délivrera un «message d'encouragement» à l'ensemble des forces politiques tunisiennes, selon son entourage.

Publicité



La différence...
est dans le goût!
Qualité - Goût - Economie



www.cafecoexpresso.com



Produit à l'aide d'un matériel
de haute technologie utilisant
une énergie écologique.